

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE RÉGIONALISME ÉCONOMIQUE

Conception et Réalisation

THÈSE DE DOCTORAT

POUR L'OBTENTION DU

Diplôme d'études supérieures d'Économie Politique

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Le mercredi 5 juin 1929, à 14 heures

PAR

François PREVET

Président : M. TRUCHY.

Suffragants : { MM. HITIER, *professeur*.
AFTALION, *professeur*.

LIBRAIRIE
DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

1929

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation,
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
Ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE RÉGIONALISME ÉCONOMIQUE

Conception et Réalisation

THÈSE DE DOCTORAT

POUR L'OBTENTION DU

Diplôme d'études supérieures d'Économie Politique

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Le mercredi 5 juin 1929, à 14 heures

PAR

François PREVET

Président : M. TRUCHY.

Suffragants : { MM. HITIER, *professeur*.
AFTALION, *professeur*.

LIBRAIRIE
DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

1929



LE RÉGIONALISME ÉCONOMIQUE

Conception et Réalisation

INTRODUCTION

NÉCESSITÉ D'UN CADRE PROPRE A LA VIE ÉCONOMIQUE

1. — *Ce cadre ne peut être le département.* —

La division de la France en départements a répondu à un but politique : briser le particularisme des provinces jugé hostile au nouveau régime ; Mirabeau prétendait même que le nombre des nouveaux groupements était trop restreint et disait à Thouret, rapporteur du projet à l'Assemblée Constituante, qu'il divisait l'espace et non la population. Si l'on excepte la suppression des douanes intérieures, aucune idée économique n'a inspiré cette réorganisation administrative ; aussi au cours du XIX^e siècle le déve-

loppement des moyens de transport a-t-il ignoré le cadre départemental : le département de Seine-et-Oise, qui couvre 560.386 hectares, forme un anneau fermé encerclant Paris, l'idée politique de protéger la capitale apparaît nettement ici ; Seine-et-Marne, 591.546 hectares, est desservi par trois compagnies de chemins de fer : le Nord, l'Est, le P. L. M. et pour aller de Meaux, la ville la plus importante, à Melun, la préfecture, la voie la plus rapide est de passer par Paris, malgré la distance qui sépare la gare de l'Est de la gare de Lyon.

Comment la vie économique pourrait-elle se contenter du département de 1790 et de l'an VIII, époque où il fallait plus de temps pour couvrir la distance de Paris à Montargis qu'il n'en faut aujourd'hui pour aller de Paris à Marseille.

Comme l'écrivent fortement MM. Fighiera et Hauser : « La révolution qui s'est produite dans les transports et le raccourcissement des distances qui en a été la conséquence ont modifié les données du problème. Des villes, qui étaient autrefois des centres de vie locale, ne sont plus maintenant que des annexes de centres plus puissants. L'ampleur des phénomènes économiques actuels est telle qu'ils ne sauraient s'enfermer dans quelques centaines de kilomètres

carrés. La limite entre Nord et Pas-de-Calais, par exemple, ne saurait rompre l'unité du bassin houiller... Serait-il admissible que la ligne plus ou moins capricieuse qui sur le sol sépare ces deux départements vînt détruire l'unité fondamentale de ce bassin homogène ? Admettrait-on que deux ingénieurs en chef se permissent d'appliquer deux régimes d'exploitation différents aux deux parties de ce bassin parce que l'une est à droite et l'autre à gauche de cette ligne ? Les questions de main-d'œuvre, d'organisation de la vente, de la recherche des débouchés ne se pose-t-elle pas à Valenciennes et à Denain de la même façon qu'à Béthune ou à Anzin ?

... Ce complexe d'industries textiles, chimiques, métallurgiques, etc., qu'on appelle la région lyonnaise, est loin de tenir tout entier dans le département du Rhône.

Inversement, dans tel de nos départements, nous voyons les diverses parties du territoire s'orienter dans des sens très différents. Si, par exemple, la partie du département de l'Isère formée par les terrasses qui s'étagent et les vallées qui descendent vers le Rhône est nettement une dépendance de Lyon, la partie alpestre du même département est tout entière dominée, de même que les départements situés au nord et au sud,

par un seul phénomène économique relativement nouveau et remarquablement homogène : le développement des forces hydro-électriques. On pourrait multiplier les exemples » (Projet de division de la France en régions économiques. Hauser, *Les Régions économiques*, 1918).

D'ailleurs, la Justice pour les cours d'appel, l'Armée pour les corps d'armée, l'Instruction publique pour les facultés ont leurs circonscriptions propres distinctes du département.

II. — *Le Syndicat professionnel ne peut non plus fournir le cadre nécessaire.* — Depuis la Révolution l'attitude du Pouvoir législatif vis-à-vis des groupements professionnels a subi un revirement complet. A la désuétude de la loi Lechapelier a bientôt succédé une véritable renaissance des corporations : lois de 1884 sur les syndicats professionnels, de 1901 sur les associations, de 1920 sur les syndicats et les unions de syndicats, de 1923 sur l'application du repos hebdomadaire qui amorce le syndicalisme quasi obligatoire.

Mais ni le syndicat obligatoire ni les unions de syndicats interprofessionnelles ou régionales, malgré leurs rapports étroits avec la vie économique, ne peuvent fournir les bases désirées, car ils ne connaissent que les intérêts particuliers

d'une ou plusieurs professions, tandis que la vie économique résulte de l'interaction complexe de toutes les professions, et même dans une région tout à fait spécialisée l'organisme syndical ne peut prétendre en représenter à lui tout seul la vie économique et être traité comme tel au détriment des autres professions : la région lyonnaise, type de monoteknique, ne peut être identifiée avec l'industrie de la soie.

III. — *Le cadre de la vie économique.* — Il faut autre chose, la vie économique doit avoir son cadre propre : la Région économique. Ce ne sera pas la circonscription d'une Chambre de commerce au plus aussi étendue que le département : la loi exige qu'il y ait au moins une Chambre de commerce par département, et les 155 Chambres de commerce en France métropolitaine sont réparties ainsi : 49 départements en ont une, 30 en ont deux, 7 en ont trois, 1 (Puy-de-Dôme) en a quatre, 1 (Pas-de-Calais) en a cinq, 1 (Seine-Inférieure) en a sept, et 1 (Nord) en a neuf. Mais ce sera un groupement de ces Chambres de commerce suivant les données de la géographie économique : l'étendue territoriale d'une région sera celle des circonscriptions des Chambres de commerce qui la composeront.

Une objection vient à l'esprit : ne va-t-on pas ainsi ressusciter les anciennes provinces ? La simple comparaison des deux cartes de la France avant 1789 et des régions économiques permet de répondre négativement. Le nombre des régions sera bien inférieur et les provinces étaient séparées en trois groupes par des barrières douanières : royaume, provinces réputées étrangères, provinces à l'instar de l'étranger ; en outre elles résultaient d'antécédents politiques, traités, partages successoraux, dots et apanages princiers, avec des incidences économiques comme la Bourgogne : « Les provinces de France, écrit M. Babeau, telles qu'elles existaient en 1789, n'ont pas été tracées sur la carte par la volonté raisonnée d'un législateur ; elles se sont formées avec le temps... ; les limites étaient parfois tracées d'une manière si peu logique qu'il existait des enclaves d'une généralité dans une autre. » Ici au contraire l'économique seul est pris en considération. Enfin l'unité économique des anciennes provinces s'est profondément modifiée sous l'influence des transformations de la production et des transports, exploitation du fer en Lorraine, mise en œuvre des forces hydro-électriques dans les pays de montagnes, présence des Lillois, Roubaisiens et Sedanais restés dans le Sud-Ouest

après l'armistice, développement des voies ferrées et des canaux comme la ligne Paris-Dijon-Marseille ou le canal latéral à la Loire reliant des pays qui étaient séparés sous l'ancien régime.

L'organisation économique régionale tiendra compte des précédents historiques dans la mesure où les anciennes provinces auront conservé une unité économique, des divisions administratives pour ne pas compliquer les rouages inutilement, des données de la géographie économique, mais elle aura son cadre propre, la région, imposée par les circonstances de la vie économique elle-même, si différente quoique indissolublement liée à la vie politique et intellectuelle du pays. Telle sera l'idée directrice de la réforme réalisée en 1918 par M. Clémentel, alors ministre du Commerce et de l'Industrie.

PREMIÈRE PARTIE

LES PRÉCÉDENTS HISTORIQUES

I. — LE PASSÉ. — Si dans les plus vieilles civilisations on retrouve la préoccupation d'organiser économiquement les territoires réunis sous une même domination, il semble que ce n'était qu'un corollaire de la conquête militaire pour la consolider en tirant le maximum des hommes et des terres, et dès lors le problème ne devait ressortir qu'au souverain et à ses conseillers : si les vainqueurs laissaient quelque individualité économique aux peuples vaincus parce que, par exemple, ils reconnaissaient leur supériorité dans telle industrie, il ne s'agissait pas là de régionalisme économique, mais plutôt de spécialisation du travail.

Cependant on ne peut passer sous silence le formidable labeur accompli par l'Empire romain pour mettre en valeur le monde méditerranéen, une fois la paix romaine établie : aqueducs, ports, routes de haute mer, réseaux routiers

terrestres dont on conserve encore le tracé et l'usage, canaux exécutés ou amorcés, comme ce canal de jonction entre la Méditerranée et la Mer du Nord par la Saône et la Moselle, que l'année 1929 doit voir achevé grâce aux efforts des régions économiques. Mais c'était là l'œuvre de Rome seule et quand le monde antique s'est écroulé sous les coups des Barbares, l'économie s'est repliée vers le type domestique, il lui a fallu plusieurs siècles pour atteindre le stade urbain et à partir du Moyen Age elle a évolué vers le type corporatif : aucun régionalisme économique n'apparaît encore ici.

Lorsque les provinces se sont constituées, la diversité des territoires et des coutumes était telle que Turgot a pu écrire : « Villes et villages n'ont pas plus de rapports entre eux que les arrondissements auxquels ils sont attribués ; ils ne peuvent même s'entendre entre eux pour mener les travaux publics qui leur sont nécessaires. » Cependant dès le xvi^e siècle, certaines provinces ont eu conscience de leur unité économique et l'ont jalousement conservée : « Quand Henri IV entreprit le dessèchement des marais, on vit des provinces s'opposer aux travaux entrepris. Sully se heurta aux mêmes obstacles pour l'achèvement du canal du Languedoc. En 1660 le Languedoc

doc voulut encore s'opposer à l'ouverture d'un canal entre Beaucaire et Aigues-Mortes et refusa en 1666 de voter 2.400.000 livres pour la construction du canal du Midi. En 1761 il objecte de nouveau à la création d'un service de messageries entre Montpellier et Toulouse qu'il y a des droits acquis à respecter et que les prix seront supérieurs à ceux établis de gré à gré. La Provence accepta des bureaux de traites (douanes) sur la frontière étrangère, mais elle en voulut aussi sur la frontière française, de manière à former économiquement un Etat à part... Quant à la Bourgogne, au Dauphiné, à l'Aunis, à la Guyenne, à la Bretagne, au Maine, ces provinces se décident les unes pour des douanes vers l'étranger, les autres vers la France » (Frantz Funck-Brentano, *L'Ancien Régime*).

Mais ces affirmations d'indépendance économique étaient surtout des rappels de privilèges politiques, à une époque où, dit M. Sagnac, « la France était une agrégation inconstituée de peuples désunis ». Au point de vue plus spécial du régionalisme économique, on peut citer les édits du Duché de Bourgogne ordonnant d'arracher les mauvais cépages qui auraient déprécié les crus réputés ; les deux commissions de l'agriculture et des manufactures des Etats du Lan-

guedoc, qui accordaient des subventions et adressaient des vœux au roi.

Au xviii^e siècle, poussées par l'opinion publique, les assemblées votaient des subsides de plus en plus importants pour les routes, les ponts, les digues et les canaux, et même les Etats du Languedoc dépensent 2.400 francs à commémorer par un bas-relief la jonction du canal de Toulouse et du canal du Midi.

En 1720, l'assemblée des communautés de Provence donna une subvention de 1.000 francs et trois mois de congé à un jeune architecte de la province qui venait de succéder à son père, pour faire le voyage de Paris, afin de voir : « ce qu'il y avait de plus curieux et de meilleur goût dans les villes, et d'examiner la manière dont les chemins étaient tracés, surtout dans la montagne de Tarare ». C'est cette œuvre d'intérêt national d'éducation de la jeunesse par les voyages au loin qu'ont reprise les régions économiques par les facilités qu'elles procurent aux jeunes gens désireux, à leur sortie d'une école de commerce, d'effectuer un stage commercial à l'étranger.

Certaines provinces s'efforçaient de développer les industries locales ou d'en faire naître de nouvelles ; les Etats de Bretagne s'intéressaient

au commerce maritime, ceux du Languedoc déployaient une grande activité au XVIII^e siècle : gratifications aux inspecteurs régionaux des manufactures, prise à leur charge des frais du bureau de marque des draps à Montpellier et des appointements de l'inspecteur chargé de veiller à l'exécution des règlements, pensions aux anciens inspecteurs, primes diverses de fabrication sous condition que l'industrie reste dans la province, subventions aux inventeurs comme l'abbé Soumille qui reçoit 500 francs pour un nouveau tour à filer les soies, « on achète moyennant 3.000 francs pièce des cylindres (de dévidage) semblables à celui que Vaucanson a construit pour Lyon, pour les placer dans les bâtiments municipaux de Nîmes et de Lavaur, et tous les fabricants pourront s'en servir moyennant un tarif déterminé » (Albert Babeau, *La Province sous l'Ancien Régime*), gratifications aux exploitants des mines et aux usagers du charbon de terre... que frappait par ailleurs un impôt élevé.

« En Languedoc comme en Bretagne et en Provence, ils (les Etats) sont favorables d'ordinaire à la liberté du commerce... Les assemblées soutiennent de leurs subsides les Chambres de commerce, elles indemnisent les députés du commerce. » Généralement « les Etats s'associent au

mouvement qui vient de haut », de l'intendant surtout ; « ils provoquent parfois des institutions utiles comme la création d'une Université à Dijon ». On peut encore citer les encouragements aux cours gratuits de dessin et de science établis en France en 1760, les prix offerts aux élèves de Saint-Gaudens, Pamiers, Arras, les concours de dessin, qui à Dijon ont révélé Prud'hon, les acquisitions d'instruments et d'un observatoire, les subventions aux chaires de chimie et physique par le Languedoc, aux écoles de chirurgie de Rennes par la Bretagne (4.000 livres par an), aux écoles d'accouchement et à celle de mathématiques de Rennes par Nantes (500 francs par an à chacune), la contribution du Languedoc à la carte générale de Cassini (15.200 livres), précédée de nombreuses études historiques et géographiques des provinces faites surtout par des bénédictins, enfin les efforts pour diminuer le paupérisme et soulager les misères : ateliers de charité, distribution de blé en temps de disette, soins médicaux et remèdes gratuits (Albert Babeau) ; c'est à de semblables initiatives d'intérêt public que les régions économiques consacrent aujourd'hui leur activité.

Le pouvoir central s'est efforcé dès le ^{xvi}e siècle d'assurer aux commerçants une juridiction spé-

ciale et un conseil central qui entende leurs doléances : en 1563, Charles IX crée les tribunaux de commerce dont les juges sont élus par les commerçants eux-mêmes ; en 1601, Henri IV institue la Commission centrale du commerce « pour vacquer au rétablissement des manufactures dans le royaume », qui devient le Conseil royal du commerce, réorganisé par Richelieu, Colbert en 1665 et Pontchartrain en 1700 : il comprend alors, outre de hauts fonctionnaires, deux fermiers généraux et douze négociants choisis pour un an parmi les délégués des villes industrielles. Ce Conseil tient une réunion par semaine et prend figure d'organe représentatif du commerce ; en 1708, Louis XIV, qui suit de près ses réunions, lui adjoint six maîtres des requêtes, véritables inspecteurs du commerce qui parcourent chacun une circonscription et rédigent des mémoires sur l'état du commerce. D'autre part les Chambres de commerce, conçues par Laffemas en 1597, sont créées sous Louis XIV au nombre de neuf de 1700 à 1714 et de trois sous le règne de Louis XV : Dunkerque (1700), Lyon (1702), Rouen (1703), Toulouse (1703), Montpellier (1704), Bordeaux (1705), Lille (1714), La Rochelle (1719), Bayonne (1726). A Nantes et à Saint-Malo, les juges et consuls remplissaient les fonctions de la

Chambre de commerce, de même à Paris qui, en outre, était largement représentée au Conseil royal du commerce. Bien que n'ayant reçu de lettres patentes qu'en 1779, la Chambre de commerce de Marseille existe depuis 1599 et dès 1650 elle surveillait officiellement le commerce avec les Echelles du Levant ; elle avait sous sa juridiction les commerçants français établis dans le Proche-Orient, et ceux-ci, avant de s'y fixer, devaient obtenir son consentement moyennant le dépôt d'un cautionnement.

La composition de ces Chambres était variable : dans chaque ville désignée par l'arrêt du 30 août 1701, l'assemblée des notables négociants proposait tel mode d'organisation répondant aux besoins et usages locaux, et la Chambre, constituée par arrêt spécial, l'était en tenant compte de leurs vœux.

Par le fait même qu'elles étaient peu nombreuses, la plupart des Chambres de commerce avaient un caractère régional que leur a fait perdre la multiplicité des créations de Chambres au cours du siècle dernier ; en effet, elles devaient recevoir les placets et mémoires non seulement de leurs ressortissants, mais encore des commerçants établis dans les provinces et villes voisines où il n'y avait pas de Chambres de commerce : « Les

marchands négociants des autres villes et provinces du royaume, dit l'arrêt de 1701, pourront adresser leurs mémoires contenant les propositions qu'ils auraient à faire sur ce qui leur paraîtra le plus capable de faciliter et augmenter leur commerce, ou leurs plaintes de ce qui peut y être contraire, pour être lesdites propositions ou sujets de plaintes discutés et examinés par celle desdites Chambres particulières de commerce à laquelle lesdits mémoires auront été adressés et ensuite envoyés par les dites Chambres avec leur avis au dit Conseil du commerce. »

L'hostilité des assemblées révolutionnaires envers toute mesure susceptible d'affaiblir l'unité nationale et les mauvais souvenirs que laissait le particularisme des provinces empêchèrent toute idée de régionalisme économique de prendre corps : l'Assemblée Nationale écarta les propositions des députés des provinces tendant à leur conserver une existence propre même sur le terrain commercial, et si le ministre des Finances dut rétablir dès 1791 l'ancien Conseil du commerce, le premier Empire, en l'an X, se borna à rétablir les Chambres de commerce : au cours de l'an XI, Chaptal en créa une trentaine.

II. — LE MOUVEMENT D'OPINION AVANT 1914.

— C'est encore comme accessoire d'un programme politique que réapparaît le régionalisme économique quand, en 1869, le parti républicain inscrit dans son programme de Nancy : « Ce qui est communal, à la commune, ce qui est régional, à la région, ce qui est national, à l'Etat ». Mais la guerre de 1870 et l'insurrection de 1871 renforcent les idées centralisatrices et toute tendance régionaliste, sur quelque terrain que ce soit, semble une menace contre l'unité nationale et une réaction contre la Révolution française. Cependant la vie locale et provinciale n'est pas morte, un mouvement régionaliste prend peu à peu naissance sur le terrain artistique et littéraire et s'affirme dans le réveil de la langue d'Oc ; la vie économique ne se plie pas non plus au mouvement de centralisation : quelques villes prennent une importance particulière que souligne l'accroissement de leur population.

	1801	1881	1911
Marseille.....	111.000	304.000	555.000
Lyon.....	109.000	243.000	523.000
Lille	54.000	130.000	217.000
Nancy.....	29.000	61.000	120.000

Cet essor devient plus remarquable encore dans les vingt-cinq années qui précèdent 1914 :

« Elles s'étaient mises à exercer sur leur entourage, à des distances accrues par l'amélioration des moyens de transport, une force d'attraction de plus en plus considérable... Elles sont devenues, suivant l'expression si suggestive de Vidal de la Blache, non seulement des nœuds de communications, mais des nœuds de rapports économiques. Quelques-unes n'avaient jamais cessé au fond de jouer ce rôle, Lyon par exemple » (Hauser, *Le problème du régionalisme*).

Ce mouvement ne reste pas sans écho au Parlement, en 1880, M. Hérisson dépose un projet dans lequel on lit : « Deux ou plusieurs Chambres peuvent provoquer entre elles ou par l'entremise de leurs présidents une entente sur les objets rentrant dans leurs attributions et intéressant à la fois leurs circonscriptions respectives. »

Mais le véritable précurseur du régionalisme économique est Pierre Legrand qui en 1883 rédige une proposition précise et détaillée, dont les grandes lignes ont servi de bases à toutes les études ultérieures jusqu'aux plus récentes. « Nous croyons, dit-il, qu'il est de l'intérêt du gouvernement lui-même que toutes les questions concernant l'industrie ou le commerce puissent être étudiées *régions par régions*, dans les Chambres consultatives ou de commerce des départements

intéressés, réunies en conseil, et ne lui parvenir qu'après une discussion, un examen complet et contradictoire, et entièrement dégagé de toutes considérations purement locales. » Il établit huit conseils régionaux siégeant dans les huit villes qui, en 1883, peuvent être considérées comme les seules capitales industrielles régionales : Lille, Rouen, Paris, Nancy, Nantes, Lyon, Bordeaux, Marseille. Il leur attribue un budget : « au moyen de contributions prélevées sur les Chambres de commerce de la circonscription proportionnellement au budget de chacune » et fixe leurs fonctions : « les mêmes que celles des Chambres de commerce dont ils centralisent les travaux et résument les vœux ». Mais l'expression seule de « région » fait craindre aux parlementaires un péril pour l'unité nationale et leur opposition jointe à l'hostilité des centres mécontents de n'être pas compris dans les huit villes choisies fait échouer ce projet de réforme.

En 1886, une proposition de MM. Félix Faure et Jules Siegfried, qui reprend celle de M. Hérisson, ne rencontre pas plus de succès.

De même si la loi de 1896 sur les universités, œuvre de Louis Liard, contribue à régionaliser le travail intellectuel, ce n'est que plus tard, peu à peu, que les facultés prennent contact avec

la vie économique de leur ressort en créant écoles et instituts en étroites relations avec la production régionale, comme l'école de brasserie et l'institut de chimie de Nancy ou l'école de papeterie et l'institut électrotechnique de Grenoble.

La méfiance contre toute tendance suspecte d'un provincialisme d'ancien régime ou d'un fédéralisme révolutionnaire est telle que la loi sur les Chambres de commerce votée le 9 avril 1898 après quinze ans de discussion ne contient aucun texte sur les intérêts régionaux des Chambres. Certes MM. Mesureur et Lourties affirment : « Nous sommes persuadés que les réunions régionales seront de beaucoup les plus nombreuses et les plus utiles », mais tout ce que la loi reconnaît aux Chambres de commerce, ce sont les deux droits inscrits dans les articles 18 et 24 de « provoquer par l'entremise de leurs présidents une entente sur les objets rentrant dans leurs attributions et intéressant à la fois leurs circonscriptions respectives » et de « se concerter en vue de créer, de subventionner ou d'entretenir des établissements, services ou travaux d'intérêt commun ».

Cependant le mouvement régionaliste prend corps et en 1900, dans son livre sur le fédéralisme économique, M. Paul-Boncour écrit : « Il nous

semble que les groupements régionaux, en tant qu'ils sont l'expression de besoins politiques, intellectuels ou moraux, n'ont point entre eux de diversités si profondes que celles autour desquelles on mène moins grand tapage et qui sont pourtant la raison d'être des autres : les diversités provenant de besoins économiques différents. C'est parce que tels ou tels modes, telles ou telles branches d'industrie dominant dans telle ou telle région qu'il y aura de ce chef entre les régions des besoins différents réclamant des solutions différentes que ne peut certes pas leur apporter la rigidité des lois de l'Etat central. Mais ce sont des diversités économiques qui sont la cause profonde de ces besoins différents. »

En 1903, M. Clémentel, que l'on peut appeler à juste titre le « père des régions économiques », puisqu'il les a créées, écrit dans son rapport sur le budget du ministère de l'Intérieur pour 1904 : « C'est parce que le mouvement régionaliste a un fondement économique que nous le considérons comme irrésistible. Le régionalisme répondait à un tel besoin économique que les groupements économiques ont précédé les groupements moraux ou politiques... Que ce soit du côté patron ou du côté ouvrier, qu'il s'agisse de l'industrie ou de l'agriculture, de toutes parts s'affirme un

irrésistible besoin de briser l'absurde centralisation qui étouffe toutes les énergies vitales, toutes les activités productives du pays. » Et il cite les groupements régionaux d'études en formation dans le Nord pour le sucre, dans le Languedoc pour la vigne, dans le Sud-Ouest et ailleurs pour les voies navigables. De 1905 à 1910, Paul Vidal de la Blache et ses élèves soulignent la différence entre région naturelle, notion statique, synthèse de faits géographiques permanents et la région économique, notion dynamique, ensemble d'intérêts et de rapports variables : il n'y a pas toujours coïncidence des limites car la région économique est comme la zone où s'exerce l'action prépondérante d'un grand centre urbain, dès lors, puisque la rapidité des communications met l'actuelle division administrative de la France en désaccord avec la pensée des législateurs de 1790 et de l'an VIII qui était : « faire que des points les plus éloignés du département, on puisse arriver au centre de l'administration en une journée de voyage », il y a lieu de refaire la carte de la France et en 1910, Vidal de la Blache propose de la diviser en dix-sept régions dont les dix-sept centres seront des « nœuds de rapports économiques » : Lille, Rouen, Rennes, Nantes, La Rochelle, Limoges, Bor-

deaux, Toulouse, Montpellier, Marseille, Grenoble, Lyon, Nancy, Paris, Clermont-Ferrand, Dijon, Bourges.

Pour soulever le moins de difficultés possible, chaque région sera un groupe de départements, sauf dans certains cas où les conditions géographiques ou économiques imposeront de faire passer un arrondissement à la région voisine. C'est cette même division que préconise M. Jean Hennessy, en 1911 et 1912, dans sa campagne de conférences en faveur du régionalisme et dans son livre *Régions de France* et, dit M. Hauser, « c'est la même pensée qui inspirera la réforme réalisée en 1917-1918 par le ministère du Commerce ».

III. — LES EFFORTS DES CHAMBRES DE COMMERCE AVANT 1914. — Les Chambres de commerce ne restent pas à l'écart du mouvement et elles utilisent la faculté de se grouper que leur laissent les articles 18 et 24 de la loi de 1898 ; c'est d'abord l'*Assemblée des présidents* des Chambres de commerce, puis les *Offices de transports*, et en 1920 l'*Union des Chambres de commerce maritimes*.

A) *L'Assemblée des présidents des Chambres de commerce de France et d'Algérie*. — Quelques

mois après le vote de la loi sur les Chambres de commerce, M. Dominique Delahaye, président de la Chambre de commerce d'Angers, émet l'idée d'une réunion des présidents afin qu'ils puissent s'entretenir de leurs intérêts communs (séance de la Chambre de commerce d'Angers, 17 octobre 1898).

Le 9 février 1899, M. Isaac, président de la Chambre de commerce de Lyon, adresse aux Chambres du Sud-Est une lettre où il leur propose de se concerter sur les questions de transports.

Le 12 avril 1899, M. Delahaye fait adopter par sa Compagnie un projet de circulaire aux présidents de Chambre de commerce leur proposant l'établissement à Paris d'un bureau d'examen des propositions soumises, en vertu des lois existantes, à l'homologation des Chambres de commerce ; ce bureau, extension de l'initiative prise par M. Isaac, fonctionnerait sous la surveillance d'« un comité de direction nommé à l'élection dans une assemblée plénière des présidents ».

D'autres Chambres adoptent des résolutions semblables et le 12 mai 1899 une lettre signée de trois présidents, MM. Delahaye (Angers), Marfille (Brest) et Beaufile (Rennes), invite les présidents de Chambres de commerce à se réunir le lundi de la Pentecôte, 22 mai 1899, à l'Hôtel Continental à Paris, en « une assemblée plénière

des présidents de **Chambres de commerce de France** », et le 18 mai, une nouvelle lettre est adressée aux 75 présidents qui n'ont pas répondu (sur 137).

Sur ces entrefaites, le ministre du **Commerce**, M. Delombre, déclare par lettre du 18 mai qu'il ne donnera pas son approbation à une assemblée des présidents constituée en application des articles 18 et 24 de la loi du 9 avril 1898, car « l'article 18 précité n'a eu d'autre objet que de confirmer le droit de correspondance entre les présidents », ils ne peuvent tenir de réunions que pour l'exécution de projets d'intérêt commun, et « des questions purement théoriques dont la solution n'appartient pas à ces compagnies, et pour lesquelles elles doivent se borner à émettre des vœux, ne sauraient faire l'objet d'une entente entre **Chambres de commerce** que par voie de correspondance et par l'entremise de leurs présidents ».

Le 20 mai, le ministre reçoit M. Delahaye et la divergence de vues persiste ; cependant la réunion se tient le 22 : il y a dix présidents présents et trente-deux excusés. Ils décident de se remettre au 2 octobre pour faire confirmer à nouveau par leurs mandants leur droit de se réunir en une assemblée constituée.

Du 31 mai au 3 juin, vingt-sept Chambres de commerce établissent à Lyon un « Office de renseignements ayant trait aux transports par eau et par fer ». M. Isaac a obtenu l'autorisation du ministre, en date du 12 mai, mais l'interprétation donnée par celui-ci aux articles 18 et 24 oblige les Chambres du Sud-Est à restreindre leur initiative et menace de réduire l'activité de l'Office.

M. Delahaye poursuit sa campagne en faveur de la liberté de réunion des présidents et le 6 septembre les convoque en assemblée pour le 2 octobre à Paris.

Le 23, le nouveau ministre du Commerce, M. Millerand, lui fait connaître qu'il a consulté le Conseil d'Etat sur le droit invoqué par les Chambres de commerce et que le 2 août la section des Travaux publics, de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie a reconnu leur droit de se réunir « sur tous objets rentrant dans les attributions générales des Chambres de commerce » et non plus seulement « sur les objets d'intérêt régional susceptibles d'entraîner un engagement de dépenses ».

L'assemblée se tient le 2 octobre 1899, sous la présidence de M. Delahaye, et établit la liste des quinze candidats aux fonctions de membres du Conseil supérieur du travail dont la désignation

est réservée aux Chambres de commerce par les articles 8 et 19 du décret du 1^{er} septembre 1899.

M. Millerand reçoit les présidents le 3 et le 25 il approuve le procès-verbal de la réunion : l'assemblée des présidents a droit de cité.

Cet historique montre les efforts qu'ont dû faire les Chambres de commerce pour obtenir la reconnaissance de la faculté de réunion inscrite dans la loi, malgré la méfiance de certains milieux parlementaires envers tout ce qui pouvait sembler porter ombrage aux prérogatives du Parlement.

Cependant l'idée de M. Delahaye, le « père de l'assemblée », et de ses successeurs, était et est aujourd'hui de réunir les présidents afin d'unifier les vœux émis par les Chambres de commerce et d'éviter qu'à une délibération prise par telle Chambre importante on n'oppose celle prise par une autre non moins importante et qui ne coïncide pas tout à fait avec la première.

Le 15 janvier 1900, l'assemblée des présidents s'est réunie sous la présidence de M. Masson, président de Paris — depuis lors le président de Paris est toujours le président de l'assemblée qui siège trois fois par an dans l'hôtel de la Chambre de commerce de Paris.

Le rôle de l'assemblée des présidents des Chambres de commerce de France et d'Algérie

n'a cessé de grandir ; elle fait aujourd'hui figure de grand Conseil consultatif du commerce et de l'industrie. Les vœux qu'elle émet, soigneusement étudiés et librement discutés, ont une grande portée et sont l'objet de la plus grande attention des pouvoirs publics. Elle élit des représentants à divers conseils supérieurs (P. T. T., Tabacs, Travail, Chemins de fer, Commission supérieure des chemins de fer, Commission supérieure de taxation des bénéfices de guerre, Office national des mutilés et réformés, etc. [voir *Documents Annexes*]) et son domaine propre est celui des questions d'intérêt général qui touchent l'ensemble des Chambres de commerce ; ce n'est donc pas celui des régions économiques qui comprend les problèmes régionaux et les applications régionales des problèmes généraux.

B) *Les Offices de transport.* — Aussitôt le vote de loi de 1898, M. Isaac, alors président de la Chambre de commerce de Lyon, s'efforça de grouper les Chambres appartenant au réseau du P. L. M. et il réussit à organiser l'Office de transport du Sud-Est qui commença à fonctionner le 1^{er} janvier 1900 ; cet office groupe aujourd'hui trente-six Chambres de commerce.

L'Office de Toulouse et du Sud-Ouest, créé en

1910 et doublé en 1913 d'un service régional du Commerce extérieur, n'est que la consécration de l'union toujours plus intime des Chambres de la région toulousaine ; auparavant celles-ci se réunissaient déjà pour délibérer par l'entremise de leurs présidents chaque fois que se posait une question d'intérêt régional : création d'un réseau téléphonique reliant toutes les villes à Toulouse et Toulouse à Paris (1894), affranchissements des canaux du Midi (1898), projets de chemins de fer transpyrénéens, mise en valeur des forces hydrauliques des Pyrénées (1900-1903). Il groupe les Chambres du réseau du Midi.

C'est depuis la même époque que fonctionnent les Offices de l'Ouest au Mans (réseau de l'Ouest-Etat) et du Centre-Ouest à Limoges (réseau du P.-O.).

De même des congrès périodiques réunissent les Chambres de la vallée de la Loire pour les questions de navigabilité des voies d'eau.

Malgré leurs bases régionales, ces organismes ne sont pas des régions économiques parce qu'ils réunissent trop de Chambres de commerce et que leur objet est trop limité. Mais c'est là un précédent à souligner et dont le ministère du Commerce a tenu compte.

Depuis la formation des groupements écono-

miques régionaux, de nouveaux offices de transport ont été créés : ce sont ceux du Nord qui groupe les Chambres des I^{re} et II^e régions (réseau du Nord), de l'Est (réseau de l'Est), de Strasbourg et de Mulhouse (réseau d'Alsace-Lorraine), de Paris.

En 1921, les Offices se sont réunis, sous l'impulsion de M. Isaac, alors ministre du Commerce, en une Union des Offices de transports que préside aujourd'hui, après M. Coignet, M. Pradel, président de la Chambre de commerce de Lyon. L'Union tient des réunions trimestrielles la veille de celles de l'assemblée des présidents des Chambres de commerce dont elle est le conseiller technique en matière de transports. L'assemblée des présidents l'a désignée pour représenter les Chambres de commerce auprès de la Commission technique du Comité français de propagande aéronautique (1928).

Les Offices de transport sont des offices centraux de renseignements destinés à fournir aux Chambres de commerce toutes indications utiles à la défense de leurs intérêts en matière de transport soit par eau, soit par voie ferrée (statuts de l'Office de Limoges). Ils examinent toutes questions relatives aux transports : horaires, tarifs, concordances des trains, nomenclatures, etc...

Après quelques hésitations, l'accord est aujourd'hui complet entre les Offices, les grands réseaux et les ministères intéressés. A chaque réunion des Offices ou de l'Union des Offices, assistent à titre officieux des représentants des Compagnies de chemins de fer et des fonctionnaires des Travaux publics et des P. T. T.

Ainsi est réalisée une collaboration féconde entre les pouvoirs publics, les concessionnaires de services publics et les usagers des dits services publics.

C) *Union des Chambres de commerce maritimes et des ports français.* — Ce groupement est un peu à part parce qu'il réunit non seulement des Chambres de commerce, mais encore les conseils d'administration des ports autonomes, aujourd'hui au nombre de trois : Bordeaux, Le Havre et le port fluvial de Strasbourg, et parce que sa formation a accompagné, sans la précéder, la constitution des régions économiques : sous sa forme actuelle ce groupement remonte au second semestre de 1920, c'est-à-dire dès le vote de la loi sur les ports autonomes de commerce.

Son objet est défini par l'article 1^{er} de ses statuts.

« ARTICLE 1^{er}. — *Objet de l'Union.* — L'Union

« des Chambres de commerce maritimes et des
« ports français a pour but de grouper, en vue
« de l'étude et de la défense de leurs intérêts
« communs, toutes les Chambres de commerce
« maritimes de France et d'Algérie, ainsi que les
« Chambres de commerce de Paris et de Stras-
« bourg.

« Pourront également adhérer les conseils
« d'administration des ports autonomes, aux-
« quels est applicable la loi du 12 juin 1920.

« L'Union se propose d'étudier toutes les
« questions relatives aux ports, à la navigation,
« à la marine marchande, à la pêche maritime,
« et, d'une manière générale, à l'expansion éco-
« nomique de la France.

« De provoquer toutes mesures législatives ou
« administratives et de prendre toutes initia-
« tives dans ce but. »

Sa composition résulte de l'article 2.

« ARTICLE 2. — *Admission.* — L'Union des
« Chambres de commerce et des conseils d'admi-
« nistration des ports adhérents.

« Chaque Chambre ou chaque conseil d'admi-
« nistration a droit à deux délégués titulaires
« et un délégué suppléant. »

Les réunions ont lieu une fois par mois et
l'assemblée générale une fois par an, mais

chaque Chambre ou conseil n'a droit qu'à une voix.

Outre les dons et legs, ses ressources proviennent des cotisations des membres.

« ... Cette cotisation, calculée de façon à par-faire aux charges budgétaires arrêtées par l'assemblée, sera répartie entre les Chambres de commerce et les conseils d'administration ayant adhéré, proportionnellement à la jauge des navires, au tonnage des marchandises et au nombre des passagers (1 passager = 1 tonne) tant embarqués que débarqués dans ces ports. »

Son secrétariat est confondu avec celui de l'Association des grands ports français dont la composition et le fonctionnement sont différents tout en ayant comme but commun de développer le trafic maritime et fluvial français.

L'article 1^{er} de ses statuts est ainsi conçu :

« ARTICLE 1^{er}.— *But social*.— L'Association a
« pour but de grouper des comités, sociétés ou
« personnes s'intéressant à des titres divers au
« trafic des grands ports français et pouvant,
« par une action commune, contribuer à l'orga-
« nisation, l'aménagement, l'outillage et, d'une
« façon générale, au développement et à la
« prospérité de ces ports.

« Elle est régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et
« n'a qu'un but d'intérêt national.

« Sont considérés comme grands ports français : Dunkerque, Le Havre, Rouen, Saint-Nazaire, Nantes, Bordeaux, Marseille, Paris, Alger et Strasbourg.

« Toutefois l'Association pourra, si les circonstances le justifient, s'intéresser à d'autres ports.

« ARTICLE 2. — *Admissions.* — Peuvent être admis dans l'Association les représentants parlementaires desdits ports, les délégués des Chambres de commerce, des conseils généraux, des conseils municipaux, des comités ou associations s'intéressant aux questions de trafic maritime, les Compagnies de navigation ou armateurs, les Compagnies de chemins de fer, les sociétés d'exploitation de docks et entrepôts, les sociétés ou industriels s'occupant de travaux de port.

« Les admissions n'ont lieu que sur présentation par trois membres de l'Association et à la majorité des membres. »

L'Union des Chambres de commerce maritimes et des ports français et l'Association des grands ports français agissent en plein accord : outre leur secrétariat commun, elles ont le même président, M. le sénateur Chaumet, le même secrétaire, et en partie le même bureau. Leur activité s'exerce

sur un plan très différent des régions économiques, mais chaque fois que leurs domaines d'action coïncident, la liaison est parfaite entre l'Union et la région. M. Barrès, président de la Chambre de commerce de Bordeaux et de la VIII^e région, et M. David, président de la Chambre de commerce de Marseille et de la XI^e région, siègent aux bureaux de l'Union et de l'Association ; ils assurent, si besoin en est, le maintien de l'accord avec les régions économiques.

D) *Autres groupements.* — On peut encore citer : l'*Union des Chambres de commerce françaises à l'étranger* dont le secrétariat est aussi celui de l'Union pour les Français de l'étranger, et qui agit en liaison avec l'Office national du Commerce extérieur ; l'*Union des Chambres de commerce algériennes* dont les présidents tiennent des réunions périodiques ; enfin, à la suite des voyages de ses membres en Afrique du Nord en 1925, 1926, 1927 et du Comité de la XI^e région en Corse en 1927, la Chambre de commerce de Marseille met sur pied une *Union des Chambres de commerce méditerranéennes*. Cette Union, dont le principe a été approuvé par les intéressés lors de réunions tenues en septembre 1928 à l'occasion de la foire de Marseille, doit grouper la

XI^e région (Marseille), la X^e (Montpellier), la XII^e (Grenoble), la XVIII^e (Dijon), la XX^e (Besançon), la Chambre de Strasbourg et la Chambre française de Genève — ces dernières en raison de l'intérêt qu'elles ont à l'aménagement du Rhône qui doit faciliter les débouchés de leurs produits vers la Méditerranée. Les Chambres de commerce d'Algérie, Tunisie, Maroc, les Chambres françaises d'Espagne, du Portugal, d'Italie, de Grèce, de Bulgarie, de Turquie et de Syrie. Ces Chambres doivent tenir un congrès annuel à Marseille en septembre et échanger tous les mois, par l'intermédiaire d'un secrétariat, des renseignements sur les questions suivantes : relations postales par avion, récoltes, mercuriales et marchés des produits, législations, transit.

IV. — LE MOUVEMENT DE 1914 A 1917. —

A) *Les Comités consultatifs d'action économique des régions militaires.* — La guerre, loin d'arrêter le mouvement régionaliste, l'intensifie au contraire dès 1914. L'ennemi menace Paris, le conflit dépasse les trois mois annoncés par les experts, il faut organiser la mobilisation de toutes les forces industrielles du pays pour fournir à l'armée munitions et subsistances.

Les transports deviennent de plus en plus

lents et difficiles et chaque industrie doit s'efforcer de trouver sur place les ressources nécessaires en matières premières et main-d'œuvre. Dès le mois de septembre le ministre de la Guerre réunit à Bordeaux les principaux représentants de la métallurgie et décide de diviser la France en douze groupes avec un chef de groupe chargé de coordonner les fabrications de l'acier et de recenser les possibilités locales, puis le sous-secrétariat d'Etat à l'artillerie et aux munitions, devenu ensuite ministère de l'Armement, met sur pied la mobilisation industrielle.

Mais à côté des industries travaillant pour la défense nationale, il y a les autres qu'il importe de ne pas laisser périliter et d'une façon générale, il faut s'efforcer de relier entre elles les diverses branches de l'activité économique, pour les besoins de la population civile.

Aussi le 22 juillet 1915, M. Jean Hennessy dans le but de « compléter la mobilisation militaire par la mobilisation économique », invite le gouvernement à « ne pas perdre de vue que, dans un pays géographiquement composé comme le nôtre, les régions diffèrent entre elles. A cause de leur variété, des milliers d'espèces se présentent qu'il faut connaître instantanément pour dégager l'idée générale et, suivant le cas, dicter la solution

immédiate. Il faut donc, pour créer une base solide, organiser dans chaque région des conseils techniques ». Etant donné l'urgence, il propose de prendre les régions militaires existantes comme cadres de ces « comités économiques consultatifs régionaux ».

Le décret du 25 octobre 1915, pris par le gouvernement sur l'invitation de la Chambre des députés, lui donne satisfaction (voir *Documents annexes*) ; il crée « pour la durée de la guerre, dans chaque région de corps d'armée de la zone de l'intérieur, un Comité consultatif d'action économique » ; ce comité régional a « pour mission de rechercher les mesures propres à maintenir et à développer l'activité agricole, industrielle et commerciale de la région, notamment par l'emploi rationnel de la main-d'œuvre civile et militaire et par l'utilisation des ressources locales », il doit provoquer l'exécution des mesures qu'il juge utiles en soumettant des propositions au sous-secrétaire d'Etat au ravitaillement et à l'intendance — ainsi seront évités les abus engendrés par une centralisation accentuée au début de la guerre.

La base géographique de l'organisation des Comités est la région militaire. La carte n° 2 montre la division de la France en vingt régions

(l'Algérie a le n^o XIX) créées avant 1914 sur les principes tout militaires que leur nombre soit plus grand à la frontière de l'Est étant donné l'importance des voies de communication, et qu'elles aient à fournir des effectifs à peu près équivalents, de sorte que ni Paris ni Lyon ne forment de région particulière.

Aussi en 1916 M. Hennessy écrit-il dans le rapport de l'enquête menée par six membres de la Commission d'administration générale de la Chambre des députés, que les Comités rendraient plus de services « si au lieu d'étendre leur action et de recruter leurs membres dans la zone de la région militaire, ils groupaient les intérêts plus réels, mieux soudés entre eux des régions économiques formées depuis plusieurs années déjà, autour des grands centres urbains ». En 1917 le sous-secrétaire d'Etat René Besnard répond : « Assurément, la région de corps d'armée ne répond à rien au point de vue économique. Mais elle fournissait un cadre tout tracé et de plus elle correspondait à une décentralisation des pouvoirs du ministre de la Guerre, qui se prêtait bien à une solution sur place d'un grand nombre de questions d'espèce ».

Ce régionalisme, déjà si timide sur le terrain économique, se voit diminué par l'institution de

sous-comités départementaux qui ne manquent pas de s'affirmer en face du comité régional et obtiennent même du sous-secrétaire d'Etat la déclaration : « Les sous-comités ne sont pas subordonnés aux comités et possèdent une complète autonomie... Ils pourront à l'avenir correspondre directement avec le ministre dans les mêmes conditions que les comités. »

Enfin le sous-secrétaire d'Etat crée une « section économique » chargée de centraliser et coordonner les travaux des comités régionaux et ce « service économique » utilise les rapports qu'il reçoit de ses délégués auprès de ces comités pour établir des résumés périodiques, véritables chroniques économiques de la France en guerre.

B) *Les billets de monnaie.* — Dès la déclaration de la guerre, le numéraire disparaît par suite de la thésaurisation des espèces métalliques.

Dans certaines villes apparaissent des bons d'origine purement privée de 0 fr. 25, 0 fr. 50, 1 franc et 2 francs ; ils sont émis par l'Union des commerçants de tel quartier et acceptés comme monnaie divisionnaire par ceux-ci. La Banque de France émet de son côté des billets de 5 francs, 10 francs et 20 francs, mais les pièces de 2 francs et au-dessous font toujours défaut.

Le 7 août la Chambre de commerce de Paris demande au ministre des Finances l'autorisation d'émettre des coupures de 2 francs, 1 franc et 0 fr. 50. Le ministre l'autorise par la voie d'une lettre parue au *Journal officiel* du 15 août sous la réserve suivante : « Cette mesure tout exceptionnelle trouve sa justification dans les circonstances, mais son application reste sous la responsabilité des corps ou associations qui en prennent l'initiative. »

Les Chambres de commerce de province font les premières émissions, souvent elles se groupent dans le cadre du département et, pratiquement, les billets sont acceptés dans les communes limitrophes des autres départements.

Ces émissions continuent au cours des années qui suivent l'armistice, quelques-unes seulement sont alors le fait des régions économiques ; on peut citer Marseille qui, outre ses propres coupures, en émet pour les circonscriptions des Chambres d'Avignon, Gap, Nîmes, Arles, Alès et Marseille réunies (16 millions) ; Clermont-Ferrand qui, après les coupures départementales du Puy-de-Dôme (Chambres de commerce de Clermont-Ferrand, Ambert, Riom et Thiers : 6 millions), fait la dernière émission de remplacement (2 millions) au nom de la XVII^e région ; enfin Lille

qui, en 1921, reçoit l'autorisation d'émettre des coupures au nom de la I^{re} région (50 millions, 27 millions réellement émis). Le montant total des billets émis par les Chambres de commerce s'élève à environ 668 millions de francs : les plus gros chiffres sont atteints par Paris (200 millions), Lyon (48 millions), Nancy (16 millions), Quimper et Brest (13 millions), Le Havre (12 millions), Bordeaux (11 millions), sans compter les émissions de remplacement.

Mais les billets s'usent vite et deviennent rapidement malpropres, d'autre part des difficultés s'élèvent pour rapatrier les coupures qui circulent loin de leur lieu d'émission ; aussi, d'accord avec l'assemblée des présidents des Chambres de commerce, le ministre des Finances fait-il frapper par la Monnaie et distribuer par la Banque de France, pour le compte des Chambres de commerce de France, des jetons de bronze d'aluminium qui sont échangés contre les billets particuliers des Chambres. Ces jetons apparaissent le 15 septembre 1921 à Paris et le 15 octobre en province. Au 1^{er} juillet 1924, il circule 718.800.000 francs de jetons dont 23 millions en Algérie et 30.700.000 francs dans les colonies.

DEUXIÈME PARTIE

LA FORMATION DES RÉGIONS ÉCONOMIQUES

I. — LES PROJETS DE M. CLÉMENTEL. —

A) *L'élaboration du plan.* — Au printemps 1917, M. Clémentel, ministre du Commerce et de l'Industrie, constitue un service spécial chargé d'étudier la division de la France en régions économiques ; il le rattache à la Direction des Affaires commerciales et industrielles dirigée par M. Fighiéra et le confie à M. Hauser, correspondant de l'Institut, alors professeur à la Faculté de Dijon, assisté de M. Allégret, alors directeur de l'Ecole libre de droit de Limoges.

Le but qu'il poursuit est de préparer le relèvement économique de la France après la guerre par une organisation qui permette « de produire davantage, de tirer plus de notre sol, d'acheter moins de produits fabriqués à l'étranger, de lui en vendre plus, abaisser nos prix de revient et

par suite accroître nos bénéfices... Seule, dit-il, l'organisation régionale nous permettra la mise en valeur complète et rationnelle de notre vieille France... Œuvre immense que l'Etat peut et doit diriger, mais qu'il ne saurait accomplir sans l'action concertée et convergente des intéressés mue par le puissant ressort de l'initiative individuelle. Œuvre impossible à réaliser si nous voulions l'entreprendre d'un seul coup au nom de principes intangibles sans souci des contingences géographiques et des diversités locales. » D'autre part, le ministre désire, en vue des négociations de la Paix qui s'ouvriront à la fin de la guerre, pouvoir consulter non seulement les représentants qualifiés du monde commercial, tels que l'assemblée des présidents des Chambres de commerce, mais aussi un nombre restreint de corps régionaux, beaucoup moins nombreux que les Chambres elles-mêmes. — Le voit-on « obligé de demander l'avis de 149 Chambres de commerce, d'examiner, de classer, de peser 149 réponses plus ou moins discordantes ? », le plus simple est d'en opérer le regroupement sur une base régionale ; c'est la solution française opposée à la méthode prussienne par laquelle le ministère prussien supprimera d'autorité en 1917 les Chambres n'ayant pas 1.000 marks

de revenus et reversera sur les plus grandes leur personnel et leur budget.

On peut se rendre compte aujourd'hui de la quasi-impossibilité d'appliquer en France une telle solution par les difficultés et les protestations soulevées en 1926 lors de la suppression de quelques tribunaux et de quelques sous-préfets.

Or en juin 1917 la Chambre de commerce de Marseille adopte un rapport de son président, M. Artaud, sur l'Union économique provençale avec une annexe de M. Brenier, qui jette les bases d'un groupement régional de Chambres de commerce. Il faut, disent-ils, « considérer la région comme unité d'exploitation... Il faut l'organiser au point de vue économique pour qu'elle donne le maximum de rendement ». Le travail cartographique de M. Brenier n'est « qu'une base de discussion... Les limites de la région ne pourront être fixées que du plein consentement des intéressés au cours de consultations ultérieures », grâce à des « compénérations régionales, inévitables et d'ailleurs bienfaisantes ».

B) *La circulaire du 25 août 1917.* — Le ministre du Commerce ne peut songer à déposer un projet de loi, il resterait des années en suspens et finalement échouerait comme les précédents ;

il faut agir vite : « J'ai pensé que la France n'avait pas le temps d'attendre, écrit-il, c'est demain, c'est aujourd'hui que doit s'ouvrir l'ère de la nouvelle économie nationale. Heureusement la loi du 9 avril 1898 sur les Chambres de commerce mettait en nos mains un instrument d'une souplesse incomparable. Elle m'a permis de concevoir la région économique comme le gouvernement volontaire, et sanctionné par l'Etat, des compagnies dont les intérêts sont solidaires et convergents ». Le ministre s'adresse donc aux Chambres de commerce pour les inviter à se grouper en régions qu'il sanctionnera, et leur soumettre un plan de répartition, par une circulaire à tous les présidents de Chambres de commerce le 25 août 1917 (voir *Documents annexes*) : il leur rappelle que la loi de 1898 donne aux Chambres le droit de constituer des unions en vue de l'étude des questions d'intérêt commun et les prie de répondre dans la quinzaine aux trois questions suivantes :

Votre Chambre accepte-t-elle le principe du groupement régional ?

Accepte-t-elle avec ou sans modifications le projet de division proposé par le ministère et joint à la circulaire ?

Sera-t-elle le cas échéant disposée à contribuer pécuniairement au fonctionnement du service ?

Et pour souligner l'intérêt qu'il porte à cette enquête, M. Clémentel annonce sa visite « dans chacun des centres qui seront appelés à devenir les chefs-lieux des régions économiques », afin d'y exposer « devant les membres des Chambres de commerce de la région » les principes de la nouvelle organisation. A la circulaire est annexé un projet de division de la France en régions économiques qui « ne doit pas, pour l'instant, être considéré comme définitif... bien que le Département du Commerce ait tenu compte de toutes les considérations économiques qui étaient susceptibles de retenir son attention ». Le projet débute par des considérations générales sur la nécessité des régions économiques, les principes qui doivent présider à leur organisation, leur cadre, leur nombre et la vie interrégionale, qui développent les idées exprimées par M. Clémentel dans sa circulaire — il faudrait pouvoir citer ce préambule en entier. — Vient ensuite la liste des divisions régionales proposées et leur justification :

<i>I^{re} région</i>	<i>Départements</i>	<i>Chambres de commerce</i>
<i>Lille</i>	Nord	Dunkerque, Armentières, Tourcoing, Roubaix, Lille, Douai, Valenciennes, Cambrai, Avesnes.
4 départements		

18 Chambres de commerce	Pas-de-Calais	Boulogne, Calais, St-Omer, Béthune, Arras.
	Somme	Abbeville, Amiens, Péronne.
	Aisne	St-Quentin.

Justification. — Région concentrée autour du centre universitaire et industriel Lille-Roubaix-Tourcoing, rendue homogène par la continuité du bassin houiller et le caractère régional du port de Dunkerque.

<i>II^e région</i>	<i>Départements</i>	<i>Chambres de commerce</i>
<i>Rouen</i>	Seine-Inférieure	Bolbec, Dieppe, Elbeuf, Fécamp, Le Havre, Rouen, Le Tréport.
5 départements		
15 Chambres de commerce	Eure	Evreux, Pont-Audemer.
	Calvados	Caen, Honfleur.
	Manche	Cherbourg, Granville.
	Orne	Alençon, Flers.

Justification. — La vie industrielle est dominée par l'estuaire de la Seine dont Rouen est le grand port. Il conviendrait peut-être de faire une région à part avec Caen, centre industriel minier, Honfleur, Cherbourg, Granville, Alençon, Flers.

<i>III^e région</i>	<i>Départements</i>	<i>Chambres de commerce.</i>
<i>Rennes</i>	Finistère	Brest, Morlaix, Quimper.
4 départements	Côtes-du-Nord	St-Brieuc.
8 Chambres de commerce	Morbihan	Lorient.
	Ille-et-Vilaine	Fougères, Rennes et St-Malo.

Justification. — Région étendue, mais peu industrielle,

puisque'elle ne comprend pas l'estuaire de la Loire, et dont Rennes est la capitale historique.

<i>IV^e région</i>	<i>Départements</i>	<i>Chambres de commerce.</i>
<i>Nantes</i>	Mayenne	Laval.
6 départements	Sarthe	Le Mans.
9 Chambres de commerce	Loire-Inférieure	Nantes, St-Nazaire.
	Maine-et-Loire	Angers, Cholet, Saumur.
	Indre-et-Loire	Tours.
	Vendée	La Roche-sur-Yon.

Justification. — Type de région constitué par l'arrière-pays d'un port, Nantes nœud économique et St-Nazaire port régional.

<i>V^e région</i>	<i>Départements</i>	<i>Chambres de commerce.</i>
<i>Limoges</i>	Deux-Sèvres	Niort.
	Vienne	Poitiers.
7 départements	Charente-Inférieure	La Rochelle, Rochefort.
9 Chambres de commerce	Charente	Angoulême, Cognac.
	Haute-Vienne	Limoges.
	Creuse	Guéret.
	Corrèze	Tulle.

Justification. — Région avec Limoges nœud de routes et avec des ports de mer. Il y aurait lieu de créer une Chambre de commerce à Brive afin de pouvoir la rattacher à Bordeaux selon son orientation économique.

<i>VI^e région</i>	<i>Départements</i>	<i>Chambres de commerce.</i>
<i>Bordeaux</i>	Gironde	Bordeaux, Libourne.
5 départements	Landes	Mont-de-Marsan.

7	Chambres de commerce	Basses-Pyrénées Dordogne Lot-et-Garonne	Bayonne. Bergerac, Périgueux. Agen.
---	----------------------	---	---

Justification. — Bordeaux est le point de sortie de tous les produits de cette région y compris ceux de Bayonne.

Périgueux a de fortes affinités industrielles et agricoles avec le groupe limousin.

VII ^e région	Départements	Chambres de commerce.
Toulouse	Lot	Cahors.
7 départements	Tarn-et-Garonne.	Montauban.
9 Chambres de commerce.	Tarn	Albi, Castres, Mazamet.
	Gers	Auch.
	Hautes-Pyrénées	Tarbes.
	Haute-Garonne	Toulouse.
	Ariège	Foix.

Justification. — Toulouse, marché agricole et centre d'industries alimentaires, devient la métropole pyrénéenne par suite de la mise en valeur hydroélectrique des Pyrénées.

VIII ^e région	Départements	Chambres de commerce.
Montpellier	Hérault	Béziers, Cette, Montpellier.
4 départements	Aude	Carcassonne, Narbonne.
8 Chambres de commerce	Pyrénées-Orientales	Perpignan.
	Aveyron	Millau, Rodez.

Justification. — Cette région est celle de la vigne et ses

ports sont : Cette et Port-Vendres. Montpellier en est le centre.

<i>IX^e région</i>	<i>Départements</i>	<i>Chambre de commerce.</i>
<i>Marseille</i>	Gard	Alais, Nîmes.
7 départements		
10 Chambres de commerce	Vaucluse	Avignon.
	Bouches-du-Rhône	Marseille, Arles.
	Basses-Alpes	Digne.
	Var	Toulon.
	Corse	Ajaccio, Bastia.

Justification. — Arrière-pays du grand port de Marseille, pays des cultures florales, cette région va connaître le développement de l'industrie hydro-électrique grâce à des cours d'eau qui ne se rattachent pas au groupe dauphinois. La Corse doit former une sous-région, comme elle forme un vice-rectorat de l'Académie d'Aix-Marseille.

<i>X^e région</i>	<i>Départements</i>	<i>Chambres de commerce.</i>
<i>Grenoble</i>	Haute-Savoie	Annecy.
4 départements	Savoie	Chambéry.
4 Chambres de commerce	Isère (partie)	Grenoble.
	Hautes-Alpes	Gap.

Justification. — Région électrogène et touristique, dont le centre est Grenoble, ville bancaire et universitaire.

<i>XI^e région</i>	<i>Départements</i>	<i>Chambres de commerce.</i>
<i>Lyon</i>	Saône-et-Loire	Mâcon.
8 départements	(partie)	
12 Chambres de commerce	Ain	Bourg.

Rhône	Lyon, Tarare, Villefranche.
Loire	Roanne, St-Etienne.
Haute-Loire (partie)	Le Puy.
Isère (partie)	Vienne.
Ardèche	Annonay, Aubenas.
Drôme	Valence.

Justification. — Lyon, métropole industrielle et bancaire, nœud des routes Manche-Méditerranée et Alpes-Océan, domine la région.

Pour rattacher la Limagne à l'Auvergne, il faudrait créer une Chambre de commerce à Brioude.

<i>XII^e région</i>	<i>Départements</i>	<i>Chambres de commerce.</i>
<i>Dijon</i>	Yonne (partie)	Auxerre.
6 départements	Côte-d'Or	Beaune, Dijon.
7 Chambres de commerce	Saône-et-Loire (partie)	Chalon-sur-Saône.
	Haute-Saône (partie)	Gray.
	Doubs	Besançon.
	Jura	Lons-le-Saunier.

Justification. — Région bourguignonne, peu homogène, la situation de Dijon qui en fait un nœud de routes la désigne comme capitale malgré l'importance de Besançon.

<i>XIII^e région</i>	<i>Départements</i>	<i>Chambres de commerce.</i>
<i>Nancy</i>	Ardennes	Charleville, Sedan.
9 départements	Marne	Châlons-sur-Marne, Reims.
12 Chambres de commerce	Aube	Troyes.
	Meuse	Bar-le-Duc.

Haute-Marne	St-Dizier.
Meurthe et - Moselle	Nancy.
Vosges	Epinal, St-Dié.
Territoire de Belfort	Belfort.
Haute-Saône (partie)	Lure.

Justification. — Nancy, type de ville régionale, consciente de son rôle, centre bancaire et sidérurgique. Belfort lui est rattachée en attendant la libération de l'Alsace.

XIV^e région	<i>Départements</i>	<i>Chambres de commerce.</i>
<i>Paris</i>	Oise	Beauvais.
6 départements	Eure-et-Loir	Chartres.
8 Chambres de commerce	Seine	Paris.
	Seine-et-Oise	Corbeil, Versailles.
	Seine-et-Marne	Meaux, Melun.
	Yonne (partie)	Sens.

Justification. — Région qui vit en fonction de la vie parisienne.

XV^e région	<i>Départements</i>	<i>Chambres de commerce.</i>
<i>Bourges</i>	Loiret	Orléans.
(ou <i>Orléans</i>)	Loir-et-Cher	Blois.
5 départements	Indre	Châteauroux.
5 Chambres de commerce	Cher	Bourges.
	Nièvre	Nevers.

Justification. — Région intérieure, difficile à délimiter ; Bourges, centre industriel, paraît devoir l'emporter sur Orléans qui est cependant le chef-lieu de la Loire moyenne.

<i>XVI^e région</i>	<i>Départements</i>	<i>Chambres de commerce.</i>
<i>Clermont-</i>	Allier	Montlugon, Moulins.
<i>Ferrand</i>	Puy-de-Dôme	Ambert, Clermont-Ferrand, Riom, Thiers.
5 départements	Cantal	Aurillac.
9 Chambres de commerce	Lozère	Mende (?)
	Haute-Loire (partie)	Brioude (?)

Justification. — Région auvergnate dont le centre est Clermont-Ferrand ville industrielle.

Mende pourrait peut-être être rattachée à Montpellier et on ajouterait au contraire la Chambre à créer à Brioude.

C) *L'accueil réservé au projet* : — a) *par les Chambres de commerce.* — A la fin d'octobre 1917, le ministère du Commerce a reçu les réponses de 124 Chambres de commerce ; parmi celles qui s'étaient abstenues, douze appartenaient à des villes occupées par l'ennemi ou paralysées par les hostilités. La très grande majorité des réponses était favorable au principe même de la région économique. Cependant trois Chambres, Bordeaux, Saint-Etienne et Paris font connaître leur opposition formelle au projet : Bordeaux s'élève contre l'étroitesse du groupement proposé, elle souhaite « un cadre plus vaste, mais surtout plus souple » qui, outre l'arrière-pays, comprenne toute la zone d'influence d'un grand port.

La Chambre de Saint-Etienne redoute l'apparence d'une subordination à Lyon.

La Chambre de commerce de Paris adopte le 21 novembre un rapport de M. Max Leclerc : elle refuse de prendre en considération le régionalisme économique autrement que comme partie d'une organisation régionale future « à la fois politique et administrative ».

Par contre, quelques Chambres de commerce, sans attendre la réalisation du projet ministériel, s'efforcent de créer des groupements économiques régionaux avec le concours de conseils locaux : à Toulouse avec les trois régions militaires, à Limoges avec les conseils généraux des départements limitrophes et les syndicats d'initiative touristique.

Enfin, au sein de toutes les Chambres, des discussions parfois appuyées de contre-projets s'élèvent sur la répartition géographique proposée par le ministère.

b) *Par le Parlement.* — L'émotion soulevée à la Chambre des députés par l'initiative de M. Clémentel l'empêche de mettre immédiatement son projet à exécution. La Commission d'administration générale, saisie de nombreuses propositions de réforme administrative sur des bases plus ou moins régionales, invite le ministre

du Commerce à ne pas empêcher une refonte d'ensemble, mais M. Clémentel se trouve d'accord avec M. Pams, ministre de l'Intérieur, sur sa liberté d'agir en application de la loi du 9 avril 1898.

En mars 1918, M. de l'Estourbeillon dépose une proposition de loi qui subordonne le groupement régional des Chambres de commerce à l'octroi « d'un statut conforme aux intérêts qu'il veut leur confier » et il ne reconnaît pas cette faculté aux Chambres de commerce des grands ports de Paris et de Lyon. Cette exclusion arbitraire et une telle condition préalable équivalent à empêcher la réforme d'être jamais accomplie.

Sur l'invitation de M. Peytral, M. Pams consulte les Conseils généraux à leur session d'août ; les réponses sont discordantes, mais il en ressort que les assemblées départementales conçoivent le régionalisme sur une base nullement économique ; et quand en novembre M. Peytral interpelle à nouveau, M. Clémentel n'a aucun mal à démontrer la légalité de son initiative dans le cadre de la loi de 1898 et à obtenir l'ordre du jour pur et simple qui lui laisse les mains libres.

Cependant le 24 janvier 1919 au Sénat M. Genoux dépose encore une proposition de loi tendant à créer 28 régions économiques, c'est-à-dire

plus qu'il n'y a de régions militaires, il conteste la faveur rencontrée par le projet de M. Clémentel et déclare exceptionnels les succès obtenus. Cette proposition, pas plus que les autres, n'est discutée par le Parlement.

II. — LA CONSTITUTION DES RÉGIONS. —

A) *Les premières réalisations.* — Tandis que durent ces discussions, le ministre passe à l'action ; il réunit le 19 mars 1918 au Palais d'Orsay neuf Chambres de commerce de la région de Nancy, prend acte de leur volonté d'union et par son homologation crée le premier groupement économique régional. Les trois Chambres absentes mais comprises dans le groupement envoient bientôt leur adhésion : c'est un premier résultat de la volonté agissante de M. Clémentel qui a réussi à faire écarter un projet de la Chambre de Nancy trop vaste pour être viable, qui aurait groupé 17 Chambres plus celles d'Alsace-Lorraine. La région de Nancy devient, suivant l'expression de M. B. Fayolle, « le berceau du régionalisme économique ».

Le 29 avril, à Clermont-Ferrand, le ministre remporte un égal succès, son projet est immédiatement adopté avec les deux correctifs prévus : la Chambre de commerce de Mende fait valoir

que le pays cévenol s'oriente vers le Languedoc, et pour incorporer à la région la Limagne auvergnate, une Chambre de commerce sera créée à Brioude, d'accord avec Le Puy.

Bientôt les négociations des traités de paix empêchent M. Clémentel de faire les voyages qu'il avait annoncés dans sa circulaire de 1917 et il envoie ses trois collaborateurs, MM. Fighiéra, Hauser et Allégret, porter la bonne parole. Dans son livre *Le Problème du régionalisme*, M. Hauser conte d'une plume alerte les difficultés de leur pèlerinage à travers la France : réunions à Caen, Rennes, Limoges, Toulouse, Montpellier, Marseille, Lyon, Grenoble, Nantes, Bourges, Besançon, Dijon, Orléans. Le 12 octobre M. Fighiéra peut écrire : « Nous sommes arrivés à constituer dès maintenant treize régions sur dix-huit » ; puis en mars 1919 ils sont à Amiens et à Lille.

On ne saurait trop rendre hommage à l'œuvre accomplie par les délégués du ministère du Commerce ; au milieu de compétitions multiples, ils font triompher la logique et le bon sens ; ils acceptent tel correctif au projet ministériel que leur visite sur place et le contact avec les membres des diverses Chambres de commerce leur montrent comme le plus profitable aux intérêts de telle Chambre, de telle région et de l'intérêt général.

B) *Les arrêtés constitutifs des régions.* — Le 5 avril 1919 (*Journal officiel* du 7), M. Clémentel prend un arrêté autorisant 136 Chambres de commerce à constituer 17 groupements économiques régionaux (Voir *Documents annexes*).

Cet arrêté pris « vu les articles 18 et 24 de la loi du 9 avril 1898, vu la circulaire du 25 août 1917, vu les procès-verbaux des différentes réunions des Chambres de commerce », consacre pour celles-ci le droit d'adhérer en seconde ligne à une deuxième région « en tant que besoin sera pour la défense de leurs intérêts particuliers ». C'est là un notable assouplissement apporté au régime primitif et qui permet d'éviter des difficultés, diverses Chambres ayant fait valoir que leurs intérêts s'orientaient vers deux régions. Les groupements régionaux des Chambres de commerce tels qu'ils résultent de l'arrêté de 1919 et des arrêtés complémentaires de 1920 (Voir *Documents annexes*) ont sensiblement la même composition que dans le projet primitif, mais néanmoins il y a quelques différences notables.

I^{re} région. — *Lille* ne comprend plus que quatorze Chambres, celles du Nord et du Pas-de-Calais ; suivant le désir des industriels des régions dévastées confiants dans le prompt retour de l'activité économique, dans la restauration

rapide des rapports économiques créés par la géographie et l'histoire, une région spéciale est formée autour d'Amiens, ce qui modifie le numérotage des groupements.

II^e région. — *Amiens* comprend les Chambres de la Somme et de l'Aisne plus Beauvais qui n'adhère que sous réserves et Le Tréport, parce que seule du département de Seine-Inférieure, elle est située sur le réseau du Nord dont elle est un point de sortie vers l'Angleterre.

III^e région. — *Rouen* ne conserve que huit Chambres étant donné la création de la région de Caen, soit celles de l'Eure et de la Seine-Inférieure moins Le Tréport qui reste cependant rattachée en seconde ligne.

IV^e région. — *Caen* reçoit les Chambres du Calvados, de la Manche et de l'Orne afin de former la région des forces minières métallurgiques et navales de la Basse Normandie.

V^e région. — *Nantes* région de la Basse-Loire s'augmente de Lorient dont les chantiers navals sont en rapport avec ceux de l'estuaire de la Loire, avec faculté de rattachement en seconde ligne à Rennes, faculté dont Lorient n'utilisera pas.

Plus tard Quimper quittera le groupement de Rennes pour celui de Nantes, afin de suivre son orientation économique. La région de la Basse-

Loire recevra en seconde ligne Orléans et Blois de la région parisienne qu'intéressent toutes les questions concernant la Loire, et Niort de la région de Limoges.

VI^e région. — *Rennes* région de la terre bretonne perd Lorient et ne conservera Quimper qu'en seconde ligne.

VII^e région. — *Limoges* hérite de Périgueux, mais les difficultés intérieures ne seront aplanies que grâce aux efforts persévérants du ministère du Commerce par la constitution d'une sous-région du Poitou comprenant Poitiers, qui en sera le centre, et Niort, avec en seconde ligne Brive, de la région de Bordeaux. La possibilité de créer des sous-régions aidera à aplanir certaines difficultés résistant à toutes les tentatives de conciliation.

VII^e région. — *Bordeaux* reçoit le Gers avec Auch d'abord inscrite à la région de Toulouse et Brive créée en novembre 1919. C'est pour tenir compte des objections soulevées par Bordeaux que les délégués du ministre du Commerce conçoivent et proposent la faculté d'adhésion en seconde ligne à une autre région. — Bordeaux veut que la région comprenne toute la zone d'influence de son port ? Les Chambres de commerce membres d'autres groupements s'y rattacheront

en seconde ligne, puisque la loi de 1898 ne s'y oppose pas, ce seront : Tulle, Angoulême, Périgueux, Rochefort de la région de Limoges ; Cahors, Castres, Mazamet, Montauban, Tarbes et plus tard Albi de la région de Toulouse ; enfin Clermont-Ferrand centre de la XVII^e région.

Ainsi cessera l'opposition d'une des trois Chambres d'abord hostile au projet de 1917.

IX^e région. — *Toulouse* ne conserve Auch qu'en seconde ligne, mais prend Rodez et Perpignan à la région de Montpellier — Auch et Agen, de la région de Bordeaux ; Cette, Carcassonne, Narbonne de la région de Montpellier adhèrent en seconde ligne à la IX^e région, Cahors, Castres, Mazamet, Montauban et Tarbes n'ont pas usé de la faculté d'adhésion en seconde ligne au groupement de Montpellier.

X^e région. — *Montpellier* perd Rodez et Perpignan, mais reçoit le pays cévenol avec Mende qui décline d'adhérer à Clermont-Ferrand ; en seconde ligne Perpignan du groupement de Toulouse et Alais du groupement de Marseille.

XI^e région. — *Marseille* reçoit Gap et perd d'abord Nice qui refuse de considérer la côte d'Azur comme solidaire de la Provence ; bientôt la liaison avec Grenoble étant impossible parce que Digne et Gap restent à la région proven-

cale, Nice revient au groupement de Marseille. La Corse forme une sous-région avec Ajaccio et Bastia comme centre.

XII^e région. — *Grenoble* ne conserve pas Gap et n'obtient Nice que transitoirement, mais en seconde ligne reçoit Digne et Gap du groupement de Marseille et Vienne du groupement de Lyon.

XIII^e région. — *Lyon* se forme sans difficulté conformément au projet ; seule la Chambre de commerce de Saint-Etienne refuse d'adhérer à un groupement dont sa rivale traditionnelle est le centre. Elle est une des quatre Chambres qui en 1920 ignorent les régions économiques.

XIV^e région. — *Nancy* perd comme prévu Belfort, plus tard Reims qui adhère à la région parisienne, et ne conserve Troyes ; passée à la même région, qu'en seconde ligne.

XV^e région. — *Paris*, la principale Chambre opposante au projet de 1917, accepte de figurer parmi les régions, mais étant donné son importance et la place prépondérante qu'elle occupe à l'assemblée des présidents des Chambres de commerce, elle forme à elle seule une région qui comprend le département de la Seine.

XVI^e région. — *Région parisienne* : cette région n'est pas seulement composée des Chambres

groupées autour de Paris dans le projet de 1917. D'une part Beauvais adhère à la région d'Amiens, tandis qu'elle prend Troyes et Reims à la région de Nancy et Auxerre à celle de Dijon qui ne se formera qu'en octobre 1920. D'autre part Chartres n'adhère qu'« avec réserves » (Voir *Documents annexes*) et Versailles, malgré un accord « sans réserves », cesse dès la seconde réunion de prendre part au groupement : le motif allégué est que le budget n'est pas alimenté par une contribution fixe, la même pour chaque Chambre, mais que chacun y pourvoit selon le nombre de patentés de sa circonscription.

Versailles est une des quatre Chambres restées en 1929 hors du régionalisme économique.

Enfin la région de la Loire Moyenne proposée par le projet de 1917 ne peut se former devant le conflit qui divise Orléans, capitale historique, siège des nombreux congrès de la Loire navigable, et Bourges, centre industriel très développé par la guerre.

Orléans et Blois et plus tard Nevers adhèrent à la région parisienne.

La XVI^e région est ainsi un type de région dont la composition n'est imposée ni par une donnée géographique précise, ni par un fait historique impérieux, mais par certaines contin-

gences locales et surtout par les circonstances de la vie économique elle-même : son centre d'attraction est Paris, mais la Chambre de Paris n'est pas membre de la XVI^e région ; cependant comme cette attraction n'est pas niable et qu'aucune Chambre ne saurait prétendre être le centre du groupement, son siège est fixé à Paris ; en outre, pour tenir compte de ces deux pôles d'orientation que sont la Seine et la Loire, la XVI^e région comporte une sous-région du bassin de la Loire qui comprend Orléans et Blois avec siège à Orléans. Une telle région, qui doit compter avec des influences aussi divergentes et avec la proximité de Paris, ne peut prétendre à une activité aussi soutenue et aussi féconde en réalisations qu'une région présentant une solide unité géographique et de fortes traditions historiques, et il faut à la fois toute la fermeté, toute l'intelligence et tout l'esprit de conciliation de ses dirigeants pour maintenir son unité d'action et obtenir des résultats tangibles.

XVII^e région. — Clermont-Ferrand, modèle de région active et solidement organisée, conserve sa composition, sauf Mende qui adhère au groupement de Montpellier.

Elle reçoit en seconde ligne Le Puy, membre

du groupement de Lyon, qui approuve la création d'une Chambre à Brioude adhérente à la XVII^e région, ainsi que Tulle, du groupement de Limoges, et Brive, du groupement de Bordeaux.

XVIII^e région. — *Dijon*, créée par arrêté du 15 octobre 1920, perd Auxerre au profit de la région parisienne et Besançon qui ne veut pas plus supporter une apparence de suprématie de la part de Dijon que Saint-Etienne de la part de Lyon. Mâcon, du groupement de Lyon, y adhère en seconde ligne.

XIX^e région. — *Bourges*, créée par arrêté du 21 février 1921, compte Bourges et Châteauroux avec, en seconde ligne, Nevers, de la région parisienne, et Montluçon, de la région de Clermont-Ferrand. Cette création, devenue possible par le rattachement à la XVI^e région d'une sous-région du Val de Loire, marque la fin du conflit Orléans-Bourges.

XX^e région. — *Besançon*, créée par arrêté du 20 mai 1927, groupe Besançon, Belfort, Colmar et Mulhouse en une région, région de la Haute-Alsace et de la Franche-Comté. C'est le dernier succès des efforts persévérants du ministère du Commerce : en 1929 seules quatre Chambres de commerce sur cent cinquante-cinq

n'ont encore adhéré à aucune région ; ce sont :

Metz,

Saint-Etienne,

Strasbourg,

Versailles.

On peut espérer que Versailles abandonnera son isolement puisque, à l'entendre, une simple question de budget l'éloigne de la région parisienne où l'attire toute son activité économique ; cependant toutes les tentatives sont jusqu'ici demeurées sans résultat.

La solution du conflit Lyon-Saint-Etienne paraît plus délicate étant donnée la rivalité traditionnelle des deux villes.

Quant à Metz et à Strasbourg, on peut faire confiance au ministère du Commerce pour les amener à adhérer à une région, après l'heureux résultat de ses démarches auprès des Chambres alsaciennes de Mulhouse et de Colmar.

III. — ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES RÉGIONS. — Les textes qui régissent l'organisation et le fonctionnement des régions sont l'arrêté du 12 avril 1919 et l'instruction ministérielle du même jour modifiés par l'arrêté du 18 août 1919, l'arrêté et l'instruction du 21 juin 1920 (Voir *Documents annexes*).

A) *Existence légale des régions.* — Cette question préalable a été souvent opposée par les adversaires du régionalisme économique, mais aujourd'hui les controverses ont cessé et l'existence légale des régions est reconnue par tous. En effet, les articles 18 et 24 de la loi de 1898 sur les Chambres de commerce prévoient nettement les ententes entre Chambres, sans préciser sur quelles bases, ce qui n'exclut donc pas la base régionale. L'argument qui consistait à dire que la création de l'assemblée des présidents des Chambres de commerce avait épuisé la faculté accordée par la loi est sans valeur juridique : il équivalait à prétendre refuser à un syndicat professionnel déjà adhérent à une fédération nationale professionnelle le droit de faire partie d'une union régionale de syndicats ; d'autre part, s'il en était ainsi, l'Union des Chambres de commerce maritimes devrait être invitée à se dissoudre.

D'ailleurs, la loi du 12 juin 1920 sur l'autonomie des ports maritimes de commerce prévoit (articles 1 et 12) la consultation préalable du comité régional du groupement pour l'institution du nouveau régime d'un port et le concours financier de la région. Si le ministre du Commerce n'avait pas le pouvoir de créer et

d'imposer la formation d'une région, il avait le droit de suggérer aux Chambres de commerce de former des groupements régionaux et d'approuver lesdits groupements créés dans le cadre de la loi de 1898. Le ministère du Commerce s'en est tenu à cette stricte application de la loi.

Enfin, les décrets qui autorisent la mise en recouvrement des impositions demandées par les Chambres de commerce admettent implicitement l'existence des régions, puisqu'au budget de chacune, un crédit est prévu pour assurer le fonctionnement de la région dont la Chambre de commerce fait partie.

B) *Organisation de la région* (arrêté du 12 avril 1919, titre I ; arrêté du 21 juin 1920). — L'arrêté de constitution fixe la composition du groupement régional et son centre, mais les réunions peuvent occasionnellement se tenir ailleurs (article 1).

Le groupement est administré par un Comité régional composé comme suit : le président de chaque Chambre et un membre élu par elle, plus autant de membres que sa circonscription comprend de fois 10.000 patentés ; toute fraction dépassant 5.000 donne droit à un représentant. L'arrêté de 1919 ne donnait à une Chambre

comptant moins de 10.000 patentés qu'un mandataire, son président, mais M. Isaac, ministre du Commerce en 1920, estimant « que le nombre total des membres des Comités régionaux est tout à fait insuffisant pour leur assurer un fonctionnement normal et leur donner toute l'autorité nécessaire », prit un arrêté modifiant le mode de représentation au sein du Comité (article 2).

Les membres du Comité sont élus pour six ans, renouvelables par tiers tous les deux ans et rééligibles ; des élections partielles ont lieu en cas de décès, de démission ou de non réélection d'un membre à sa compagnie. Le Comité nomme pour un an à la majorité absolue un bureau qui se complète en cas de vacances : un président, un ou deux vice-présidents, un secrétaire et un trésorier ou un secrétaire trésorier. Les préfets ou leurs représentants, les sous-préfets des départements compris dans la région et l'inspecteur spécial des régions économiques, désigné par le ministre, pour assurer la coordination des efforts et la liaison avec le ministère, ont entrée aux séances des Comités régionaux avec voix consultative. Auprès du Comité se trouve un organe permanent, le secrétaire général. Cette création a suscité un

conflit entre le ministre désireux d'en faire son subordonné délégué auprès du groupement, et les Chambres de commerce — notamment celle de Lyon — qui ne pouvaient admettre que leur premier employé ne soit pas leur émanation ; le système actuel, admis par l'assemblée des présidents des Chambres de commerce et les groupements eux-mêmes, fonctionne sans soulever de conflits : le Comité régional nomme son secrétaire général, le ministre donne son homologation et lui remet une lettre de service l'accréditant auprès des diverses administrations.

Les secrétaires généraux choisis sont des hommes très compétents et dont la carrière est un sûr garant de leur valeur technique et morale : anciens administrateurs des colonies, anciens secrétaires généraux de préfectures, anciens officiers supérieurs, anciens élèves des écoles supérieures de commerce ; souvent ils cumulent la fonction de secrétaire général avec celle de directeur du secrétariat de la Chambre de commerce, centre du groupement (article 3).

Le Comité et son bureau prennent leurs décisions à la majorité des voix, celle du président étant prépondérante en cas de partage.

Mais une Chambre peut toujours refuser de s'associer à une décision du Comité qui est alors

valable pour les circonscriptions des autres Chambres. Cet alinéa permet d'éviter que certaines oppositions ne paralysent l'activité des régions.

« La compétence du Comité régional ne s'étend qu'aux questions intéressant au moins les circonscriptions de deux des Chambres de commerce du groupement. »

Ce paragraphe est très important, il situe le groupement régional dans l'organisation générale des Chambres de commerce : sa compétence s'étend aux questions régionales proprement dites et aux répercussions régionales de questions d'intérêt général pour le pays ; elle ne vise ni les affaires locales réservées aux Chambres elles-mêmes, ni les mesures d'ensemble pour toute la France qui relèvent de l'assemblée des présidents.

Ainsi se trouvent nettement délimités, sans subordination entre eux, les trois domaines où s'exercent ces différentes activités et on peut les résumer dans cette formule : « A l'assemblée des présidents des Chambres de commerce, les problèmes généraux ; aux groupements économiques régionaux, les problèmes régionaux ; aux Chambres de commerce, les problèmes locaux » (article 4).

Le Comité se réunit tous les trois mois et en outre sur convocation soit du ministre, soit de son président agissant de lui-même ou sur une demande émanant du tiers des membres. Pendant les intersessions, son bureau le représente seul ou avec des membres que lui adjoint le Comité.

L'article 6 admet pour toute Chambre l'adhésion en seconde ligne à un groupement voisin ou à la zone d'influence d'un port. Ces deux modes d'adhésion se sont d'ailleurs confondus, étant donné que le ministère du Commerce a très libéralement autorisé les adhésions en seconde ligne à une région qui possède un grand port, Bordeaux par exemple.

C) *Attributions des régions* (arrêté du 12 avril 1919, titre II). — Les groupements peuvent fonder tous établissements susceptibles de développer le commerce ou l'industrie de la région : ces établissements seront la propriété de l'Etat, du département, de la commune ou des Chambres de commerce et des groupements suivant la provenance des capitaux employés à les créer (article 7).

L'arrêté s'efforce de donner aux régions la même capacité que les Chambres de commerce, c'est-à-dire de les assimiler à des établissements

publics, notamment quant aux dons et legs, et quant aux concessions de travaux publics. L'instruction ministérielle s'emploie à justifier cette assimilation ; elle mentionne de façon énonciative divers organismes que les régions peuvent fonder : bureaux d'épreuves, musées d'échantillons, écoles professionnelles, offices de renseignements, etc... et insiste en particulier sur le fait que ni la loi de 1898 sur les Chambres de commerce, ni la loi de 1870 sur les travaux publics, n'interdisent d'étendre les droits des Chambres au groupement régional qui est leur organe officiel. Cependant, une simple assimilation ou l'application d'une loi par arrêté ministériel ne peut créer *ex nihilo* une personne morale publique ou attribuer à un groupement la qualité d'établissement public, même si tous ses membres ont cette qualité. De sorte que si la région peut faire tous les actes de gestion et d'administration, des difficultés se sont élevées chaque fois qu'un groupement régional a voulu dépasser ce domaine, notamment devenir concessionnaire de travaux publics ; la loi de 1920 a autorisé la création de ports autonomes de commerce, dans les autres cas il a fallu recourir à la fondation de sociétés anonymes privées.

Aussi dès 1923, le gouvernement a-t-il déposé

un projet de loi donnant aux groupements régionaux la qualité d'établissements publics.

Cette question fera l'objet de la IV^e partie du présent travail.

D) *Administration financière* (arrêté du 12 avril 1919, titre III). — Les Chambres de commerce doivent prévoir dans leur budget un crédit destiné au fonctionnement de la région (article 9).

Dans les trois premiers mois de chaque année, le Comité régional soumet à l'approbation du ministre le compte des recettes et des dépenses de l'exercice précédent divisé en trois chapitres (ordinaires, extraordinaires, fonds de réserve) avec pièces justificatives à l'appui, conformément aux règles de forme posées pour les Chambres de commerce par les circulaires des 30 juin 1904 et 20 août 1912 et il y joint le projet de budget pour l'année suivante établi suivant les mêmes règles, le tout accompagné d'un extrait certifié du procès-verbal de la séance dans laquelle les comptes et budgets auront été arrêtés.

Les dépenses doivent être balancées d'abord par les ressources propres du groupement (intérêts des fonds placés, arrérages des dons et legs, reliquat de l'exercice précédent, prélève-

ment sur les fonds de réserve, etc...) et par les subventions qui peuvent lui être accordées, ensuite, dans la mesure où les ressources précédentes sont insuffisantes, par les contributions des Chambres de commerce adhérentes.

La part contributive de chaque compagnie, d'abord établie suivant le nombre de patentés de son ressort, est fixée aujourd'hui au prorata du montant total des patentes comprenant le principal fictif et les centimes additionnels pour frais de Chambre de commerce de sa circonscription (arrêté du 18 août 1919) ; cette règle est plus équitable que celle primitivement adoptée.

Un état certifié par le président du groupement indiquant le montant des patentes par Chambre et la répartition entre chacune de la somme nécessaire à balancer les dépenses est annexé au projet de budget remis au ministre ; quand celui-ci l'a approuvé et retourné, le président de la région notifie aux Chambres le montant de leur contribution, et elles le feront figurer dans leurs budgets respectifs qui doivent parvenir au ministère dans les six premiers mois de l'année.

Toute Chambre adhérente à deux groupements verse sa contribution à la région qui lui rétrocède la quote-part fixée d'accord entre elles

(et non plus par la Chambre seule) pour la reverser à la seconde région (article 10).

Toutes les règles générales concernant l'administration financière des Chambres de commerce s'appliquent aux groupements, excepté sur les points réglés par les arrêtés ministériels (article 11).

Une commission, nommée par le Comité régional dans son sein, surveille les comptes et budgets.

Enfin le Comité régional présente à l'approbation du ministre, dans les six premiers mois de chaque année, les comptes et projets de budget des divers services dont il assure la gestion.

L'importance de ces différents budgets varie avec l'activité du groupement régional et la concentration de la vie économique autour d'un centre ou vers un débouché unique.

Le tableau ci-dessous indique, par région, la somme que les patentés auront à payer en 1929 pour parfaire l'équilibre du budget (article 10) :

I ^{re}	région,	Lille	90.000 fr.
II ^e	—	Amiens.	49.400 —
III ^e	—	Rouen	30.000 —
IV ^e	—	Caen.	60.000 —
V ^e	—	Nantes.	31.750 —
VI ^e	—	Rennes.	8.000 —
VII ^e	—	Limoges	50.299 —

VIII ^e	région, Bordeaux.	103.800 fr.
IX ^e	— Toulouse	59.265 —
X ^e	— Montpellier	81.300 —
XI ^e	— Marseille	76.000 —
XII ^e	— Grenoble	22.200 —
XIII ^e	— Lyon.	35.000 —
XIV ^e	— Nancy	90.000 —
XV ^e	— Paris : le budget se confond avec celui de la Chambre de commerce.	
XVI ^e	— Parisienne	41.921 —
XVII ^e	— Clermont-Ferrand	103.425 —
XVIII ^e	— Dijon	25.000 —
XIX ^e	— Bourges	24.000 —
XX ^e	— Besançon.	90.000 —

Ces sommes représentent des charges légères et pourraient être très notablement augmentées sans gêne pour les contribuables ainsi que le prouvent les deux exemples suivants :

Dans la XVII^e région, 70.000 patentés supporteront 103.425 francs, soit moins de 1 fr. 50 par tête pour le groupement le plus actif et qui a le budget le plus important, avec le VIII^e, Bordeaux.

Dans la VI^e région, Rennes, qui inscrit la plus faible somme : 8.000 francs, chacun des 80.000 patentés paiera 0 fr. 10 pour la région.

La conclusion qui s'impose lorsque l'on étudie la formation des régions économiques est que

M. Clémentel a fait en les créant œuvre véritablement nationale. Malgré les obstacles les plus divers et les conseils les plus divergents, devant l'indifférence des uns et la méfiance des autres, il a, aidé de ses collaborateurs MM. Fighiéra, Hauser et Allégret, inlassablement poursuivi son but : doter la France d'une organisation économique régionale ; il ne s'est pas contenté d'établir la division de la France en régions et de fixer le statut intérieur des groupements économiques, il a donné à sa propre région, la XVII^e, Clermont-Ferrand, une impulsion telle qu'elle peut être considérée comme la région-type, ainsi que va le montrer l'examen de l'œuvre accomplie par les régions (III^e partie), et l'on peut dire que M. Clémentel a bien mérité le titre de « Père des régions économiques ».

TROISIÈME PARTIE

LE PROGRAMME DES RÉGIONS ET SA RÉALISATION

REMARQUE LIMINAIRE. — Le numérotage des régions ne comporte aucune idée de classement entre elles, c'est un simple moyen mnémotechnique, une façon commode de les distinguer.

Au cours de cette III^e partie, les régions ont été désignées par leur numéro suivi du nom de leur centre.

Mais, sans vouloir leur donner des noms d'anciennes provinces, il semble qu'elles pourraient être appelées ainsi :

Pour la I ^{re}	région	dont le centre est	Lille,	région du Nord.
— II ^e	—	—	—	Amiens, région de la Picardie.
— III ^e	—	—	—	Rouen, région de la Haute-Normandie.
— IV ^e	—	—	—	Caen, région de la Basse-Normandie.
— V ^e	—	—	—	Nantes, région de la Basse-Bretagne.

Pour la VI^e région dont le centre est Rennes, région de la Haute-Bretagne.

—	VII ^e	—	—	—	Limoges, région du Centre-Ouest.
—	VIII ^e	—	—	—	Bordeaux, région de Bordeaux et du Sud-Ouest.
—	IX ^e	—	—	—	Toulouse, région de Toulouse et des Pyrénées.
—	X ^e	—	—	—	Montpellier, région de Montpellier et du Midi.
—	XI ^e	—	—	—	Marseille, région de Marseille et de la Provence.
—	XII ^e	—	—	—	Grenoble, région des Alpes et du Dauphiné.
—	XIII ^e	—	—	—	Lyon, région de Lyon et de la Vallée du Rhône.
—	XIV ^e	—	—	—	Nancy, région de Nancy et de l'Est.
—	XV ^e	—	—	—	Paris, région de Paris
—	XVI ^e région parisienne,				Région parisienne ou de la Seine et de la Loire.
—	XVII ^e région dont le centre est				Clermont-Ferrand, région du Massif Central et de l'Auvergne.
—	XVIII ^e	—	—	—	Dijon, région de la Bourgogne.

Pour la XIX^e région dont le centre est Bourges, région du Berry.

— XX^e — — — — Besançon, région de la Franche - Comté et Haute-Alsace.

L'œuvre accomplie par les régions a été classée selon un plan proprement économique : Production, Transports, Débouchés.

Il a paru plus instructif d'exposer, à propos de chaque problème, les efforts de tous les groupements régionaux et les résultats qu'ils ont obtenus ou qu'ils sont en voie d'obtenir, que d'étudier région par région l'activité propre de chacune dans les divers domaines où elle s'est exercée.

I. — LA PRODUCTION. — 1. *Capitaux.*

A) *Possibilités d'emprunts.* — Cette question est étroitement liée à celle du statut définitif des régions qui fait l'objet de la IV^e partie du présent travail : si les Chambres de commerce peuvent être autorisées à contracter des emprunts, il n'en est pas de même des groupements régionaux qui n'ont pas la personnalité civile. C'est un obstacle qui n'a pas été sans gêner les régions lorsqu'elles ont voulu entreprendre d'importants travaux publics.

B) *Banques populaires.* — La VII^e région, Limoges, la IX^e, Toulouse, et la XIV^e, Nancy, se sont intéressées à la création de ces organismes bancaires autorisés par la loi du 13 mars 1917 pour répondre aux besoins du petit commerce et de la petite industrie de trouver à emprunter à peu de frais de petites sommes à des taux d'intérêts réduits.

La banque populaire de la XVII^e région, Clermont-Ferrand, au capital de un million, autorisée par arrêté ministériel du 24 février 1921, a ouvert ses bureaux le 1^{er} mars 1921.

2. *Main-d'œuvre.*

A) *Apprentissage et enseignement technique.* — La crise de l'apprentissage, déjà sensible avant 1914, n'a fait que s'amplifier du fait de la guerre et si la fréquentation scolaire est aujourd'hui redevenue plus normale, les bouleversements économiques des dernières années ont détourné les familles de placer leurs enfants comme apprentis peu ou pas rétribués, malgré les avantages d'une telle formation professionnelle.

Il est très difficile de suppléer à l'apprentissage et de trouver l'équivalent de la somme des connaissances lentement acquises par la pratique quotidienne d'un métier.

Le meilleur remède est l'extension de l'enseignement technique post-scolaire qu'une administration spécialement créée à cet effet et appuyée sur diverses lois, notamment la loi Astier du 25 juillet 1919, s'efforce de développer au maximum, la taxe d'apprentissage fournissant les fonds nécessaires.

Les Chambres de commerce se sont toujours préoccupées de ce problème et les régions économiques n'ont pas manqué d'apporter leur collaboration à l'œuvre entreprise. En général, lorsque la région n'intervient pas, c'est qu'une importante Chambre le fait de façon satisfaisante.

a) *Chambres de métiers.* — Depuis la loi du 26 juillet 1925, les régions en ont créé ou subventionné un certain nombre.

La I^{re} région, Lille, a un comité d'études pour le crédit artisanal.

La III^e région, Rouen, patronne un comité interprofessionnel de l'apprentissage.

La IV^e région, Caen, a créé à Alençon une Chambre des métiers de la Basse-Normandie qui s'occupe de remettre en honneur les métiers agricoles, industriels, commerciaux et artistiques particuliers à la région, de former pour ces professions les jeunes gens du pays et de les placer

une fois leur apprentissage terminé. Cette Chambre des métiers a établi des chambres de métiers spéciales : à Alençon pour la dentelle, à Falaise pour la bonneterie, à Vire pour le bâtiment ; celle-ci est directement subventionnée par la région.

La VII^e région, Limoges, a plusieurs fois mis la question à son ordre du jour.

La VIII^e région, Bordeaux, a présidé à la constitution du Comité patronal de l'apprentissage du Sud-Ouest et a contribué à la création d'une Chambre de métiers de la Gironde et du Sud-Ouest qui publie un bulletin mensuel.

La XI^e région, Marseille, a créé une Chambre de métiers de Provence et du Bas-Rhône.

La XIV^e région, Nancy, a une Chambre de métiers récemment instituée.

La XVII^e région, Clermont-Ferrand, a constitué une Chambre de métiers sur un système strictement paritaire, qui s'efforce de favoriser le recrutement des apprentis, d'améliorer leur éducation et leur instruction professionnelle générale et de créer des bureaux d'orientation pour le choix des professions.

b) *Ecoles professionnelles.* — La I^{re} région, Lille, d'accord avec la Faculté des lettres de Lille, a créé un cours de géographie économique

régionale ; ce cours fonctionne avec succès depuis 1923.

La IV^e région, Caen, a créé une école de métiers à Villedieu-les-Poêles où l'on étudie surtout l'industrie du cuivre.

Elle subventionne l'Institut commercial de Caen rattaché à la Faculté de droit, l'école dentellière de Lisieux, l'école industrielle de Cherbourg pour l'entretien d'une section d'électricité, l'école des marins de la Basse-Seine et les écoles de pêche de Ouistreham, de Trouville, de Grancamp et de Port-en-Bessin.

La VII^e région, Limoges, a contribué à fonder, à l'Ecole supérieure de droit de Limoges, une chaire d'économie régionale : le sujet traité est l'évolution de la région des Romains à nos jours.

Elle étudie les moyens pratiques de faire bénéficier la VII^e région tout entière des cours supérieurs de commerce organisés à Limoges (ces cours portent sur le droit civil, commercial et fiscal, la législation des transports, la législation sociale, les mathématiques financières et la comptabilité générale, industrielle et agricole), notamment au moyen de cours par correspondance.

La VIII^e région, Bordeaux, s'est intéressée à la création de l'Institut du pin qui s'occupe

de recherches scientifiques touchant l'emploi industriel de la résine et de ses dérivés. Elle collabore à l'installation de l'école pratique de l'industrie du pin qui doit bientôt ouvrir ses portes à Ychoux, dans les Landes.

Elle a obtenu en juin 1919 le maintien à Bordeaux de l'école d'hydrographie.

La IX^e région, Toulouse, prête son concours à l'école pratique d'industrie hôtelière des Pyrénées, créée avant la guerre, et à l'école supérieure de commerce de Toulouse qui prospère depuis vingt-six ans, par la création de bourses et par le placement des élèves. Elle s'est également intéressée à l'enseignement de la langue espagnole dans le Sud-Ouest.

La XIII^e région, Lyon, s'occupe de la création d'un Office régional d'orientation professionnelle qui coordonne le fonctionnement des offices locaux soumis à l'action des Chambres de commerce.

La XIV^e région, Nancy, s'intéresse aux divers instituts techniques groupés autour de l'Université de Nancy (instituts électrotechnique, colonial, de géologie, de physique, de chimie, agronomique, commercial; écoles de brasserie, de métallurgie), ou existant en dehors de Nancy (écoles des eaux et forêts, des beaux-arts et

arts industriels, d'arts et métiers à Châlons, de bonneterie à Troyes, de filature et tissage à Epinal). Elle a créé une école de géomètres pour remembrement et reconstruction — qui a rendu de précieux services — et une école supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines, avec l'appui du Comité des forges et du Comité central des houillères, qui s'est acquis une grande réputation.

La Chambre de métiers administre des écoles ménagères et des écoles d'apprentissage du bâtiment et de la vente de la chaussure.

La région organise un concours-exposition, à Nancy, pour habitations à bon marché en vue de l'application de la loi Loucheur, les matériaux devant être de préférence pris dans la région.

Bien que la Chambre de commerce de Paris ait agi comme telle et non en tant que XV^e région, il faut signaler le très remarquable effort qu'elle a accompli dans le domaine de l'enseignement technique, professionnel ou commercial, pour la création d'écoles dont le rayonnement s'étend sur toute la région parisienne.

La XVII^e région, Clermont-Ferrand, a créé une école supérieure de commerce qui fonctionne depuis 1920 avec un internat annexé ; elle est

en pleine prospérité sous la direction de M. Mathiot, secrétaire général de la région.

La Chambre de métiers a créé des cours professionnels.

La région projette la création d'une inspection régionale de l'enseignement technique et d'un institut d'hydrologie.

La XIX^e région, Bourges, étudie un projet d'office d'orientation professionnelle analogue à celui proposé à Lyon, elle a créé des cours d'apprentis à Bourges, Vierzon et Saint-Amand et des expositions d'apprentis qui ont eu lieu à Bourges et à Châteauroux.

c) *Brevet d'expert-comptable*. — Ce brevet a été créé par le décret du 22 mai 1927; pour l'obtenir, le candidat doit subir un examen préliminaire, accomplir un stage de cinq ans chez un expert-comptable agréé et passer un examen final.

Ces examens relèvent de l'enseignement technique, mais conformément à l'arrêté ministériel du 25 mai 1927, les régions économiques interviennent pour surveiller l'accomplissement du stage. Il est tenu, dans chaque région, un registre des stagiaires travaillant sur le territoire de celle-ci. Le président de la région y fait inscrire les postulants après vérification des pièces nécessaires (attestation du directeur général de l'en-

seignement technique délivrée au candidat reçu à l'examen préliminaire, lettre de l'expert-comptable qui recevra le stagiaire) ; il contrôle deux fois par an leur assiduité. Un conseil de discipline, composé du président de la région, d'un inspecteur de l'enseignement technique et d'un expert-comptable, peut infliger des sanctions après audition de l'intéressé (deux avertissements, suspension pour six mois au plus, proposition au ministre de le rayer du stage) ; elle peut accorder une interruption d'un an (celle due au service militaire est de droit) et le changement de l'expert-comptable chez qui travaille le stagiaire.

A la fin du stage, le président de la région délivre au candidat l'attestation nécessaire pour subir l'examen final.

Un certain nombre de candidats se sont déjà présentés dans les régions qui, d'accord avec l'enseignement technique, organisent les examens et le stage, notamment dans la V^e région, Nantes, la VII^e, Limoges, la IX^e, Toulouse, la XVI^e, région parisienne, et la XVIII^e région, Dijon.

B) *Autres questions relatives à la main-d'œuvre.*

— a) *Placement.* — La plupart des écoles ou instituts créés ou subventionnés par les régions

ont un service de placement pour leurs élèves ; on peut en outre citer : le service de placement créé par la VIII^e région, Bordeaux, en 1922 et spécialement destiné au personnel de bureau, aux techniciens et aux jeunes gens qui désirent aller aux colonies ; la liste mensuelle des offres et demandes de représentation et autres emplois dressée mensuellement et communiquée à la presse par la IX^e région, Toulouse.

b) *Caisses de compensation des allocations familiales.* — Plusieurs régions ont contribué à la création de ces organismes de paix sociale, notamment dans les centres où n'existaient pas d'organismes comparables aux remarquables caisses patronales du Nord, de l'Est ou de la région de Paris ; ce sont la VII^e région, Limoges, la IX^e région, Toulouse, la X^e région, Montpellier, dont la caisse groupe depuis 1922 les grosses industries du département de l'Hérault avec une section spéciale pour les adjudicataires de travaux publics, la XVII^e région, Clermont-Ferrand, et la XIX^e région, Bourges.

c) *Divers.* — La V^e région, Nantes, a fondé un lit à la « Maison des Centraux », à Paris.

La XIV^e région, Nancy, collabore aux œuvres sociales patronales : congrès de la natalité, œuvres des pupilles (400 familles en Meurthe-et-

Moselle), colonie de vacances pour les enfants du commerce et de l'industrie (au château d'Avry, en Meurthe-et-Moselle), et projette un institut de puériculture : déjà la mortalité infantile a diminué de 50 % dans la région.

La XVIII^e région, Dijon, a étudié la question de la main-d'œuvre polonaise et a créé en 1928 une chambre arbitrale divisée en sections par Chambre de commerce ; des listes d'arbitres ont été dressées et des statuts réglant son fonctionnement ont été établis.

La III^e région, Caen, se dispose à prendre une initiative semblable.

Il semble qu'étant donné la documentation qu'elles possèdent et les études qu'elles poursuivent, les régions pourraient être utilement consultées pour l'établissement des salaires régionaux prévu par les décrets Millerand du 10 août 1899 dans les marchés de travaux publics.

3. *Moyens techniques.*

A) *Documentation relative aux moyens de production.* — a) *France.* — Certaines régions profitent de l'organisation du secrétariat de la Chambre de commerce la plus importante, d'autres s'efforcent de la compléter ou d'en

créer une, notamment au moyen de fiches de références.

La I^{re} région, Lille, a rassemblé plus de 8.000 références renvoyant à des ouvrages, dossiers, etc...

La V^e région, Nantes, possède un fichier tenu à jour qui lui permet de répondre rapidement aux questions posées.

La VIII^e région, Bordeaux, a un service technique de documentation et d'études créé en 1920.

La IX^e région, Toulouse, et la X^e région, Montpellier, dressent une liste mensuelle d'offres et de demandes de marchandises.

La XIV^e région, Nancy, soutient l'Office économique de l'Est qui fonctionne depuis vingt ans et fournit toute la documentation utile.

La XVI^e région, parisienne, a obtenu la radio-diffusion des cours de la Bourse des valeurs, des changes et de la Bourse du commerce.

La XVII^e région, Clermont-Ferrand, a organisé un service de renseignements gratuits qui fonctionne avec succès.

b) *Colonies*. — a) Propagande coloniale. — Le ministère des Colonies et les agences de nos possessions d'outre-mer s'adressent aux régions pour que celles-ci les aident à mieux faire con-

naître notre empire colonial, et pour qu'elles rappellent aux commerçants et industriels que la France des cinq parties du monde peut leur fournir à peu près toutes les matières premières qu'ils importent de l'étranger : minerais, combustibles, produits, animaux, matières végétales (voir par exemple les résultats obtenus par l'Office national des matières premières végétales pour la droguerie, la pharmacie, la distillerie et la parfumerie sous la présidence d'honneur de M. Clémentel et l'active direction de M. E. Perrot, professeur à la Faculté de pharmacie, membre de l'Académie de médecine et président du Comité interministériel des plantes médicinales et des plantes à essences).

Les régions répondent avec empressement aux sollicitations du ministère des Colonies, elles diffusent largement tous les renseignements qu'il leur communique et certaines organisent des tournées de conférences dans les principales villes de la région, par l'entremise des agences régionales de l'Office national du commerce extérieur (voir ci-dessous).

La I^{re} région, Lille, a créé un service de renseignements coloniaux qui reçoit des documents de toutes les colonies, et elle a participé à la Semaine coloniale en 1927.

La IV^e région, Caen, a formé un comité de propagande coloniale.

La V^e région, Nantes, patronne le groupement colonial de l'Ouest qui siège à Nantes.

La VIII^e région, Bordeaux, suit de près les questions coloniales : témoins son service de placement et le récent voyage en A. O. F. de son président, M. Barrès, président de la Chambre de commerce de Bordeaux.

La IX^e région, Toulouse, s'efforce d'assurer par Port-Vendres des relations rapides avec l'Afrique du Nord.

La X^e région, Montpellier, a constitué en 1927 un comité colonial d'études et de propagande qui a organisé dans la région la Semaine de la Ligue maritime et coloniale et la Semaine coloniale et qui assure pendant l'hiver des tournées de conférences faites dans les centres importants par des professeurs de l'Université de Montpellier.

La XII^e région, Grenoble, a institué un comité régional de propagande et de documentation coloniales.

La XIV^e région, Nancy, possède un Office colonial bien organisé et géré par la Société industrielle de l'Est.

La XVIII^e région, Dijon, a prêté son concours

en 1927 à la Semaine coloniale de l'Institut colonial français et va organiser le Musée colonial qui donnera un aperçu de la production et du travail effectués dans nos colonies.

La XIX^e région, Bourges, et la XX^e région, Besançon, étudient des projets de propagande coloniale, notamment la création d'un office colonial régional par extension de l'Office de Mulhouse.

b) Exposition coloniale internationale de Paris 1931. — Cette importante manifestation, venant après l'Exposition coloniale de Marseille en 1922, doit publier aux yeux du monde les résultats obtenus par la civilisation française dans notre empire colonial, selon l'expression de M. le maréchal Lyautey, commissaire général : « planter nos pousses coloniales au milieu de ce monde populaire français », et suivant les paroles de M. le gouverneur Cayla, commissaire général adjoint et secrétaire général de l'Exposition : « ...susciter dans les masses profondes de la nation française, non pas un mouvement d'opinion momentané, mais un véritable esprit colonial analogue à celui qui existe en Angleterre, en Hollande, en Belgique et qui, il faut bien le reconnaître, ne s'est pas encore formé dans notre pays » (allocutions prononcées à l'occasion du

25^e anniversaire de la Fédération des industriels et commerçants français, le 23 juin 1928). L'histoire montre en effet que les peuples qui se désintéressent de leurs colonies ne tardent pas à les voir leur échapper.

Le commissariat général de l'Exposition a fait appel aux régions pour organiser la propagande nécessaire et, dans chacune d'elles, s'est constitué un comité régional de documentation et d'informations pour l'Exposition coloniale de Paris 1931. Ces comités organisent des séries de conférences accompagnées de projections cinématographiques et faites par des personnalités coloniales particulièrement qualifiées, et ils surveillent l'affichage effectué directement par les soins du commissariat.

La XIV^e région, Nancy, a édité et répandu, avec le concours de treize autres régions, une brochure qui reproduit une causerie de M. le gouverneur Cayla et des allocutions de M. le maréchal Lyautey et de M. André Lebon, ancien ministre des Colonies, où ces éminents conférenciers exposent ce que sera l'Exposition coloniale, à quelles conditions elle atteindra le but qu'elle se propose : « préparer la mise en œuvre de toutes les forces de la plus grande France ».

B) *Agriculture*. — Bien qu'elles soient des groupements de Chambres de commerce, les régions économiques ne peuvent se désintéresser des questions agricoles : sans empiéter sur le domaine propre des organismes agricoles, elles ont été naturellement amenées à s'occuper des problèmes qui intéressent à la fois l'agriculture et le commerce ou l'industrie. Elles ont toujours cherché à se mettre d'accord avec les groupements agricoles, en particulier avec les Chambres d'agriculture créées conformément à la loi du 3 janvier et au décret du 16 décembre 1924 ; quelques-unes envisagent même la constitution de commissions mixtes où seront débattues les questions les plus délicates.

De son côté le ministre du Commerce a, par lettre du 22 mai 1928, engagé les régions à établir une action concordante avec les Chambres d'agriculture et les groupements qu'elles sont susceptibles de former.

On ne peut que se réjouir très vivement de ces ententes entre agriculteurs et industriels ou commerçants dans le cadre régional qui couperont court à cette idée répandue par les agitateurs professionnels d'une inéluctable opposition entre les deux branches de la production française.

a) *Liaison avec les organismes agricoles.* —

La IV^e région, Caen, d'accord avec les départements de l'Orne, de la Manche et du Calvados, mène une campagne en faveur du développement de la culture du lin et des industries qui en découlent.

La IX^e région, Toulouse, a déjà réalisé l'entente avec les groupements agricoles, ainsi « quelques représentants de la Chambre d'agriculture et de la région économique particulièrement compétents en la matière ont étudié ensemble la question d'importation des céréales et sont parvenus, après la discussion la plus serrée et la plus courtoise, à trouver une formule ménageant à la fois les intérêts des agriculteurs, ceux des industriels et commerçants et ceux des consommateurs » (rapport de M. P. Boubènes, président de la Chambre de commerce et de la région de Toulouse).

La XVIII^e région, Dijon, envisage une liaison analogue : échange de documents, rapports, comptes rendus de séances, etc..., suivis d'une délibération en commun.

b) *Reboisement.* — Les pouvoirs publics ont invité les groupements économiques régionaux à constituer des groupes régionaux du bois affiliés à l'Association nationale et industrielle

du bois en vue de joindre leurs efforts à ceux qui se manifestent pour provoquer le reboisement de la terre française, devenu encore plus nécessaire depuis la guerre.

Les régions où les forêts ont subi les plus profondes atteintes ont constitué ces groupes dont l'activité s'exerce en accord avec les groupements agricoles : chambres, sociétés, syndicats d'agriculture, et avec les intéressés directs : industriels du bois et sylviculteurs.

La I^{re} région, Lille, est elle-même le correspondant régional de l'Association nationale et industrielle du bois.

La VII^e région, Limoges, dès 1921, s'est occupée de reboiser le plateau de Millevaches, véritable désert d'une altitude variant de 700 à 980 mètres et d'une superficie de 156.000 hectares, sur les départements de la Corrèze, de la Creuse et de la Haute-Vienne ; de nombreuses tourbières témoignent qu'il fut jadis couvert de forêts et depuis 1862 les efforts conjugués de l'Etat et des particuliers n'ont pu en reboiser que le tiers, dont 18.000 hectares depuis la fin de la guerre. A la fin de 1921, un projet de plantations sur une très vaste étendue était sur le point d'aboutir, mais les conditions posées par certains propriétaires étaient telles qu'il fallut

y renoncer. Les efforts de la région ont continué et le 20 novembre 1928 s'est constitué à Limoges le groupe régional du bois, organisé comme celui de Lyon, qui, après lecture des rapports très documentés sur l'état du reboisement dans la VII^e région et les moyens pratiques de l'accélérer, a décidé de faire une vaste enquête sur la nature et l'importance des terrains communaux susceptibles d'être reboisés.

La VIII^e région, Bordeaux, la IX^e région, Toulouse, le Comité régional du bois de la X^e région, Montpellier, et la XI^e région, Marseille, étudient également les possibilités de plantations dans leurs circonscriptions.

La XII^e région, Grenoble, a constitué un Comité régional du bois et prépare une vaste société dite « Alpes-Reboisement » dans le but de favoriser la reforestation et le regazonnement des hautes montagnes.

La XIII^e région, Lyon, a un comité régional du bois qui s'occupe des questions relatives au reboisement français, aux importations de bois coloniaux, aux régimes douanier et fiscal des bois en général ; il est divisé en quatre commissions : législation, industrie, reboisement, bois coloniaux.

La XIV^e région, Nancy, agit de même en liaison avec la Société des Amis des arbres.

La XVII^e région, Clermont-Ferrand, la XVIII^e région, Dijon, et la XX^e région, Besançon, viennent de constituer leur groupe régional du bois.

c) *Autres questions touchant à l'agriculture.* — Toutes les régions qui se sont occupées de l'équipement des chutes d'eau (voir ci-dessous) ont envisagé l'irrigation régulière de terres avoisinant les barrages projetés.

On peut encore citer :

La II^e région, Amiens, qui a participé au Congrès international de la tourbe.

La VII^e région, Limoges, qui élabore la création d'un institut technique et d'un laboratoire d'analyses industrielles et agricoles.

La VIII^e région, Bordeaux, qui organise un bureau de conditionnement des colophanes et a établi, à la demande du ministère du Commerce, un règlement pour la fixation d'un cours officiel de l'essence de térébenthine sur les places de Bordeaux et de Dax, règlement qui est actuellement en application.

La IX^e région, Toulouse, qui a continué l'œuvre du Comité d'action économique en ce qui concerne les coopératives de culture des terres délaissées : 4.000 hectares de terres abandonnées ont pu être remises en valeur.

La XVIII^e région, Dijon, est intervenue contre

une concurrence déloyale faite aux vins de Bourgogne en Australie par une maison locale qui vendait ses vins rouges sous la désignation de Bourgogne et ses vins blancs sous celle de Chablis, et elle a déterminé une démarche du ministère des Affaires étrangères.

C) *Mines.* — La IV^e région, Caen, s'est occupée de la mise en valeur du minerai de fer normand et les propriétaires de mines, les importateurs et exportateurs, les ingénieurs intéressés à la question se sont réunis sous ses auspices en 1921.

Ce minerai est en général de fort belle qualité et à faible profondeur du sol, on estime la quantité que l'on peut extraire des gisements connus à un milliard de tonnes. Il pourrait être échangé contre du charbon anglais ou allemand qui constituerait le fret de retour des navires.

La XIV^e région, Nancy, a participé à l'Exposition de l'économie de combustible en 1922.

La XVIII^e région, Dijon, a étudié les moyens de faire pratiquer des sondages dans la région de Charrecey-Fontaine, à l'effet de rechercher les mines de houille du bassin de la Saône, mais diverses difficultés, notamment d'ordre juridique et économique, ont empêché ce projet d'aboutir.

D) *La normalisation.* — Normaliser ou standardiser, c'est réduire les produits finis ou semi-ouvrés à des qualités et à des types bien déterminés, en nombre limité et identiques, quelle que soit l'usine dont ils sortent.

Dans un remarquable article qu'il faudrait citer tout entier (*Revue politique et parlementaire* du 10 novembre 1928), le commandant Lhoste, docteur en droit, inspecteur spécial des régions économiques, écrit :

« Le but est de diminuer le prix de revient des produits fabriqués.

« Les moyens sont :

« D'une part, la réduction à des types, à des formes, à des dimensions bien déterminés de tout ce qui est du domaine industriel, qu'il s'agisse de pièces de machines, de matériel entrant dans les constructions, d'objets d'usage courant, etc... ; c'est la normalisation des formes ;

« D'autre part, l'unification et la simplification des conditions de réception des produits de toute sorte ; c'est la normalisation des qualités.

« Cette dernière ne doit être envisagée que dans les cas où l'intérêt général est en jeu ; elle doit, au contraire, être résolument écartée lorsqu'elle risque d'être une entrave aux transactions... »

« ... On ne se rend pas assez compte, dit

M. Rateau, dans une brochure remarquable, de l'énorme accroissement de production qui pourrait résulter de l'extension systématique de ces méthodes. Il n'est pas rare que la fabrication en séries, convenablement établie, avec des dispositifs de montage sur des machines bien étudiées et des procédés de manutention mécanique rapides, permette de décupler le rendement de l'ouvrier par rapport à ce qui se faisait communément dans nos ateliers. Nous pensons pouvoir affirmer que l'application générale de la fabrication en séries pour les cas où c'est possible doublerait au moins, même triplerait la production d'ensemble ».

M. Lhoste réfute aisément les objections faites à la normalisation d'engendrer l'ennui et d'être une source de chômage ; en réponse à un autre argument, il fixe les limites de la normalisation qui ne saurait porter atteinte à « l'esprit inventif et au goût inné des fabricants français » qui doivent « s'adapter aux fluctuations inévitables et nécessaires de la mode »... « Il y a des produits qui ne doivent pas être normalisés... c'est à eux (les syndicats producteurs) qu'il appartiendra de décider ce qui doit être normalisé... On ne doit normaliser que quand les avantages sont supérieurs aux inconvénients. »

Il cite quatre modes de normalisation : à l'intérieur d'une entreprise, dans un ensemble d'industries de même nature par les syndicats de producteurs, dans le cadre national par l'intervention d'un organisme central, dans le cadre international par l'effet de congrès ou d'organismes internationaux temporaires ou permanents.

Enfin, M. Lhoste expose ce qui a été fait jusqu'à la fin de 1928 :

Un organisme central a été créé le 10 juin 1918, par M. Clémentel, ministre de l'Economie nationale.

Les termes du décret constitutif de cet organisme sont les suivants :

« Il est institué auprès du ministre du Commerce une commission technique permanente
« qui a pour mission d'étudier toutes les mesures susceptibles d'assurer l'unification des
« types dans la construction mécanique et métallique, de grouper toutes les études déjà
« entreprises dans cette voie et de proposer
« toutes les décisions propres à assurer ce résultat.
« tat.

« Cette commission prend le nom de Commission permanente de standardisation. »

.

Mais la situation financière de la France n'a

pas permis d'en faire l'organisme permanent et solidement constitué qui était nécessaire, aussi le 18 juin 1924, la Commission tenait-elle sa dernière séance.

L'importance du problème a imposé sa résurrection ; l'arrêté du 31 octobre 1928 l'a réorganisée sur le même modèle ; elle comprend vingt-quatre membres avec M. Clémentel comme président, MM. Le Chatelier et Guillet comme vice-présidents, et M. Lhoste comme secrétaire général. Elle est, cette fois, appuyée par l'Association française de normalisation (A. F. N. O. R.) créée en 1926 sur l'initiative de M. Legouez, président de l'Union des Syndicats de l'électricité, et qui, sous la présidence de M. Rateau, groupe les représentants des grandes fédérations industrielles.

L'Association fera auprès des syndicats professionnels la propagande nécessaire, elle s'efforcera d'obtenir la création ou le développement des bureaux de normalisation qui seuls « seront les agents techniques chargés de l'élaboration des normes ».

« La Commission permanente de standardisation aura un rôle de direction, d'arbitrage et d'homologation.

« Elle fixera les directives d'ordre général et

scientifique sur lesquelles doivent être établies les normalisations.

« Elle tranchera tous les cas litigieux, délicats, ou hors de la compétence des bureaux de normalisation qui lui seront soumis par l'Association française de normalisation.

« Enfin, elle conférera aux normes proposées la sanction officielle. »

Enfin, l'appui de la Chambre de commerce de Paris qui abrite les services de l'Association, et les efforts personnels de son éminent président, M. Baudet, aidé de son collaborateur, M. P. Jolly, permettront à la France de ne pas rester en arrière, tandis que les autres pays consacrent à l'étude de ces questions des sommes considérables (Allemagne : 15 millions de francs ; Angleterre : 6 millions ; Etats-Unis : 50 millions) et leur font une intense publicité : ne lisait-on pas au dernier salon de Berlin cette pancarte accrochée sur une automobile : « Le châssis X est composé de 2.030 pièces dont les deux tiers sont normalisés. »

De son côté, le ministre du Commerce a adressé le 17 octobre 1928, aux présidents des régions économiques, une lettre circulaire où il les invite instamment à inscrire leurs groupements parmi les membres de l'Association française de nor-

malisation et à lui faire toute la propagande désirable ; cette circulaire, accompagnée des statuts de l'A. F. N. O. R., a été suivie le 26 novembre 1928 d'une instruction ministérielle sur l'organisation de la normalisation en France ; enfin le commandant Lhoste s'occupe activement d'obtenir des régions qu'elles apportent à la normalisation une collaboration assidue.

Il y a là pour les groupements économiques des Chambres de commerce une belle œuvre nationale à laquelle ils peuvent prendre part.

E) *Houille blanche*. — La mise en valeur des forces hydroélectriques que représentent nos richesses en houille blanche avait déjà préoccupé les esprits avant la guerre et des sociétés privées fournissaient de la force électrique qu'elles produisaient au moyen de barrages sur des cours d'eau.

L'invasion allemande, en nous privant pendant quatre ans de notre principal bassin houiller, est venue souligner toute l'urgence qu'il y a à équiper les chutes d'eau dont la France est abondamment pourvue.

C'est là un très gros problème qui ne manque pas de soulever des questions délicates, comme celle de concilier le captage des eaux ou le bar-

rage des rivières avec le respect de nos sites touristiques de plus en plus fréquentés.

La loi du 16 octobre 1919 qui a remanié le régime des concessions n'a pas éclairci tous les points, en particulier celui de savoir sous quelles formes les collectivités publiques peuvent être déclarées concessionnaires de chutes d'eau ou entrer dans les sociétés de droit privé.

Il semble au premier abord que cette « économie mixte » nécessite une législation particulière et qu'il faille attendre le bon vouloir du Parlement pour que les personnes morales du droit public soient appelées à participer à cette grande œuvre nationale.

En réalité, les règles du droit privé suffisent à condition qu'elles soient convenablement appliquées : c'est ce qui ressort du remarquable mémoire de M. Pierre Jolly, chef du service des Études à la Chambre de commerce de Paris, couronné (en même temps que celui de M. A. Chéron, professeur à la Faculté de droit de Strasbourg, qui soutient la thèse contraire) par l'Académie des Sciences morales et politiques qui avait, en 1927, mis le problème de l'« économie mixte » au concours : « Des conditions dans lesquelles l'Etat, les départements et les établissements publics peuvent jouer le rôle d'action-

naires, de fondateurs, d'administrateurs dans les sociétés anonymes ».

Tout en faisant des réserves sur l'économie mixte elle-même qui ne paraît pas avoir donné satisfaction partout, M. Jolly expose comment le problème s'est posé et quelles ont été les solutions adoptées jusqu'ici : ainsi la société concessionnaire unique de l'aménagement du Rhône, dont les membres sont des départements, des villes, des Chambres de commerce et d'autre part la Compagnie du P. L. M. et des sociétés privées, doit avoir un conseil d'administration où les représentants de l'Etat, des départements et des communes comprennent au moins les deux tiers des membres et ceux de l'Etat seul les deux cinquièmes (loi du 27 mai 1921, article 3).

Il y a en quelque sorte dans les solutions juridiques qu'a reçues le problème de l'« économie mixte » ... interprétation du droit public et du droit privé pour favoriser l'usage des méthodes du droit privé aux personnes morales publiques ».

En ce qui concerne plus particulièrement les Chambres de commerce elles peuvent, d'une façon générale, devenir actionnaires de sociétés anonymes de droit privé, si l'objet de la société rentre dans leurs attributions et si le minis-

tère du Commerce donne son approbation formelle.

Quant aux régions, la question est liée à celle de leur statut définitif qui fait l'objet de la IV^e partie du présent travail.

L'initiative des régions s'est développée lorsqu'elles se sont trouvées devant la carence de l'industrie privée ou en présence d'une entreprise si importante qu'elle dépasse les capacités d'une société purement privée, si puissante soit-elle.

La plupart des régions ont constitué des offices d'énergie qui étudient les problèmes hydro-électriques et sont prêts à intervenir au cas où les producteurs d'énergie électrique ne suffiraient pas à leur tâche.

La I^{re} région, Lille, et la II^e région, Amiens, ont créé en 1921 un office d'énergie électrique qui est intervenu à la suite de réclamations contre certains projets de concessions de distribution d'électricité. Il a réalisé depuis 1922 une entente quasi complète avec les compagnies concessionnaires qui ont tenu compte des desiderata exprimés notamment par la Fédération des Associations de consommateurs d'énergie électrique, créée en 1922 sous les auspices de la région. Le président de la I^{re} région fait partie

de la Commission de distribution d'énergie électrique.

La IX^e région, Toulouse, la X^e région, Montpellier, et la XI^e région, Marseille, ont des offices régionaux d'énergie qui tiennent périodiquement des réunions communes sur toutes les questions d'ordre technique, administratif ou juridique relatives à la production ou à l'emploi de l'énergie électrique : il existe en effet dans leurs circonscriptions d'importants groupements fournisseurs de courant électrique, telle l'Union des producteurs d'électricité des Pyrénées-Orientales qui dispose de 270.000 kilowatts.

La XII^e région, Grenoble, organise, chaque année, le Congrès de la houille blanche et du tourisme (Gap 1926, Annecy 1927, Vienne 1928, Grenoble 1929) et elle a pris part à l'Exposition de la houille blanche et du tourisme à Grenoble en 1925 dont le secrétaire général était celui de la région.

La XIII^e région, Lyon, examine un projet de création d'office régional d'énergie.

Trois grands problèmes ont retenu l'attention des régions intéressées : l'aménagement du Rhin, l'utilisation du bassin de la Marne et du bassin de la Seine et l'équipement des forces hydroélectriques de la Moyenne Dordogne.

a) *L'aménagement du Rhin.* — Sur l'initiative de la XIV^e région, Nancy, a été fondée la Société régionale d'études du Rhin dont le siège est à Nancy et qui a deux comités à Strasbourg. Elle groupe vingt et une Chambres de commerce appartenant à la XVI^e région, parisienne, et à la XVIII^e région, Dijon, plus toutes celles de la XIV^e région, Nancy, et de la XX^e région, Besançon : Bar-le-Duc, Beaune, Besançon, Belfort, Châlons-sur-Marne, Charleville, Colmar, Dijon, Epinal, Gray et Vesoul, Lure, Metz, Mulhouse, Nancy, Reims, Saint-Dié, Saint-Dizier, Sedan, Strasbourg et Troyes.

« La Société, au capital de 500.000 francs, sous forme anonyme, compte en outre, comme actionnaires, la ville de Strasbourg (port de Strasbourg), la Compagnie générale pour la navigation du Rhin et une société anonyme privée, les Forces motrices du Haut-Rhin, qui fut la première à étudier l'utilisation de l'énergie de la partie française du fleuve. Cette dernière doit recevoir la concession d'une section du Rhin dite de Kembs pour construction du premier barrage et de la première usine. Les sept autres sections, comportant chacune une usine, seront concédées à la Société régionale du Rhin. Le projet d'ensemble a été mis au point avec le

concours du ministère des Travaux publics. Il doit être réalisé par étapes (deux usines à la fois) au moyen des prestations en nature du plan Dawes.

« Le dispositif général du projet comporte un canal latéral au Rhin d'environ quatre-vingts mètres de largeur au plan d'eau et sept mètres de profondeur d'eau sur 125 kilomètres de longueur entre la frontière suisse et Strasbourg. Ce canal doit écouler 800 mètres cubes par seconde, avec une chute totale de 100 mètres.

« Il y aura huit biefs navigables avec autant d'écluses et d'usines hydro-électriques. Dans ce canal pourront circuler les bateaux du Rhin de 12 à 1.500 tonnes, et l'on prévoit des ports raccordés à Mulhouse et à Colmar. Le canal aboutira dans le port neuf de Strasbourg actuellement en construction. La puissance totale récupérée sera de 800.000 chevaux non compris le barrage de Kembs. Le premier barrage en travers du Rhin doit être édifié à Kembs, au sud-est de Mulhouse, le second sera placé à la hauteur de Neuf-Brisach.

« Le coût total de cette grande entreprise est estimé à plus de 500 millions de francs valeur 1914, dont 25½% exigés par les seuls ouvrages de la navigation qui incombent normalement

à l'Etat. Le coût de la première usine sera de l'ordre de 500 millions de francs 1929.

« Sa réalisation est appelée à exercer une influence énorme sur l'activité de la France de l'Est.

« D'après les derniers renseignements, le projet de loi relatif à la concession va être déposé incessamment. »

Ces renseignements sont extraits de la *Région économique de l'Est* (Nancy, 1926) de M. B. Fayolle, secrétaire général de la Chambre de commerce de Nancy et de la région économique de l'Est, qui a eu la grande obligeance de compléter, à la date du 1^{er} mars 1929, les précisions contenues dans sa si intéressante brochure.

b) *L'utilisation du bassin de la Marne et du bassin de la Seine.* — La XVI^e région, parisienne, a étudié et adopté le projet de l'ingénieur Chabal. Ce projet comporte la création de vingt-trois lacs-réservoirs artificiels dans la Haute-Seine, la Haute-Marne et le Morvan, capables d'emmagasiner deux milliards de mètres cubes d'eau aux époques de crues pour les rendre en été lorsque le niveau de la Seine est abaissé au-dessous de la normale.

Le débit du fleuve est ainsi maîtrisé, ce qui entraîne la suppression des inondations, la régu-

larisation de la navigation, l'adduction plus aisée d'eau potable, la mise en valeur de 200.000 hectares de terres riveraines généralement inondées et la production d'environ 300.000 C. V. par des usines hydroélectriques aux barrages.

Malheureusement, la ville de Paris, principale intéressée, ne s'est pas ralliée au projet Chabal ; elle s'oriente vers la construction par elle seule de trois ou quatre petits réservoirs dans le Morvan et vers un projet de captage des eaux des Vals de Loire qui suscite les protestations unanimes des populations de ces contrées : la V^e région, Nantes, et la XVI^e région, parisienne, ont protesté à plusieurs reprises contre ce détournement des eaux et la sous-région d'Orléans mène une campagne ardente contre ce projet dont la réalisation apparaît de ce fait moins certaine. On peut penser que les circonstances imposeront tôt ou tard l'adoption du projet Chabal et il faut souhaiter que l'on n'ait pas trop à regretter les années perdues.

c) *L'équipement de la Moyenne Dordogne.* — Le Massif Central possède de magnifiques chutes d'eau dépassant 800.000 C. V. La VII^e région, Limoges, la VIII^e région, Bordeaux, et la XVII^e région, Clermont-Ferrand, ont étudié la question de leur équipement et elles ont tenu en

1920 des réunions interrégionales à Paris et Périgueux où elles ont proposé qu'il y ait un concessionnaire unique.

C'est ce qu'a réalisé la loi de finances du 31 juillet 1920 (article 133) qui a accordé la concession de la 1^{re} section de la Dordogne, soit 75.000 G. V. environ, à la Compagnie des chemins de fer P. O.

La VIII^e région, Bordeaux, s'est, par la suite, désintéressée de la question en présence des travaux d'électrification réalisés dans le Sud-Ouest par la Compagnie des chemins de fer du Midi, travaux qui donnent satisfaction aux desiderata de ses ressortissants.

La VII^e région, Limoges, a présenté en 1922 une demande de concession des 3^e et 4^e sections du bassin de la Dordogne, et la XVII^e région, Clermont-Ferrand, a demandé la 2^e section ; de nombreux pourparlers ont eu lieu entre les représentants des deux régions pour arriver à un accord, et la VII^e région, Limoges, a créé un office régional d'énergie.

Ces conversations ont repris à la suite de la loi du 6 mars 1928 qui a accordé aux Chambres de commerce constituant la XVII^e région, Clermont-Ferrand, la concession de la 2^e section de la Dordogne comprise entre la limite aval

de celle accordée à la Compagnie P. O. et les abords d'Argentat.

Cette loi est le résultat de longues discussions qui se sont élevées autour du premier projet déposé en 1923 et plusieurs fois remanié, notamment à la suite des interventions de MM. Channal et Mahieu, sénateurs.

L'économie générale de la concession, application de l'économie mixte, est que les fonds seront réunis surtout par des émissions d'obligations et un cinquième seulement sous forme d'actions à souscrire moitié par les collectivités publiques (Chambres de commerce, Chambres d'agriculture, départements, communes) et moitié par les industriels distributeurs d'électricité et les usagers. L'Etat fournit un apport sous forme de prestations allemandes en nature au titre des réparations, ou, à défaut, une garantie d'intérêt. Il reçoit une part des bénéfices et trois administrateurs le représentent au conseil d'administration ; six sont élus par l'assemblée des actionnaires parmi les représentants des collectivités publiques et six parmi les autres actionnaires.

Le programme d'équipement qui porte sur 250.000 C. V. sera réalisé en plusieurs étapes, la première tranche de travaux coûtera environ

100 millions. Aussi, dans sa réunion du 28 mars 1928, le Comité de la XVII^e région, Clermont-Ferrand, a-t-il décidé de créer, conformément à la loi, la société anonyme « Energie électrique de la Moyenne Dordogne » au capital de 20 millions, dont les Chambres de commerce souscriraient le tiers environ (6 millions).

Diverses difficultés se sont élevées lorsqu'il s'est agi de réunir les souscriptions des particuliers ou de certaines collectivités publiques ; néanmoins le décret du 19 novembre 1928 a autorisé les Chambres de commerce de la XVII^e région, Clermont-Ferrand, à emprunter les sommes nécessaires à leurs souscriptions et la société anonyme a été définitivement constituée le 6 décembre 1928. A des titres divers, les membres du comité de la XVII^e région, Clermont-Ferrand, occupent neuf sièges sur douze laissés aux actionnaires dans le conseil d'administration.

Les études techniques sont à peu près terminées (voir la *Région du Centre*, numéro de février et numéro spécial de juillet-août 1928) et les travaux doivent commencer au début de l'été aux abords d'Argentat par l'équipement de 70.000 C. V.

4. *Questions fiscales.*

La I^{re} région, Lille, s'est associée aux démarches qui aboutirent en 1923 à la liquidation du déficit de guerre des Chambres de commerce des régions libérées ; elle a provoqué celles qui firent donner une interprétation équitable en 1925 de la loi du 2 mai 1924 sur la révision des dommages de guerre et obtenir, après un arrêt du Conseil d'Etat (16 juillet 1925, Rémond), que l'administration des Finances ne taxe pas comme bénéfice les frais supplémentaires reçus à titre de dommages de guerre.

En 1926, elle a constitué un comité de défense fiscale, rattaché à la région, mais fonctionnant avec ses ressources propres, dont l'activité s'est étendue aux questions fiscales (taxe d'apprentissage) et à celles des dommages de guerre en collaboration avec la fédération des Associations et l'Union de défense des sinistrés (voir le rapport de M. A. Nanin, secrétaire général de la I^{re} région, Lille, séance du 21 mars 1928). La région poursuit une enquête sur les charges fiscales qui pèsent sur ses ressortissants : tous les éléments en sont réunis pour le département du Nord et le seront bientôt pour le Pas-de-Calais.

Un comité régional de la Société de législation comparée est rattaché à la région.

La II^e région, Amiens, prend part aux travaux de la Fédération et de l'Union des sinistrés.

La VIII^e région, Bordeaux, fournit tous renseignements sur les questions fiscales par son service technique de documentation et d'études.

La XVI^e région, parisienne, et plusieurs autres se sont occupé de la spéculation illicite.

II. — TRANSPORTS.

Toutes les régions se sont occupé de questions ferroviaires et fluviales en liaison avec les Offices de transports. Mais tandis que ces organismes examinent les problèmes en ce qui concerne le réseau tout entier, les groupements économiques des Chambres de commerce ont en vue les intérêts proprement régionaux ; ils s'efforcent d'obtenir les modifications et améliorations réclamées par leurs ressortissants ou susceptibles de développer la vie économique de leur région. Presque toutes réclament et obtiennent des améliorations des P. T. T. de leurs régions, particulièrement quant aux relations téléphoniques et aux colis postaux : la I^{re} région, Lille, la II^e région, Amiens, la IX^e région,

Toulouse, et la XVI^e région, parisienne, notamment, s'en sont occupé.

1. *Chemins de fer.*

La I^{re} région, Lille, et la II^e région, Amiens, ont constitué un office de transports commun qui agit vis-à-vis du réseau du Nord dont les limites coïncident avec celles des deux régions, comme les offices de Lyon, Limoges, Le Mans, Nancy, Toulouse, vis-à-vis des autres réseaux : réunion annuelle en présence de représentants du réseau et des ministères intéressés, études de questions (par exemple amélioration du trafic entre Amiens et Saint-Quentin ou création d'une voie-mère d'embranchements entre Commines et Halluin) et publications de notes; participation par l'intermédiaire de ses membres aux travaux de diverses commissions et à la Semaine de transports en 1921.

La IV^e région, Caen, s'intéresse aux voies d'exportation du minerai de fer.

La V^e région, Nantes, a obtenu l'amélioration des relations ferroviaires transversales, particulièrement sur la ligne Saint-Nazaire-Nantes-Lyon-Genève et suit attentivement la question du « Suisse-Océan ».

La VII^e région, Limoges, a appuyé la requête

des armateurs de La Rochelle tendant à la création d'un train de marée spécial qui partirait de La Rochelle l'après-midi, passerait par Limoges et prendrait la ligne de Gannat pour atteindre Lyon dans la matinée.

La région a étudié le doublement de la ligne de Limoges à Angoulême rendu nécessaire par l'accroissement du trafic vers la côte de l'Atlantique et que seule la situation financière a fait ajourner.

La région a préconisé la fusion des deux gares du P.-O. et de l'Etat à Angoulême ; la Compagnie du P.-O. a, sur sa demande, dressé un projet complet auquel l'Administration des chemins de fer de l'Etat est disposée à se rallier ; ses avantages sont évidents pour les réseaux et pour les voyageurs qui changent de réseau à Angoulême ; quant aux marchandises, le gain de temps serait de l'ordre de trois heures pour la G. V. et d'un jour pour la P. V. et les expéditeurs n'auraient en face d'eux qu'une seule administration ; la dépense serait de l'ordre de vingt millions.

La VIII^e région, Bordeaux, a obtenu l'amélioration des relations ferroviaires entre Bordeaux et Paris (création des trains rapides de soirée n° 15 et n° 16), l'Espagne, la Suisse et l'Europe centrale.

La IX^e région, Toulouse, s'est occupé de l'achèvement des transpyrénéens.

La XII^e région, Grenoble, a institué en 1922 un grand concours doté de plus de 50.000 francs de prix pour désigner le meilleur projet de création d'une ligne directe Grenoble-Nice. La situation financière n'a pas permis la réalisation en une seule fois de ce vaste plan, mais la Compagnie du P. L. M. a entrepris la construction de la ligne directe Avignon-Nice par Pertuis et les Arcs et envisage de la raccorder à la ligne Grenoble-Marseille, ce qui raccourcira considérablement le trajet : Lac Léman-Aix-les-Bains-Grenoble-Nice.

La XVI^e région, parisienne, s'est efforcée de constituer un office de transports, mais les Chambres qui la composent se trouvent sur tous les réseaux et adhèrent elles-mêmes aux offices correspondants ; d'autre part un office de la grande Ceinture eût été trop restreint et le projet a été abandonné.

La XVII^e région, Clermont-Ferrand, s'intéresse à la ligne du « Grand Transversal » Bordeaux-Lyon par Clermont et à l'électrification des lignes du P. O. et du P. L. M. à travers le Massif Central.

La XX^e région, Besançon, étudie la création d'un office de transports par extension de la zone d'action de celui de Mulhouse.

2. *Transports automobiles.*

La IX^e région, Toulouse, a délibéré sur la constitution de la Société des transports auxiliaires des chemins de fer du Midi qui doit constituer un réseau automobile dans la région.

La XII^e région, Grenoble, s'est occupée d'un meilleur aménagement de la route des Alpes d'été par les grands cols entre Evian et Nice, et de la création d'une route d'hiver, aujourd'hui terminée, par Grenoble et le col de Luz La Croix-Haute.

La XVI^e région, parisienne, et la XVII^e région, Clermont-Ferrand, se sont également intéressées aux questions de transports automobiles et d'entretien des routes.

La XVIII^e région, Dijon, a obtenu le prolongement de la ligne d'autobus Dijon-Fontaine-Française jusqu'à Gray qui a ainsi établi une communication directe entre Dijon et Gray, et a délibéré sur l'entretien des routes et sur le Code de la route.

A mesure que se développeront les services de transports automobiles, les régions auront de plus en plus à s'en occuper, notamment au point de vue de la liaison avec les autres moyens de transport : chemin de fer, bateau, avion.

3. *Navigation.*

A) *Voies maritimes.* — La V^e région, Nantes, a, avec la Chambre de commerce de Nantes, appuyé la démarche de la Chambre de Saint-Nazaire pour obtenir le maintien à Saint-Nazaire de la tête de ligne des services postaux sur l'Amérique Centrale.

Elle a aidé la Chambre de Nantes à obtenir la création de services réguliers sur l'Afrique Occidentale française qui fonctionnent depuis 1928.

La VIII^e région, Bordeaux, a obtenu des services maritimes plus confortables et plus rapides entre Bordeaux et l'Amérique du Sud et la Compagnie Sud-Atlantique a pu mettre en chantiers, avec le concours de l'Etat, un paquebot de 30.000 tonnes destiné à cette ligne.

B) *Aménagements des ports.* — La IV^e région, Caen, s'est occupée de munir d'appareils de chargement et déchargement les ports destinés à l'exportation du minerai de fer, notamment Granville, Cherbourg, Honfleur et Caen, et a réalisé l'accord entre les ports d'Honfleur et de Rouen au sujet de l'exécution des travaux de la Basse-Seine.

La VIII^e région, Bordeaux, s'est associée en novembre 1922 à la demande de la Chambre

de commerce de Bordeaux tendant à l'application du régime de l'autonomie du port de cette ville. Ses services techniques ont fait les études préalables et le comité a obtenu que le décret institutif du 13 novembre 1924 réserve trois places dans le conseil d'administration du port autonome aux représentants de la région, en dehors de ceux de la Chambre de commerce de Bordeaux.

La région a également obtenu que soit créé au Verdon un port d'escale qui permette aux grands courriers français ou étrangers de desservir le Sud-Ouest sans remonter la Gironde. Les travaux de construction sont en bonne voie de réalisation avec le concours des prestations en nature.

La région a appuyé les démarches de la Chambre de commerce de Bayonne pour que soit amélioré son port qui dessert activement le bassin de l'Adour et a réclamé la rénovation du port de Libourne qui dessert le bassin de la Dordogne.

La IX^e région, Toulouse, en plein accord avec la Chambre de commerce de Perpignan et la municipalité de Port-Vendres, a introduit une demande en institution de l'autonomie de ce port, le seul de sa circonscription, afin d'améliorer les relations avec l'Afrique du Nord.

La XVI^e région, parisienne, a étudié avec la Chambre de commerce de Corbeil la création à Juvisy d'un port fluvial qui, raccordé aux réseaux du P. L. M., du P. O. et de la Grande-Ceinture, devait décongestionner les ports et gares de l'agglomération parisienne ; mais divers obstacles ont empêché le projet d'aboutir.

La région a appuyé la Chambre de commerce de Melun dans sa réalisation d'une gare d'eau à Montereau.

C) *Canaux et rivières.* — L'Office des transports commun à la I^{re} région, Lille, et à la II^e région, Amiens, a participé aux congrès de navigation de Rouen en 1921 et de Lille en 1924, et à l'Exposition de Bâle en 1926 ; il s'est efforcé de trouver un terrain d'entente entre le chemin de fer et la navigation pour les tarifs mixtes et le raccordement des ports fluviaux.

L'Office a présidé à la constitution des bureaux d'affrètement de Lille, Douai, Béthune et Valenciennes, créés conformément au décret du 11 janvier 1921 sur la navigation intérieure, et a étudié, d'accord avec les houillères, une convention type d'affrètement qui a été appliquée en 1922 et refondue en 1926.

L'Office a obtenu la révision du décret du

19 juin 1875 sur l'organisation du halage par chevaux sur les rivières et canaux du Nord, et le décret du 22 août 1924, étendu par celui du 27 août 1927, a fait entrer les engins mécaniques parmi les moyens de traction prévus. Ainsi le halage mécanique, notamment le système électrique Cheneau, a pu être organisé sur les voies navigables des deux régions.

Les deux régions par leur Office ont soutenu la Chambre de commerce de Douai dans ses négociations avec l'Etat pour l'achèvement du canal du Nord.

L'Office a également étudié la création d'un canal du Nord-Est, le remplacement de l'ancienne rivière canalisée de la Lawe par un canal d'Aire à la Lys entre Hingettes et Merville, conformément à la demande de la Chambre d'Armentières, et un projet de canal maritime reliant Dunkerque à Lille ; la situation financière n'a pas permis de poursuivre ces projets.

La IV^e région, Caen, a étudié divers projets concernant le canal de la Manche à la Loire qui présente un grand intérêt pour l'exportation du minerai de fer normand.

La V^e région, Nantes, suit de près l'aménagement de la Loire navigable entre Nantes et l'embouchure de la Maine et a demandé, avec

la sous-région d'Orléans, la construction d'un canal latéral d'Orléans à Angers.

La VII^e région, Limoges, a procédé à l'étude de la mise en état de navigabilité de la Charente d'Angoulême à la mer et de la construction d'un canal de la Loire à la Garonne de Libourne à Montluçon, mais la situation financière ne peut faire espérer une prompte réalisation de ces projets.

La VIII^e région, Bordeaux, s'est occupée de l'amélioration de diverses voies navigables de sa circonscription (Isle, Lot, Baïse) et, conjointement avec l'Office des transports de Toulouse, de la réfection du canal latéral à la Garonne et du canal du Midi.

La IX^e région, Toulouse, s'est de même occupée des canaux et rivières et a participé à l'exposition de Bâle en 1926.

La X^e région, Montpellier, s'intéresse au canal de Sète à Beaucaire qui doit la faire profiter des travaux faits sur le Rhône.

La XI^e région, Marseille, et la XIII^e région, Lyon (création d'un institut d'études rhodaniennes à la Faculté des Lettres), se sont principalement occupées de l'aménagement du Rhône et de la liaison du Nord et de l'Est par cette grande artère fluviale, en collaboration avec la

XVIII^e région, Dijon, et la XX^e région, Besançon, pour la Saône et le canal du Rhône au Rhin.

M. Henri Brenier, directeur général du secrétariat de la Chambre de commerce de Marseille et secrétaire général de la XI^e région, a présenté au congrès des Chambres de commerce françaises de la Méditerranée, tenu à Marseille en septembre 1928, un remarquable rapport sur cette question, où il met en lumière les résultats acquis, les efforts entrepris et les conséquences heureuses qu'aurait sa solution définitive.

Il expose tout d'abord que la Société anonyme concessionnaire unique n'a pu être formée dans le délai de trois ans imparti par la loi du 27 mai 1921, en raison des difficultés juridiques relatives à l'élaboration des statuts et du cahier des charges général de la concession du Rhône, le ministère des Travaux publics n'ayant pu établir un projet de décret satisfaisant les intéressés, et de difficultés financières qui se sont manifestées par l'impossibilité de réunir les énormes capitaux nécessaires, estimés en 1921 à 360 millions pour le capital-actions et dix fois plus pour les obligations à émettre avec la garantie de l'Etat. La première tranche de travaux, évaluée alors à 1.150 millions, comportait

la construction de deux usines, l'une de 70.000 C. V. et l'autre de 206.000 C. V.

Les réalisations déjà acquises sont l'amélioration du canal de Marseille au Rhône (202 millions) et du canal d'Arles à Bouc (86 millions), la construction du souterrain du Rove (22 mètres de largeur sur 4 de profondeur), dû à la Chambre de commerce de Marseille pour une large part, inauguré en 1927, et la construction du port Rambaud à Lyon sur la Saône, en amont de l'écluse de la Mulatière, géré par la Chambre de commerce.

Il a fallu abandonner le projet de faire du canal du Rhône au Rhin un canal à grande section pour chalands de 1.200 ou même de 1.000 tonnes et, dès 1920, le gabarit pour la péniche dite flamande de 300 tonnes (280 tonnes de portée effective en lourd à 1 m. 80 d'enfoncement ; longueur 38 m. 50 sur 5 mètres de large) a été adopté par le ministère des Travaux publics comme celui auquel le canal devait être porté ; les péniches de ce type circulent sur les canaux du Nord, elles ont transporté sur les voies navigables françaises 39 millions de tonnes en 1926. Diverses améliorations ont été apportées depuis 1919 au canal du Rhône au Rhin.

a) *Sur le parcours alsacien* (de Strasbourg à l'extrémité nord du bief de partage de Valdieu

à 344 mètres d'altitude, soit 138 kilomètres et 85 écluses), 41 écluses en amont de Mulhouse ont été allongées.

La navigation a été régularisée par l'étanchement de certaines parties avec réduction de la perte d'eau de 50 %.

Les Chambres de commerce de Mulhouse, Strasbourg et Colmar, en accord avec la XX^e région, Besançon, mettent au point le projet de halage électrique et de commande électrique des écluses, notamment sur l'embranchement Mulhouse-Huningue qui aboutit à Bâle, et sur le parcours entre Mulhouse et la Saône ; aussi le trafic Bâle-Strasbourg par le canal a-t-il doublé de 1926 à 1927 : 224.818 tonnes contre 107.444 tonnes pour les sept premiers mois (Voir la *Navigaton du Rhin* du 15 août 1928).

b) *Entre Valdieu et Saint-Symphorien* (où le canal rejoint la Petite Saône), soit sur 186 kilomètres par le Doubs, le canal a été rectifié, déroché, dragué, notamment entre Besançon et Fesch-Châtel. On étudie l'amélioration du chemin de halage et la mise en canal indépendamment du Doubs sur 57 kilomètres à partir de Torpes.

c) *La navigabilité de la Saône* a été étudiée très complètement par la XVIII^e région, Dijon. On peut diviser son cours en trois sections :

1^o *La Saône supérieure* entre Corre (sur le canal de l'Est) et Gray qui comporte quinze écluses de 5 m. 20 sur 38 m. 50.

2^o *La Petite Saône* entre Gray et Verdun-sur-le-Doubs (confluent du Doubs), qui a cinq écluses de 14 m. 50 sur 39 m. 50 et quatre écluses de 8 mètres sur 39 m. 50.

3^o *La Grande Saône* entre Verdun-sur-le-Doubs et Lyon dont les deux écluses ont en principe 16 mètres sur 150 m. 40.

Un convoi, composé d'un remorqueur et de quatre péniches, exige cinq sasements pour franchir une écluse entre Corre et Saint-Jean-de-Losne (à 44 kilomètres en aval de Saint-Symphorien) et trois sasements entre Saint-Jean-de-Losne et Verdun-sur-le-Doubs, ce qui rend le remorquage coûteux et ralentit considérablement le trafic.

Aussi n'emploie-t-on le halage que dans la Saône supérieure et la Petite Saône.

La XVIII^e région, Dijon, propose d'unifier les écluses au type uniforme de 160 mètres de longueur sur 16 mètres de large, ce qui permettra le passage en un seul sasement, en commençant par cinq écluses de la Petite Saône.

d) *L'abaissement du plan du canal dans le bief de partage de Valdieu et la construction d'un*

réservoir de six millions de mètres cubes régularisant son débit seront prochainement terminés.

e) Enfin, *un accord de principe serait réalisé avec la Suisse* pour porter de 0 m. 60 à 1 m. 20 l'amplitude des variations de niveau du Lac Léman qui résulte de la manœuvre des barrages installés sur le fleuve à Genève.

La capacité d'emmagasinement du lac atteindrait 698 millions de mètres cubes et surtout le débit du Rhône passant de 120 à 185 mètres cubes à la seconde à l'étiage deviendrait plus régulier, d'autre part la puissance totale théorique des chutes du Haut-Rhin serait portée de 95 à 190 millions de Kw. h. par an.

Lorsque l'aménagement du Rhône sur les bases actuelles sera terminé, la région industrielle de l'Est se trouvera en relations directes avec Lyon et Marseille par le canal de l'Est et la Saône ; de même pour Anvers et Rotterdam par le Rhin, le canal du Rhône au Rhin et la Saône, et les vingt usines hydro-électriques prévues dans le premier projet d'aménagement total doivent donner quatre milliards de Kw. h. par an, soit l'équivalent d'une mine perpétuelle de charbon de cinq millions de tonnes.

Déjà l'achèvement des travaux à Valdieu va permettre aux trains de péniches de 300 tonnes

de fer ou d'acier de venir de Strasbourg à Marseille sans transbordement, malgré 174 écluses (172 jusqu'à Lyon, plus celle de la Mulatière et celle d'Arles). Or, ajoute M. Brenier, une écluse équivaut, comme perte de temps, à un allongement de parcours de un kilomètre, Strasbourg se trouvera donc à $874 + 174 = 1.048$ kilomètres de Marseille, et Rotterdam à 1.866 kilomètres, soit de Strasbourg à Port-Saïd 3.838 kilomètres au lieu de 6.074 par Rotterdam et le détroit de Gibraltar.

M. Brenier examine ensuite en détail les trois questions de la navigation, des forces hydro-électriques et de l'irrigation, puis il développe les conséquences de l'aménagement du Rhône et montre les exemples allemand et suisse ; ainsi sur le Mittelland-Kanal qui va réunir l'Elbe à la Weser, reliée au Rhin depuis 1916, les deux écluses d'Anderten mesurent 225 mètres sur 12 pour une différence de niveau de 15 mètres et des chalands de 1.000 tonnes ; l'éclusage nécessite 42.000 mètres cubes d'eau dont 73 % sont récupérés, cependant un seul homme suffit à la commande électrique de l'installation. L'Allemagne va dépenser cinq milliards pour la jonction du Rhin au Danube par le Mein et par le Neckar sans compter un canal allant

du Danube au lac de Constance, et la Suisse un milliard pour le canal transhelvétique reliant le Léman au Rhin par le lac de Neuchâtel, le lac de Bienne et l'Aar.

L'aménagement du Rhône coûterait six milliards échelonnés sur quinze ou vingt ans ; ce délai pourrait être abrégé par l'emploi des prestations en nature du plan Dawes comme le réclament les Chambres de commerce de Marseille et de Lyon. Le Congrès comprenant les Chambres de commerce de la X^e région, Montpellier, de la XI^e région, Marseille, de la XII^e région, Grenoble, de la XIII^e région, Lyon, de la XVIII^e région, Dijon, de la XX^e région, Besançon, les Chambres de l'Afrique du Nord et les Chambres françaises de tout le bassin méditerranéen plus celle de Genève, a adopté un vœu demandant que le problème de l'aménagement du Rhône soit sans retard déferé à une commission de techniciens et que le nouveau plan financier proposé utilise les prestations en nature.

La XIV^e région, Nancy, a mis au point la question du Rhin navigable, liée à celle du barrage de Kembs (Voir *Houille blanche*, ci-dessus) et celle du halage mécanique avec la I^{re} région, Lille, et la XX^e région, Besançon.

La XVI^e région, parisienne, a étudié un projet

de canal reliant le canal de la Marne au Rhin à l'Aube et à la Seine, par Vitry-le-François, Arcis-sur-Aube et Marcilly. Ce projet a été incorporé dans le projet Chabal.

Elle s'est occupée de la mise au gabarit normal du canal du Nivernais, de celui de l'Aisne à l'Oise et de celui d'Orléans et a réitéré ses démarches pour faire aboutir le projet de loi correspondant, arrêté par la situation financière.

Elle a protesté contre la livraison par l'Allemagne, au titre des réparations, de péniches d'un tonnage trop élevé pour être utilisées sur la plupart des canaux français.

Elle a pris part à l'Exposition de Bâle en 1926.

La XVII^e région, Clermont-Ferrand, a mis au concours le projet du canal latéral à l'Allier et s'occupe d'un canal de jonction du bassin de la Loire à celui de la Garonne.

La XVIII^e région, Dijon, a également participé à l'exposition de Bâle en 1926 et étudié un projet de réservoir près de Saint-Seine-l'Abbaye pour alimenter le canal de Bourgogne.

4. Aviation.

Le développement de l'aviation commerciale et postale est à l'ordre du jour. La création encore

récente du ministère de l'Air montre que les pouvoirs publics ont compris qu'il est d'importance vitale pour la France de posséder une aviation bien organisée. Le Comité français de propagande aéronautique s'efforce d'obtenir le concours des Chambres de commerce, et l'assemblée des présidents a désigné l'Union des Offices de transports comme son représentant auprès de la commission technique du Comité.

Mais si le problème de la mise en service de lignes d'aviation à travers toute la France est d'ordre général, il n'en reste pas moins que les régions économiques peuvent y apporter une collaboration féconde.

De fait, elles donnent leur appui à la campagne entreprise par le Comité français de propagande aéronautique, et nombre d'entre elles se préoccupent de ce que, dans l'établissement du réseau aérien, les intérêts de leur région ne soient pas oubliés ; quelques-unes envisagent la création d'aéroports trop coûteux à établir et à entretenir pour une seule Chambre de commerce. Toutefois, on peut espérer voir bientôt cette question se simplifier considérablement par la mise en application industrielle de dispositifs techniques nouveaux qui, permettant la montée

et la descente verticale de l'avion, tel l'autogyre de M. de la Cierva, ne nécessiteront plus que des aéroports de dimensions restreintes et rendront possible la multiplication des escales sans diminuer la rapidité du parcours.

La IV^e région, Caen, a organisé un voyage de propagande au Bourget.

La V^e région, Nantes, a appuyé le projet de construction d'un aérodrome à Nantes-Château-Bougon et a pris part à la conférence inter-régionale de Bordeaux et organisé celle de Nantes en 1927 où ont été préconisées d'abord la création d'une ligne Nord-Sud Cherbourg-Nantes-Bordeaux, ensuite celle d'une ligne transversale Nantes-Angers-Tours-Bourges-Lyon-Genève.

La VIII^e région, Bordeaux, a organisé la conférence de 1927 tenue dans cette ville et à laquelle assistaient des délégués du canton de Genève ; elle a préparé un statut de la ligne transversale proposée, qui fixe le mode de participation des Chambres de commerce, et elle a facilité la création d'une ligne Paris-Bordeaux-Biarritz.

Ses services étudient avec les Chambres de commerce adhérentes des projets de terrains d'atterrissage et de secours.

La IX^e région, Toulouse, et la XI^e région,

Marseille, suivent de près l'établissement du réseau aérien ; leurs centres sont déjà des têtes de lignes des grands services aériens.

La XIV^e région, Nancy, se préoccupe des lignes vers Strasbourg et l'Europe Centrale ; Mulhouse, Bâle, la Suisse et l'Italie ; Dijon, Lyon, Marseille ; Bordeaux, Toulouse ; l'Angleterre ; Lille, Bruxelles et la Hollande ; la Sarre, Cologne, la Ruhr, Francfort et Berlin.

III. — DÉBOUCHÉS. — 1. *Documentation relative à la production régionale.*

Toutes les régions s'efforcent de faire connaître les ressources de leur circonscription par des ouvrages, des périodiques ou des organismes permanents ; elles ont d'autre part collaboré à la remarquable collection d'atlas-guides publiés par M. A. Megglé, directeur du Comité national des conseillers du commerce extérieur, à raison d'un fascicule par région économique, collection dont le succès est très grand.

A) *Inventaires régionaux.* — La I^{re} région, Lille, dont la grande activité industrielle rend extrêmement difficile la publication d'un ouvrage à jour sur l'ensemble des forces productrices de

la région, a tourné la difficulté grâce au cours de géographie régionale ; M. le professeur Sorre, titulaire de la chaire, traite chaque année un sujet différent, le cours pris par un des auditeurs est revu et corrigé par le professeur qui le donne à l'impression. Les deux fascicules concernant l'industrie extractive, l'agriculture et les industries agricoles ont déjà paru ; les numéros suivants porteront sur les voies navigables, les chemins de fer, l'industrie textile.

D'autre part, la région a publié et largement diffusé la traduction d'un ouvrage statistique préparé par le service économique du grand quartier général allemand pendant l'occupation.

La II^e région, Amiens, a amorcé un atlas économique de la région.

La IV^e région, Caen, a publié l'atlas économique de la Basse-Normandie, l'atlas touristique et les *Mines de Fer en Basse-Normandie*.

La VIII^e région, Bordeaux, a fait tirer à plus de 10.000 exemplaires une plaquette résumant les renseignements essentiels sur l'organisation de la région et ses services.

La IX^e région, Toulouse, a dressé cartes et graphiques sur les mines, les forêts, les forces hydrauliques, les professions... etc..., de sa circonscription et prépare un atlas qui indiquera

la répartition géographique des usines de chaque industrie.

La X^e région, Montpellier, a publié l'*Annuaire général du Midi*, comportant la liste par profession des commerçants et industriels de la région.

La XI^e région, Marseille, a fait paraître un magnifique atlas où sont minutieusement consignés, au moyen de cartes et de graphiques extrêmement clairs et précis, tous les renseignements concernant la vie économique de la région ; c'est un véritable atlas-modèle qui fait honneur à ses auteurs.

La XIII^e région, Lyon, publie des monographies sur les produits régionaux.

La XVI^e région, parisienne, a publié une importante monographie sur sa circonscription, abondamment illustrée et très documentée.

La XVIII^e région, Dijon, a dressé une carte économique accompagnée de notices sur le commerce et l'industrie de la région.

B) *Périodiques*. — La plupart des régions publient un périodique qui résume leurs travaux, publient des monographies sur la région et diffusent les renseignements utiles :

Archives du I^{er} groupement économique régional (Lille).

La Normandie économique (III^e région, Rouen, et IV^e région, Caen).

Loire-Atlantique, bulletin de la V^e région économique, Nantes (en commun avec l'Association industrielle, agricole et commerciale de l'Ouest).

Compte-rendu des séances de la VI^e région, Rennes.

Région économique du Centre-Ouest (VII^e région, Limoges).

La Région économique de Toulouse et des Pyrénées (IX^e région, Toulouse).

L'Economiste Méridional (X^e région, Montpellier).

Dans la XIV^e région, Nancy, l'Office économique de l'Est édite *L'Union économique de l'Est* créé dès 1906 avec l'appui des Chambres de commerce, *Le Petit Officiel de l'Industrie et du Commerce français* (ces deux publications bénéficient du patronage officiel du ministère du Commerce), la *Cote officielle de la Bourse de Nancy* et les *Tablettes lorraines des sociétés* ; la région publie un *Bulletin de correspondance*.

Bulletin périodique de la XVI^e région (parisienne).

La Région du Centre (XVI^e, Clermont-Ferrand).

Procès-verbaux de la XVII^e région (Dijon).

Le Centre économique (XIX^e région, Bourges).

Procès-verbaux de la XX^e région (Besançon).

Dans les autres régions, les procès-verbaux de séances sont insérés dans le bulletin de la Chambre de commerce qui est au centre de la région.

C) *Organismes.* — Ces organismes sont principalement des bureaux de renseignements sur la production régionale avec fichiers et des musées d'échantillons des produits régionaux.

Les administrations publiques tendent de plus en plus à communiquer aux régions les cahiers des charges des marchés de fournitures qu'elles mettent en adjudication.

La I^{re} région, Lille, dès 1922, a entrepris, avec le Comptoir régional d'achats, une enquête sur les productions régionales, qui a permis d'établir un fichier, toujours tenu à jour, grâce auquel on peut connaître à première lecture les producteurs d'un article déterminé établis dans la région. Elle a constitué un Comité de propagande pour l'Exposition des Arts Décoratifs de Paris 1925, qui s'est dissout après l'exposition.

La II^e région, Amiens, a également établi un fichier.

La III^e région, Rouen, utilise l'office d'informations de la Chambre de commerce de Rouen

et a présenté à l'Exposition des Arts Décoratifs de Paris 1925 un pavillon de la Haute-Normandie « Le Clos Normand ».

La IV^e région, Caen, organise un bureau de renseignements et un musée d'échantillons, qui par brochures et tracts feront connaître les produits de la Basse-Normandie ; elle a contribué à l'exposition des arts appliqués de Caen, qui comptait 150 exposants et a reçu 75.000 visiteurs.

La V^e région, Nantes, se met d'accord pour la création d'un musée d'échantillons avec l'école supérieure de commerce de Nantes, qui va être, en 1930, transférée dans de nouveaux locaux beaucoup plus vastes. La région possède un fichier bien installé.

La VII^e région, Limoges, a fait édifier avec le concours de la ville de Limoges et d'un certain nombre de départements de la VII^e région un pavillon à l'Exposition des Arts Décoratifs de Paris 1925 où étaient exposées les productions régionales (émaux et porcelaines de Limoges, tapis et tapisseries d'Aubusson, etc...), et elle a obtenu un grand prix, alors qu'un tel pavillon n'aurait pu être réalisé par un département seul ou une Chambre de commerce isolée.

La région, aidée par le Comité général de la

Haute-Vienne, la ville et la Chambre de Limoges, a organisé dans l'ancien palais épiscopal un musée régional d'échantillons, inauguré le 17 mai 1926, dans lequel sont groupées les principales industries de la région, soit quarante industries représentées par plus de deux cents maisons. Une large publicité lui assure un nombre important de visiteurs français ou étrangers, qui augmente chaque année.

La région a en outre un fichier complet sur les productions de la région.

La VIII^e région, Bordeaux, possède un grand office de renseignements créé en 1921 qui possède une abondante documentation sur les productions régionales et fournit rapidement tous les renseignements demandés ; son musée d'échantillons compte aujourd'hui près de 350 exposants.

La IX^e région, Toulouse, a établi et tient à jour un fichier très complet sur le commerce et l'industrie de la région.

Elle a préféré à l'installation d'un musée d'échantillons, l'organisation, dans une grande salle spécialement édifiée par la Chambre de commerce de Toulouse, de courtes expositions successives qui depuis 1925 ont présenté les principaux produits régionaux.

D'autre part, la région a prêté son concours à

la foire d'échantillons de Toulouse qui s'est tenue pour la première fois en octobre 1928.

Déjà en 1909 les Chambres de commerce de l'Est s'étaient groupées pour réaliser un pavillon en commun. Aujourd'hui la XIV^e région, Nancy, utilise les services de l'Office économique de l'Est ; le *Petit Officiel du Commerce et de l'Industrie français* publie, chaque quinzaine, une partie consacrée exclusivement aux marchés coloniaux et étrangers. Avec le concours de plusieurs groupements, elle a fait construire le pavillon de Nancy et de l'Est à l'Exposition des Arts Décoratifs de Paris 1925 (coût plus d'un million) qui lui a valu un grand prix dans la classe d'architecture et un diplôme d'honneur dans celle du mobilier.

Elle projette la construction d'un pavillon où seraient groupés les principaux produits régionaux et qui figurerait aux différentes foires des centres régionaux français. Elle a organisé également une exposition de publicité.

La XVII^e région, Clermont-Ferrand, possède un musée régional d'échantillons ouvert en août 1921 avec 70 puis 180 exposants et visité en quelques mois par plus de 4.000 personnes ; depuis lors, l'affluence des visiteurs augmente chaque année.

La XVIII^e région, Dijon, a aménagé la salle du restaurant de la tour de Bourgogne à l'Exposition des Arts Décoratifs de 1925 et a reçu un diplôme et une médaille de grand prix.

Elle se fait réserver dans le grand hall de la Bourse de commerce un emplacement pour un musée d'échantillons, et prend une part active à la Foire gastronomique annuelle de Dijon.

2. Liaison avec les services d'expansion commerciale

Lorsque M. Clémentel a organisé, par la loi du 25 août 1919, les services d'expansion commerciale, il avait établi un plan d'ensemble dont la réalisation a doté la France de tous les organismes nécessaires au développement de son commerce extérieur ; leur fonctionnement et leur action ont été exposés et précisés par M. A. Charmeil, conseiller d'Etat, directeur au ministère du Commerce, dans une remarquable conférence faite à l'Institut des Sciences sociales de l'Université de Lille (Les services français d'expansion commerciale) le 22 décembre 1927.

Une fois les régions économiques constituées, le 5 avril 1919, le nombre des directions du ministère du Commerce a été porté à quatre par la loi du 25 août ; leurs attributions se répartissent ainsi :

La direction de la propriété industrielle, dirigée par M. Drouets, s'occupe des questions de législation intérieure et internationale des marques de fabriques, brevets d'invention, dessins et modèles industriels et gère l'Office national de la propriété industrielle installé rue de Pétrograd.

La direction des accords commerciaux, à la tête de laquelle est M. Elbel, prépare et négocie les conventions commerciales avec les nations étrangères. M. Elbel a succédé à M. Serruys.

La direction des affaires commerciales et industrielles a dans ses attributions tout ce qui touche la production nationale ; à ce titre, elle contrôle les Chambres de commerce et les régions économiques. Elle est chargée de la confection du tarif douanier, notamment de la refonte de la nomenclature douanière et de son unification par entente avec les différents pays ; cette importante tâche est menée à bien sous l'impulsion de son éminent directeur M. Fighiera.

Enfin, créée par la loi du 1919, la direction du personnel, de l'expansion commerciale et du crédit, sous la haute autorité de M. Charmeil, est : « l'organe central — placé à la tête des services d'expansion commerciale — qui, après avoir présidé à l'élaboration du plan suivant lequel

ces services ont été créés, est chargé de leur donner l'impulsion, de les administrer, de coordonner et de contrôler leur activité.

« A cet effet la direction de l'expansion commerciale prépare les projets de loi, les décrets, les arrêtés, les instructions nécessaires au fonctionnement du service » ; elle s'occupe du recrutement et des voyages du personnel, elle assure le paiement de ses émoluments ; elle prépare et défend devant le Parlement le budget annuel.

Ses représentants à l'étranger sont les attachés et agents commerciaux auprès des missions diplomatiques françaises ; dans les principaux pays l'attaché commercial est secondé par un office commercial qui s'occupe des questions de détail ; il est aidé dans son action par les Chambres de commerce françaises à l'étranger et les conseillers du commerce extérieur établis à l'étranger ; les attachés commerciaux renseignent à la fois le gouvernement et les exportateurs, préparent les missions de commerçants français, agissent auprès des gouvernements étrangers pour la sauvegarde des intérêts français.

L'Office national du commerce extérieur, présidé par M. Clémentel, réunit toute la documentation utile aux exportateurs français, il communique à la presse technique, aux Chambres

syndicales, et publie dans le *Moniteur officiel du Commerce et de l'Industrie* les notes et rapports envoyés par les agents commerciaux ; d'autre part il leur fournit tous les renseignements utiles sur la production française, une circulaire confidentielle leur apporte chaque mois un résumé des principaux faits économiques et des notes des diverses Chambres syndicales.

L'Office est secondé par le Comité national des conseillers du commerce extérieur dont M. Clémentel est le président et M. A. Megglé l'actif directeur. Le Comité étudie les questions d'exportation au point de vue des commerçants français et collabore aux travaux de la Chambre de commerce internationale, dont la section française est présidée par M. Clémentel ; il a créé un cours de représentation commerciale et industrielle, soutient l'Association française pour l'étude des langues et l'envoi de jeunes Français à l'étranger et organise des missions économiques à l'étranger.

Ces groupements, auxquels viennent s'ajouter le Comité français des expositions, présidé par M. le sénateur Chapsal, président de la Commission des réparations, le Comité permanent des foires, l'Union des Chambres de commerce françaises à l'étranger, l'Union pour les Fran-

çais à l'étranger, réunissent leurs services dans le même immeuble, avenue Victor-Emmanuel-III ; les fonds nécessaires proviennent de la taxe pour le développement du commerce extérieur perçue, comme le droit de statistique, sur les marchandises importées et exportées ; les intéressés ont demandé que le taux en soit porté de 0,05 à 0,20, ce qui a permis de porter à 53 le nombre des attachés commerciaux, tout en améliorant leur situation, sans charge nouvelle pour le Trésor.

Mais afin d'accomplir une œuvre féconde, ces organismes doivent avoir leurs correspondants dans toute la France : ce sont les conseillers du commerce extérieur groupés en comités régionaux et gérant les agences régionales de l'Office national du commerce extérieur ; leurs sièges sont confondus avec les secrétariats des régions économiques qui s'en remettent à eux pour l'examen de toutes les questions concernant le commerce extérieur.

Ainsi apparaît en pleine lumière l'organisation d'expansion commerciale conçue et réalisée par M. Clémentel, œuvre à laquelle nos concurrents les plus directs rendent hommage (*Gazette de Voss* du 12 avril 1925) ; d'une part les régions économiques qui groupent les efforts des com-

merçants et industriels ; de l'autre, l'Office national et le Comité national des conseillers du commerce extérieur qui s'efforcent de développer les échanges entre la France et les pays étrangers : documentés sur les productions régionales par les secrétariats des régions, ils peuvent répondre aux demandes que leur adressent les maisons étrangères et, grâce aux rapports des attachés commerciaux et des organismes français à l'étranger, ils sont à même de fournir aux régions tous les renseignements sur les pays étrangers : état des marchés, usages commerciaux des pays, liste des maisons honorablement connues, etc...

La fusion entre le secrétariat de la région et l'agence régionale de l'Office national a été réalisée presque partout ; en outre lorsque les attachés commerciaux viennent en France, les régions organisent dans les principaux centres, comme le fait à Paris le Comité national, des réunions où ceux-ci exposent l'état économique du pays où ils résident : indices de prospérité, besoins du marché, crédit, concurrence, desiderata des acheteurs, etc... Les agences régionales et les comités régionaux des conseillers reçoivent des subventions de l'Office national et du Comité national.

Ce bref examen montre l'activité des régions dans le commerce extérieur.

A) *Comités régionaux des conseillers du commerce extérieur.* — Leur activité est exposée dans les rapports présentés par M. A. Megglé aux assemblées du Comité national ; ils fonctionnent dans la plupart des régions, cependant il y a lieu de noter quelques différences :

Dans la I^{re} région, Lille, le Comité des conseillers ne joue qu'un rôle consultatif et l'agence régionale est administrée par la région elle-même.

La II^e région, Amiens, a fourni directement au Comité national des conseillers une importante documentation sur la production de sa circonscription.

Dans la XI^e région, outre le comité de Marseille, il existe à Nice un comité des conseillers des Alpes-Maritimes qui s'occupe principalement des questions relatives à l'exportation des produits locaux : fleurs, parfums, etc...

La XV^e région, Paris, est le siège de tous les services centraux d'expansion commerciale.

La XVI^e région parisienne, étant donné la proximité de la capitale, n'a pas d'organisme spécial, mais la sous-région du bassin de la

Loire a un comité de conseillers qui fonctionne normalement à Orléans depuis deux ans.

La XX^e région, Besançon, n'a pas créé de services spéciaux depuis sa constitution en 1927, mais un comité régional de conseillers existe à Strasbourg.

Enfin l'Algérie possède à Alger une agence régionale et un comité régional de conseillers bien organisés et très actifs.

Les principales questions qui ont retenu l'attention des comités régionaux de conseillers et des agences régionales dans les diverses régions économiques peuvent se classer ainsi :

a) *Communication aux intéressés de la documentation reçue de l'Office national du commerce extérieur ou des attachés commerciaux.* -- La I^{re} région, Lille, publie un bulletin mensuel qui indique sommairement les documents mis à la disposition de ses correspondants au siège de l'agence. Il faut souhaiter que cette heureuse initiative soit imitée par les autres régions. En cas d'urgence, elle avise directement les exportateurs, ainsi en 1927 elle a diffusé 180 avis d'adjudications à l'étranger.

La III^e région, Rouen, utilise les services et les archives de l'Office d'informations de la Chambre de commerce de Rouen.

La V^e région, Nantes, a installé les services de l'agence dans une salle de la Bourse de Nantes où elle répond à de nombreuses demandes de renseignements, et fournit aux exportateurs des représentants et voyageurs de commerce.

La VI^e, Rennes, et la VII^e, Limoges, ont des agences qui se développent de la même façon.

La VIII^e région, Bordeaux, met son office de renseignements à la disposition de l'agence régionale installée à la Bourse maritime ; l'agence reçoit, classe et communique aux intéressés de nombreux documents, tels les avis d'adjudication à l'étranger.

La région est intervenue pour développer l'exportation des produits régionaux et assurer leur protection à l'étranger (noix et cernaux en 1921 ; prunes d'ente 1926 ; poteaux de mines 1920 et 1926), en facilitant les échanges commerciaux (notamment vis-à-vis de l'Espagne, des Etats-Unis, de l'Irlande et du Canada). Elle a obtenu la réorganisation de la juridiction de divers consulats étrangers à Bordeaux.

La IX^e région, Toulouse, et la X^e, Montpellier, avisent les intéressés des notes urgentes ou confidentielles émanant des services d'expansion économique et les transmettent aux Chambres de commerce adhérentes. Elles étudient

les relations franco-espagnoles et les répercussions des modifications de l'Arancel espagnol.

La XI^e région, Marseille, diffuse rapidement les renseignements intéressant les exportateurs, elle les met en rapport avec les maisons établies à l'étranger susceptibles de devenir leurs clients ou leurs représentants.

La XII^e région, Grenoble, a commencé son action dès la création, en 1927, de l'agence régionale.

La XIII^e, Lyon, multiplie chaque année ses communications de renseignements ; elle a organisé en 1927 un service de traductions en toutes les langues. L'enseignement supérieur de représentation du commerce extérieur, créé en 1926 par le Comité régional des conseillers, prépare les cadres des représentants et voyageurs de commerce à l'étranger ; il est complété par des conférences faites en anglais — en 1927 sur l'organisation industrielle des Etats-Unis — et les lauréats reçoivent des bourses de voyage.

La XIV^e région, Nancy, communique la documentation utile aux exportateurs soit directement, soit par l'intermédiaire de la *Revue industrielle de l'Est*. Son agence est gérée par la Société industrielle de l'Est.

La XVII^e région, Clermont-Ferrand, la XVIII^e, Dijon, la XIX^e, Bourges, agissent de même par

la voie de la presse, de circulaires, etc... Dijon publie un bulletin mensuel d'informations.

b) *Visites des attachés commerciaux.* — Les agences régionales correspondent directement avec les services d'expansion commerciale établis à l'étranger ; en 1927 et 1928, presque toutes ont provoqué les visites des attachés commerciaux lors de leur séjour en France : Lille notamment en a reçu onze, en 1927, venus d'Allemagne, d'Australie, de Bolivie, de Bulgarie, du Chili, d'Esthonie, de Finlande, de Hongrie, d'Irlande et du Pérou. Nantes en a reçu également ainsi que le directeur du Conservatoire de Québec ; même activité à Limoges et à Bordeaux qui a eu en plus la visite d'une délégation de l'Ecole supérieure technique de Lisbonne et a organisé le stand de l'Office national et du Comité national des conseillers à la foire de Bordeaux. Toulouse, Montpellier, Marseille et Grenoble ont organisé des conférences où les attachés commerciaux ont fourni d'intéressantes précisions sur l'exportation des productions régionales, par exemple pour la vente en Angleterre et en Rhénanie des fruits et primeurs de la région toulousaine, et notamment sur la participation aux foires et expositions à l'étranger. Lyon a reçu des agents commerciaux — neuf en 1927

— et de nombreuses missions commerciales étrangères qu'elle a pilotées dans les milieux industriels et commerciaux ; le Comité régional des conseillers a participé aux foires de Luxembourg et de Prague et au congrès de Sarrebrück. Nancy, Clermont-Ferrand et Dijon ont reçu également des attachés commerciaux — huit à Nancy en 1927 — et le Comité des conseillers de Dijon participe à l'Exposition gastronomique annuelle.

c) *Réunions des Comités régionaux des conseillers du commerce extérieur.* — Ces réunions, au cours desquelles sont examinées des questions touchant l'exportation : organisation des expositions françaises à l'étranger ; tarifs douaniers, assurance-crédit, etc..., ont lieu soit périodiquement, soit quand un problème se pose. Le Comité de Nantes en 1927 a ouvert une enquête sur les difficultés de vente aux Etats-Unis.

Limoges organise d'importants congrès régionaux, à La Rochelle et à Périgueux notamment, afin de mieux faire connaître au sein même de la région les industries exportatrices, le Comité permanent des foires, le port de La Rochelle et ses avantages pour les expéditions outre-mer des produits régionaux.

A Bordeaux, le Comité se réunit en des dé-

jeuners-causeries où sont invitées les personnalités particulièrement compétentes sur la question traitée.

d) *Les Comités régionaux des conseillers ont prêté leur concours pour l'établissement des atlas-guides des régions économiques* dressés par M. A. Megglé.

Il faut souhaiter que la liaison soit toujours plus complète entre les services d'expansion commerciale et les régions, notamment que celles-ci fournissent à l'Office national du commerce extérieur des renseignements nombreux et précis pour la circulaire confidentielle adressée chaque mois aux attachés commerciaux.

B) *Crédit à long terme et assurance-crédit pour l'exportation.* — « Depuis la guerre, écrit M. Charmeil, l'exportation s'est heurtée à des difficultés considérables par suite des risques nouveaux que faisait courir aux vendeurs la situation instable de nombreux pays, tandis que la réduction du pouvoir d'achat dans les mêmes pays y incitait les importateurs à demander des délais de paiement de plus en plus longs. » Les pouvoirs publics se sont efforcés de faire accorder aux exportateurs français les mêmes facilités que celles dont jouissent leurs concurrents alle-

mands, américains, anglais : « La création en 1920 de la Banque nationale française du commerce extérieur a répondu à cette préoccupation » ; depuis cette date, plusieurs organismes privés ont été créés pour répondre au même besoin. D'autre part : « les risques de non-paiement, accrus par l'instabilité de la situation politique, économique et financière de nombreux pays, sont également un obstacle particulièrement grave au développement des affaires d'exportation. » Lorsque ces risques sont de nature purement commerciale, l'assurance privée peut les couvrir et la loi du 11 mars 1928 a accordé à de pareils contrats un régime fiscal spécial ; s'il s'y mêle des risques de caractère politique, il devient nécessaire de mettre en jeu la garantie de l'Etat qui seul peut agir auprès des gouvernements étrangers : la loi du 10 juillet 1928 met 60 % du risque à la charge de l'Etat et 40 % à celle de l'exportateur qui peut cependant s'assurer pour 20 % au maximum.

On peut attendre de bons résultats d'un tel système, plus souple que le système Ter Meulen.

Les organismes privés ou publics qui pratiquent le crédit à long terme ou l'assurance-crédit à l'exportation doivent connaître à la fois la situation exacte des exportateurs fran-

çais qui ont recours à leurs services et celle des acheteurs étrangers éventuels.

Etant donné la répugnance des commerçants et industriels français à ouvrir leur comptabilité et à accepter soit le crédit au livre, comme en Allemagne, soit les enquêtes d'agences qualifiées comme l'agence anglo-américaine Dunn, il semble que par le canal des régions et des Chambres de commerce adhérentes, les renseignements nécessaires dès l'abord pourraient être échangés : au secrétariat de la région, des fiches contiendraient des renseignements généraux sur les divers pays : état du marché, liste de maisons étrangères, usages commerciaux (notamment durée des crédits), concurrents étrangers et conditions qu'ils offrent, etc... ; le commerçant qui veut avoir recours au crédit pour exporter aurait déjà en main les premiers éléments d'appréciation sur les possibilités de vente dans les divers pays et sur le mécanisme du crédit à long terme et de l'assurance-crédit ; s'il poursuit son idée, il s'adresserait aux organismes compétents pour avoir des précisions sur une matière qui lui serait déjà un peu familière. Par contre ces organismes pourraient demander aux régions de leur faire connaître la situation de leurs clients éventuels, avant de se livrer

eux-mêmes à des enquêtes plus approfondies.

C) *Stages commerciaux.* — L'institution des stages commerciaux et industriels a pour but de permettre à des jeunes gens, sortis d'une école technique, commerciale ou industrielle, de se rendre à l'étranger ou aux colonies et, tout en occupant un emploi rémunéré, de s'initier aux usages professionnels ou commerciaux et, d'une façon générale, à la vie économique du pays où ils séjournent. Ces jeunes gens peuvent obtenir le patronage du sous-secrétaire d'Etat à l'enseignement technique et, si leur situation de fortune est insuffisante, des allocations sous forme de prêts d'honneur remboursables, en principe, en dix ans au plus, à compter de la fin du stage.

Diverses associations s'occupent depuis longtemps déjà de faciliter de tels voyages, mais leur siège est situé soit à Paris, soit à Roubaix, Rouen et Nancy ; afin que, dans toute la France, les jeunes gens désireux de s'expatrier temporairement pour compléter leur formation professionnelle puissent trouver des appuis, le ministre du Commerce, d'accord avec le sous-secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, a chargé les régions économiques d'organiser ces stages concurremment avec les associations agréées.

Le mécanisme est le suivant : le postulant trouve au secrétariat de la région où il réside une brochure de l'Office national du commerce extérieur qui donne toutes les indications nécessaires et un modèle d'engagement de prêt d'honneur. Il faut être Français, âgé de 17 à 28 ans, muni du diplôme d'une école technique industrielle ou commerciale reconnue par l'Etat ou jugé équivalent par la commission spéciale, et s'adresser avant le 1^{er} avril ou le 1^{er} octobre au président de la région ou d'une association agréée, en fournissant les diverses pièces justificatives (plus un certificat de bonne vie et mœurs, un certificat médical de bonne constitution et l'autorisation des parents pour les mineurs). Généralement le secrétaire général reçoit le candidat qui lui expose ses projets : le pays où il désire séjourner et dont il doit connaître la langue, la nature des emplois qu'il voudrait y trouver et tous renseignements sur ses études, ses aptitudes, ses voyages, ses occupations antérieures ; s'il sollicite une allocation, il doit fournir un certificat du maire établissant sa situation pécuniaire ou celle de ses parents. Le secrétaire général fait ensuite une enquête soit personnellement, soit en s'adressant aux Chambres de commerce adhérentes, puis il soumet

au Comité du groupement économique cette candidature et les autres qui se sont présentées. Le comité donne son agrément et le charge, au besoin après classement, de soutenir ces candidatures devant la commission spéciale des stages. Cette commission, présidée par M. le sénateur Cuminal, comprend de hauts fonctionnaires de l'enseignement technique, des représentants des ministères intéressés (Commerce, Affaires étrangères, Colonies), des régions, des associations agréées, des écoles techniques, les attachés commerciaux et les fonctionnaires résidant aux colonies présents à Paris.

La commission, qui doit avoir reçu les demandes avant le 20 avril et le 20 octobre, les examine dans la première quinzaine de mai ou de novembre. Elle reçoit par l'entremise de l'Office national du commerce extérieur les listes de places disponibles dans les divers pays dressées par les attachés commerciaux et elle s'efforce de satisfaire aux demandes des régions ; certains candidats ont déjà des places assurées par les régions, par leurs relations, par les maisons où ils ont travaillé.

En ce qui concerne les allocations, la part contributive de l'Etat prélevée sur un crédit spécial ne peut dépasser la dépense prévue, elle

est généralement égale à la somme offerte par la région ou l'association agréée. Le montant de l'allocation dépend du pays et du salaire offert par l'employeur, il varie de 5.000 à 10.000 francs environ ; l'intéressé ou sa famille supporte les frais qui dépassent cette somme.

La commission fixe la durée du stage à un an généralement et adresse des propositions au sous-secrétaire d'Etat, afin qu'il prenne sa décision. La décision est notifiée au président de la région ou de l'association qui se charge :

De remplir toutes les formalités nécessaires pour le départ des stagiaires ;

De rester en rapport avec les attachés ou agents commerciaux pour la surveillance des stagiaires ;

De centraliser les différentes contributions ;

D'effectuer auprès du représentant du ministère du Commerce le paiement trimestriel des allocations ;

De justifier chaque année avant le 1^{er} juillet des fonds mis à sa disposition (comme participation de l'enseignement technique à l'entretien des stagiaires), en adressant un tableau des stagiaires avec l'indication des situations occupées...

Chaque année avant le 1^{er} juillet, les régions ou associations adressent au président de la

Commission générale instituée auprès du sous-secrétariat d'Etat de l'enseignement technique, un rapport sur chacun de leurs stagiaires à l'aide des renseignements qui leur auront été fournis directement par les représentants du ministère du Commerce à l'étranger (brochure de l'Office national). Cette Commission générale est composée comme la Commission spéciale, mais elle comprend un plus grand nombre de membres et des membres d'honneur.

Le stagiaire, une fois agréé, est accrédité par le ministre du Commerce et le sous-secrétariat d'Etat à l'enseignement technique auprès de l'attaché commercial dans le pays où il se rend ; il est mis en route par les soins de la région.

Une fois installé, il doit rester en relations constantes avec l'agent commercial ; il lui rend compte mensuellement de ses travaux et lui fait part de ses remarques et observations. A la fin du stage, il remet, sur ses travaux et le pays visité, un rapport général qui est transmis à la région ou à l'association ; des récompenses peuvent être accordées pour les meilleurs comptes rendus. En cas de mauvaise conduite, le patronage de l'enseignement technique peut être retiré. La région ou l'association s'efforcent de placer le stagiaire à son retour.

L'institution des stages commerciaux fonctionne d'une façon très satisfaisante depuis 1922 (arrêté du sous-secrétaire d'Etat du 30 juillet 1921 ; lettre du ministre du Commerce et du sous-secrétaire d'Etat à l'enseignement technique aux présidents de régions en date du 31 mars 1922).

Quelques pays ont fait obstacle à l'entrée d'employés de commerce étrangers et le ministre du Travail négocie avec eux des accords basés sur la formule *Do ut des* : déjà une convention a été conclue le 16 mai 1928 avec l'Angleterre, suivant laquelle, à partir du 1^{er} juillet 1928, des stagiaires seront échangés jusqu'à concurrence de cinq cents par an ; une autre vient d'être signée avec l'Allemagne.

Du 1^{er} juillet 1927 au 30 juin 1928, trente-neuf stagiaires ont été admis et cinq renouvellements ont été accordés. Le total des subventions allouées s'est élevé à 298.000 francs, dont moitié à la charge de l'Etat.

Les stagiaires se montrent en général assidus et zélés dans leur travail ; certains rapports sont de véritables monuments et contiennent des précisions du plus haut intérêt : l'un d'eux, en 1928, a valu à son auteur la médaille de vermeil de l'enseignement technique avec une lettre

de félicitations du ministre et une récompense de 1.000 francs en espèces.

Certains stagiaires commencent à rembourser le prêt d'honneur sur leur salaire avant même leur retour en France ; d'autres prolongent leur séjour à leurs frais ou restent dans le pays, attachés à des maisons françaises ou à des services d'expansion commerciale (Chambres de commerce françaises, etc...).

Le rôle important des régions dans cette œuvre si utile au développement commercial de la France est appelé à s'accroître encore, en raison de la propagande qu'elles font pour inciter les jeunes gens à faire ces séjours profitables ; par ailleurs, elles s'efforcent de trouver des stagiaires pour les colonies et déjà plusieurs candidats et candidates ont été agréés.

La plupart des régions contribuent à envoyer des stagiaires à l'étranger :

La 1^{re} région, Lille, ne se charge que de la partie purement administrative de la constitution des dossiers des stagiaires, sans intervenir pécuniairement, estimant que les stages relèvent des organisations syndicales. Il existe en effet la « Société d'encouragement de Roubaix-Tourcoing, pour l'envoi de stagiaires industriels et commerciaux à l'étranger », organisme très

actif qui envoie annuellement après une sélection sévère un certain nombre de jeunes Français à l'étranger et en reçoit des rapports qui peuvent compter parmi les meilleurs.

La III^e région, Rouen, possède et soutient une association agréée : « le Comité normand d'encouragement pour la formation des représentants français à l'étranger », fondé en 1911.

La V^e région, Nantes, a depuis 1922 envoyé quatre stagiaires au Portugal, en Australie, en Indo-Chine, en République Argentine.

La VII^e région, Limoges, en a envoyé cinq en Europe Centrale, en Angleterre et en Espagne.

La XIII^e région, Lyon, accorde des bourses de voyages aux lauréats de son école de représentation et du commerce extérieur.

La XIV^e région, Nancy, est le siège de « la Société des Amis des Instituts techniques », association agréée.

La XV^e région, Paris, compte, comme associations agréées : « la Société d'encouragement pour le Commerce français d'exportation », « l'Association nationale pour l'étude des langues, et l'envoi de jeunes Français à l'étranger » qui a déjà envoyé plus de 230 stagiaires et qui accorde annuellement cinquante bourses dans les écoles Berlitz, « la Société des Ingénieurs civils de

France », « l'Association amicale des anciens élèves de l'Ecole centrale des Arts et Manufactures » et la « Société des anciens élèves des Ecoles nationales des Arts et Métiers ».

La XVI^e région, parisienne, a envoyé dix stagiaires à Berlin, Budapest, Sofia, Prague, en Angleterre et cinq à New-York.

La XVII^e région, Clermont-Ferrand, en a envoyé cinq au Canada, en Tchéco-Slovaquie, et trois en Angleterre.

La XVIII^e région, Dijon, a envoyé cinq stagiaires : deux à New-York, deux en Angleterre, un en Espagne.

IV. — QUESTIONS TOURISTIQUES.

La plupart des régions qui ont un secrétariat bien organisé et ouvert au public fournissent des renseignements touristiques aux commerçants étrangers à la région, qui viennent les consulter, ou leur secrétariat les adresse aux organismes compétents : syndicats d'initiative, etc..., avec lesquels elles agissent en parfait accord : ainsi le secrétaire général de la XII^e région, Grenoble, est le directeur du Bulletin de l'Association des producteurs des Alpes fran-

çaises et la région joue un rôle important dans les Congrès du tourisme.

Les régions orientent leurs efforts vers le développement du tourisme et du thermalisme dans leur circonscription, notamment en favorisant l'aménagement d'hôtels confortables par l'extension du crédit hôtelier ; presque toutes ont constitué un comité régional du crédit hôtelier et du tourisme.

La VII^e région, Limoges, possède un comité très actif ; les Chambres de commerce adhérentes ont souscrit des actions du Crédit national hôtelier et les prêts à long terme ou à court terme ont déjà atteint un million de francs.

La XII^e région, Grenoble, favorise la construction de nouveaux hôtels de montagne et le meilleur aménagement des hôtels existants selon une formule d'aide financière appliquée très heureusement par la Chambre de commerce de Chambéry.

V. — LA MOBILISATION ÉCONOMIQUE.

Lorsqu'on s'est rendu compte que la guerre était un conflit entre deux peuples faisant appel à toutes leurs forces vitales, la nécessité s'est rapidement fait sentir de s'adresser aux milieux

économiques compétents pour mettre en activité toutes les énergies productrices de la Nation.

On a vu ci-dessus comment furent créés les comités consultatifs d'action économique des régions militaires et quel était leur fonctionnement. Ce fut, plutôt qu'un véritable modèle de cadre ou d'organisation, un précédent moral qui a ouvert la voie au régionalisme économique, en habituant à voir les forces économiques groupées sur le plan régional.

Cette liaison entre le ministère de la Guerre et les milieux économiques a-t-elle cessé avec les hostilités ? Aujourd'hui où l'on se préoccupe de mettre sur pied dès le temps de paix la mobilisation économique pour connaître le potentiel industriel et commercial du pays, ne trouve-t-on pas dans l'exemple de ces comités consultatifs le plan d'une organisation qu'il suffit de reproduire point par point ?

Un bref examen de l'action de ces comités pendant la guerre et de leur sort au lendemain de l'armistice répondra à ces deux questions.

A) *Action des comités consultatifs pendant la guerre.* — Leur rôle était uniquement consultatif et se bornait aux industries restées en de-

hors du contrôle du ministère de l'Armement, d'ailleurs fort jaloux de ses prérogatives, et le sous-secrétaire d'Etat à l'intendance devait tenir « la main à ce que les comités régionaux ne se saisissent que des questions économiques qui se trouvent ressortir momentanément au département de la guerre en même temps qu'aux trois départements ministériels de l'Agriculture, du Commerce et du Travail ».

Cependant leur compétence s'est étendue peu à peu à toute la vie économique dans le double but de maintenir l'activité économique et de préparer l'après-guerre.

L'action des comités a été surtout efficace dans les domaines suivants :

1) *Main-d'œuvre*. — Le bureau du comité saisi, la commission permanente créée à cet effet examinait les demandes de mise en sursis d'appel et les transmettait à l'autorité militaire avec un avis motivé. La plupart des comités s'efforçaient aussi de recruter des travailleurs agricoles parmi les hommes des dépôts, les permissionnaires, les convalescents, voire même d'organiser des équipes d'Annamites et de Kabyles et cherchaient à utiliser au mieux les contingents de prisonniers de guerre, affectés à chaque département.

2) *Transports*. — Les comités étudiaient le moyen de faire rendre au maximum les moyens de transport qui restaient, une fois servis les besoins de l'armée, et ils réclamaient l'adoption de mesures appropriées : ouverture prolongée des gares, notamment les dimanches et jours fériés, application des règlements sur le déchargement des marchandises, répression des abus de bons de priorité qui donnaient lieu à des trafics plus ou moins scandaleux, liaison parfaite entre grands et petits réseaux. Ils donnaient leur avis sur les demandes de transport accéléré, que leur adressaient les intéressés avec pièces justificatives ; ils luttaient pour obtenir des wagons et empêcher leur détournement en route, pour recevoir l'essence nécessaire aux services automobiles, pour mettre sur pied des flotilles fluviales au besoin par entente entre régions militaires pour exiger que trains et bateaux enfin obtenus revinssent à destination non à vide ou sur lest, mais chargés en marchandises.

3) *Agriculture*. — Tous les comités se préoccupaient des questions agricoles, notamment du maintien en culture des terres par la diffusion de la motoculture, de l'emploi des engrais chimiques, de l'enseignement agricole.

4) *Industries*. — Les comités recherchaient, au

moyen d'enquêtes directes ou par questionnaires, les « ressources inexploitées ou insuffisamment exploitées qui peuvent être immédiatement utilisées pour les besoins de la guerre ou accroître le stock de denrées de première nécessité qui sont actuellement fournies par l'étranger » pour remédier à la pénurie de certaines d'entre elles, comme les combustibles.

En 1917, le service économique du sous-secrétariat d'Etat du ravitaillement et de l'intendance pouvait déjà résumer ainsi leur action : « Ils se sont efforcés, parfois directement, parfois avec le concours du Service économique, de maintenir et de promouvoir l'activité économique du pays. »

B) *Sort des comités au lendemain de l'armistice.* — Certains comités, surtout au cours de 1918, ont étudié les problèmes que devait poser l'après-guerre : lois sur les loyers, crédit à la petite industrie et au petit commerce, assurance-crédit à l'exportation, tourisme et thermalisme, concurrence allemande, etc...

Dès le 7 mai 1918 le comité de la XV^e région (Marseille) constituait une commission en vue de créer un office d'énergie.

Les comités s'occupaient de réintégrations dans

les territoires reconquis, comme ils avaient collaboré aux évacuations lors des avances allemandes, et certains continuaient leurs travaux malgré la cessation des hostilités. Mais la démobilisation suivait son cours et les comités consultatifs et le service économique, créations de guerre, devaient disparaître au plus tard le 15 mars 1919 ; aussi pour éviter que fussent perdues leurs études et leurs archives, M. Clémentel obtenait, le 28 février, la signature d'un décret contresigné par M. Clémenceau « rattachant les comités consultatifs d'action économique au ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes » (Voir *Documents annexes*).

Ce décret laissait au ministère le soin de régler « les conditions dans lesquelles ce rattachement aurait lieu » ; ce fut l'objet de l'arrêté du 6 avril 1919 pris dès le lendemain de la création des régions économiques (Voir *Documents annexes*) : les comités devenaient les « Comités consultatifs des régions économiques constituées par les groupements des Chambres de commerce », leurs sièges étaient confondus, les membres des comités régionaux faisaient partie de droit du comité consultatif de la région et le secrétaire général y remplaçait les membres militaires.

En réalité les comités consultatifs d'action

économique ont depuis cette date cessé d'exister ; leurs archives sont passées aux régions, mais, assemblées trop nombreuses, de composition trop hétérogène pour faire œuvre utile dès l'instant où disparaissaient les nécessités de la défense nationale, les comités consultatifs ont été éclipsés par les comités régionaux des groupements des Chambres de commerce, réunions peu nombreuses composées d'hommes habitués à travailler les mêmes questions, à vaincre des difficultés semblables.

En outre l'œuvre des comités consultatifs n'était pas sans avoir soulevé des critiques, notamment du fait du particularisme de certains sous-comités et de l'activité très inégale, parfois divergente, des divers comités.

On peut donc dire que les relations entre le ministère de la Guerre et les milieux économiques n'ont pas disparu, mais que le système des comités consultatifs ne saurait être pris pour base : la mobilisation économique nécessite une organisation prête dès le temps de paix et non une création spontanée au cours des hostilités ; il lui faut non pas accumuler des séries de monographies, d'études, d'enquêtes, si intéressantes soient-elles, faites au gré de leurs auteurs, mais réunir selon un plan longuement

étudié à l'avance une documentation méthodique, précise et complète sur toutes forces productrices de la nation.

Le secrétariat de la région économique sera pour cette œuvre d'intérêt national l'organe centralisateur.

C) *L'organisation de la mobilisation économique.*

— Le ministère de la Guerre conserve sa pleine indépendance quant à la préparation de la mobilisation industrielle qui concerne le ravitaillement de l'armée et garde ses cadres géographiques propres : les régions militaires ; il se borne parallèlement aux enquêtes directes que mènent ses services à demander aux régions économiques de fournir toute la documentation qu'elles peuvent assembler, afin de posséder un ensemble complet de renseignements sur les forces productrices de la nation.

Ces renseignements sont réunis et classés au ministère du Commerce par les soins du service de la mobilisation économique à la tête duquel est le commandant Lhoste, inspecteur des régions économiques. C'est là un travail considérable qui exige de ceux qui le dirigent une haute intelligence et une compétence éclairée.

*
* * *

Les régions ont inscrit à leur ordre du jour de très nombreuses questions ; parmi celles qui ont fait l'objet des plus nombreuses délibérations, on peut citer :

L'emploi obligatoire des mutilés ; le congé annuel payé aux salariés ; la grève et le contrat de travail ; la loi de huit heures ; les assurances sociales (cette dernière question a été souvent examinée et certaines régions ont étudié d'une façon précise ses modalités d'application).

Les bons de monnaie des Chambres de commerce ; l'émission de coupures de monnaie de 20 francs et au-dessous ; le marché des changes ; l'établissement de la ligne du 45^e parallèle ; la défense des frontières (voir le numéro spécial de *l'Union économique de l'Est* du 1^{er} janvier 1929) ; création d'un corps de police mobile pour réprimer les vols dans les gares et les ports (en Haute Normandie).

Les chèques postaux ; les contributions publiques ; la taxe sur le chiffre d'affaires et la taxe de luxe ; le report déficitaire ; le Conseil d'administration de l'Office national industriel de l'azote ; le Conseil national économique (pour réclamer que les Chambres de commerce ou les

régions y soient représentées) ; les régies municipales ; la société à responsabilité limitée ; les tarifs douaniers ; la réforme administrative ; la taxe d'apprentissage ; l'élargissement de la composition des régions par l'introduction d'éléments autres que ceux issus des Chambres de commerce (les régions sont très hostiles à de pareils projets) ; les crédits destinés aux routes nationales ; le statut des régions économiques (pour réclamer que le caractère d'établissement public soit attribué aux régions).

*
* *

Tel est le programme des régions et sa réalisation ; les résultats obtenus appellent quelques remarques :

1° Les principales questions où s'est exercée l'activité des régions sont :

a) quant à la production : enseignement technique ; houille blanche ;

b) quant aux transports : chemins de fer ; voies navigables ; aménagement des ports, des canaux et des rivières ;

c) quant aux débouchés : documentation et propagande relatives aux productions régionales ; stages commerciaux à l'étranger.

On peut observer que ce sont précisément des

problèmes d'un caractère général (houille blanche, voies navigables, documentation) ou d'une importance trop grande pour être en général résolus par les moyens d'une seule chambre de commerce (enseignement technique, ports, stages commerciaux).

2^o Les régions les plus actives sont celles dont la vie économique s'oriente vers un débouché principal : ports (Bordeaux) ; fleuves (Nantes) ; subit l'attraction d'un centre important (Nancy, Clermont-Ferrand), ou possède une unité géographique (Limoges, Toulouse) ou minière (Lille).

Les régions de composition moins homogène (Besançon) ou peu industrielles (Rennes) ne peuvent présenter de résultats semblables, de même celles qui ne groupent que quelques Chambres de commerce (Grenoble, Bourges).

La région modèle est Clermont-Ferrand, dont les heureuses initiatives se retrouvent dans tous les domaines.

3^o Les régions pourraient faire beaucoup mieux si elles avaient à leur disposition des moyens financiers plus importants ; malheureusement les ressortissants de certaines d'entre elles n'ont pas encore suffisamment compris qu'un léger supplément de taxe permettrait à la région

d'avoir un budget suffisant pour organiser et développer ses services (Voir tableau à la fin de la II^e partie). Il faut aussi souhaiter que la question de leur statut soit résolue d'une façon définitive (Voir IV^e partie).

QUATRIÈME PARTIE

NÉCESSITÉ D'UN STATUT DÉFINITIF DES RÉGIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU RÉGIONALISME ÉCONOMIQUE

I. — NÉCESSITÉ D'UN STATUT. — On vient de voir quel développement a pris l'activité des régions ; les travaux en cours d'exécution et les projets encore à l'étude autorisent les plus grands espoirs dans ce domaine.

Cependant à mesure que les régions étendent leur champ d'action, il devient de plus en plus nécessaire de combler une lacune de leur statut organique : les régions n'ont pas la personnalité civile.

Certes, aujourd'hui, personne ne songe plus à contester leur légalité même et leur fondement juridique paraît très solide : les articles 18 et 24 de la loi du 9 avril 1898 prévoient très nettement les groupements de Chambres de commerce, mais en même temps ils en limitent la capa-

citée et l'article 15 ne leur paraît pas applicable puisqu'il précède les autres et que ceux-ci ne s'y réfèrent pas ; il est ainsi conçu :

« Les Chambres de commerce peuvent, dans les formes prescrites par la loi du 27 juillet 1870, être déclarées concessionnaires de travaux publics ou chargés de services publics, notamment de ceux qui intéressent les voies maritimes ou les voies navigables de leur circonscription... »

Ainsi les Chambres de commerce isolées peuvent ester en justice, être déclarées concessionnaires de travaux publics, tandis qu'elles perdent ces facultés lorsqu'elles se groupent, il y a là une sorte de sanction involontaire contre la région dont le budget reste forcément limité et peu compatible avec le fonctionnement de secrétariats bien organisés.

M. le sénateur Mario Roustan cite des exemples particulièrement typiques à cet égard :

1^o La XII^e région, Grenoble, rencontre des difficultés pour trouver les fonds nécessaires à la construction d'hôtels de montagne.

2^o La XIV^e région, Nancy, peut tout au plus souscrire à la société d'études qui se fonde en 1921 pour mettre au point le projet de barrage du Rhin à Kembs, qui doit donner près d'un million de chevaux-vapeur, mais lorsqu'il s'agit

de faire partie de la société définitive, le comité de législation commerciale du ministère du Commerce répond que seules les Chambres de commerce le peuvent et non la région comme personnalité distincte.

3^o Les mêmes difficultés se présentent pour l'aménagement de la Dordogne : la XVII^e région, Clermont-Ferrand, demande la concession des travaux de la deuxième section ; la VII^e région, Limoges, appuyée par la VIII^e, Bordeaux, demande la concession des troisième et quatrième sections. Or le comité consultatif des forces hydrauliques répond que les régions ne peuvent devenir concessionnaires de ces chutes d'eau sans dépasser le cadre de la loi de 1898 ; il ajoute même qu'il ne voit pas comment les régions concilieraient l'unanimité nécessaire à la validité des décisions au sein de leurs comités, avec l'obligation d'accomplir journellement des actes de gestion et d'exploitation.

Limoges et Bordeaux n'ont pu qu'indiquer une solution : qu'il y ait un concessionnaire unique et la loi de finances du 31 juillet 1920, article 133, a désigné la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans.

De même la loi du 6 mars 1928 a dû accorder la concession de la deuxième section à l'ensemble

des Chambres de commerce de la XVII^e région, qui devront constituer une société anonyme : faute de capacité civile, la région n'a pu obtenir elle-même la concession, ni entrer dans la société anonyme.

Il y a là un état de droit fâcheux susceptible de nuire beaucoup à l'activité des groupements régionaux de Chambres de commerce et l'on peut penser que c'est peut-être une des causes qui retardent l'essor de certaines régions dont le développement est beaucoup plus lent que celui des autres : en effet, un simple arrêté ministériel peut sembler un texte précaire ; pour des raisons par ailleurs louables, un nouveau ministre peut toujours de sa propre autorité, sans consulter ni le Parlement, ni même le Conseil des ministres, bouleverser tout le système, annihiler efforts et résultats. Dix ans d'expérience montrent certes que le régime des arrêtés ministériels offre plus de stabilité qu'on aurait pu le croire au premier abord, cependant c'est une objection capable de faire hésiter de bonnes volontés devant l'incertitude du lendemain.

II. — LES TEXTES PROPOSÉS. — Aussi le 22 novembre 1922, le gouvernement déposait-il un projet de loi ainsi conçu :

« Les groupements économiques régionaux de Chambres de commerce créés par arrêtés du ministre du Commerce et de l'Industrie, par application des dispositions des articles 18 et 24 de la loi du 9 avril 1898, sont, comme les Chambres de commerce qui les constituent, des établissements publics. »

Ce texte avait l'avantage d'être simple et de confirmer par une loi l'état de choses existant ; il était en outre défendu par un magistral rapport de M. Mario Roustan. Cependant, le Sénat ne l'adoptait le 20 mai 1923 en première lecture qu'avec adjonction de l'amendement présenté par M. Poulle : les groupements nouveaux ne seraient sanctionnés par décrets que sur la demande des diverses Chambres intéressées ; quant aux groupements déjà existants, ils posséderaient de plein droit la qualité d'établissements publics, mais les Chambres de commerce les composant pourraient dans un délai déterminé reprendre leur indépendance, le nouveau régime ne serait jamais imposé. Cet amendement soulevait la grosse question de l'obligation pour une Chambre de commerce d'adhérer définitivement à un groupement ; le projet de loi se contentait de donner la qualité d'établissements publics aux régions créées ou qui le seraient dans

l'avenir sans préjuger des autres points ; c'était là une condition de vote rapide par le Parlement, au contraire le texte gouvernemental ainsi alourdi n'est jamais venu en discussion devant la Chambre des députés.

L'amendement Poulle était comme l'écho des difficultés rencontrées à la constitution des régions ou de celles encore pendantes en 1923 dont la plupart ont aujourd'hui disparu, et il s'efforçait de dissiper des méfiances suscitées par cette consécration légale de la région. Certaines Chambres de commerce craignaient qu'un texte aussi général ne fût une menace pour leur indépendance administrative et financière : la Chambre de commerce des Deux-Sèvres, celle de Grenoble, celle de Lyon adoptaient des rapports qui réclamaient à la fois des précisions et des garanties d'avenir. Leurs arguments peuvent se résumer ainsi :

« Le cas de Chambres de commerce refusant ou limitant leur concours à une entreprise du groupement auquel elles appartiennent sera fréquent : le respect de la libre décision de ces Chambres s'impose ; c'est d'ailleurs le seul moyen d'éviter une désagrégation du groupement. Quelle doivent en être les conséquences financières ? La solution la plus simple consisterait à mettre

les dépenses de l'entreprise à la charge des Chambres qui en ont adopté le projet ; mais ces dépenses, supportables si elles sont divisées entre toutes les Chambres du groupement, peuvent être excessives si la répartition en est opérée entre quelques-unes seulement. De plus, les opposantes seraient malgré tout responsables de l'entreprise à l'égard du public non informé des accords intervenus au sein du groupement. Enfin, la gestion intérieure du groupement ne deviendrait-elle pas trop complexe le jour où elle tiendrait compte des intérêts distincts de chaque Chambre adhérente à l'occasion de chaque entreprise ? » La Chambre de commerce de Lyon prenait même une délibération favorable au projet de loi sous les réserves « que les Chambres de commerce ne soient jamais liées par une décision de la majorité du groupement ; que les Chambres conservent toute liberté pour se contenter en dehors de tout groupement et assumer en commun une entreprise déterminée, la personnalité civile leur étant accordée à cet effet ». Enfin, la Chambre de commerce de Grenoble proposait au Sénat l'adoption du texte suivant : « Les groupements constituent des établissements publics, mais la personnalité civile ne sera accordée dans des conditions à déterminer par décret soit au grou-

pement tout entier, soit à un certain nombre de Chambres de commerce de ce groupement, qui ne pourront d'ailleurs s'associer pour cela à des Chambres des groupements voisins, que sur demande spéciale signée de toutes les Chambres intéressées et dans l'accomplissement d'un but déterminé. »

Les mêmes objections furent soulevées à la Commission du commerce du Sénat au cours de sa séance du 22 février 1928 lors de l'examen d'un nouveau texte défendu par M. Clémentel, qui étendait et précisait le texte gouvernemental de 1923 (Voir *Documents annexes*) : les régions seraient constituées par décret sur demande ou avis conforme des Chambres de commerce ; la loi du 9 avril 1898 leur serait applicable comme aux régions existantes ; chaque Chambre devrait participer au budget homologué par le ministre du Commerce, avec faculté de refuser une participation à des dépenses extraordinaires proposées à l'occasion d'opérations qui n'intéresseraient pas ses ressortissants ; les Chambres auraient *un mois* à dater de la promulgation de la loi pour faire connaître au ministère du Commerce qu'elles cessent d'adhérer à la région, faute de quoi elles seraient considérées comme faisant *définitivement* partie de ce groupement.

La commission adoptait ces textes avec deux correctifs : le délai était porté à trois mois et l'adverbe « définitivement » était supprimé. Elle tenait ainsi compte, dans une certaine mesure, des opinions de MM. Roy et Manceau qui considéraient la formule des syndicats de communes comme la meilleure : un tel régime, disaient-ils, laisserait toute liberté aux Chambres de commerce seules juges de l'opportunité de prendre part à tel groupement pour telle question bien délimitée. Vouloir fixer de Paris la composition des régions et imposer aux Chambres de commerce que leurs adhésions soient « définitives » quand leurs intérêts peuvent devenir divergents ou opposés, serait revenir à une centralisation excessive et désuète, car le pouvoir central ne peut connaître à la fois de toutes les contingences locales, tout au plus peut-il jouer le rôle d'arbitre dans certaines circonstances (A. Manceau, *Revue politique*).

III. — RÉPONSE AUX OBJECTIONS. — Ces divers arguments ne semblent pas décisifs. Certes l'article 170 de la loi communale du 5 avril 1884, modifié par la loi du 13 novembre 1917, dispose que « les syndicats de communes sont des établissements publics investis de la person-

nalité civile », mais ce régime paraît à peine suffisant pour les communes elles-mêmes, si l'on en croit le rapport de M.Chardon au III^e Congrès international des Sciences administratives (Paris, 1927) discuté à la séance du 22 juin 1927 de la deuxième section, et parmi les vœux présentés par la section et adoptés par le Congrès plusieurs demandent que les syndicats actuels soient élargis et assouplis ; le quatrième vœu est ainsi conçu :

« ... Que puissent être dotés de personnalité les services à caractère économique ou social dont l'exécution exige des compétences techniques spéciales et qui n'ont pas de but essentiellement lucratif. »

On ne peut donc songer à substituer au régime proposé celui des syndicats de communes au moment où le Congrès des Sciences administratives réclame la personnalité pour les services à caractère économique desdits syndicats. En outre, la région ne saurait être un groupement à objectifs limités dont le programme est établi d'avance ; elle est et doit être un organisme permanent répondant à des besoins régionaux et il ne peut être question d'une autorisation nouvelle chaque fois qu'un de ces besoins se manifeste. Ce serait pratiquement annihiler le régionalisme économique que de vouloir appli-

quer l'article 177 de la loi de 1884 : « ... L'extension des attributions du syndicat doit être autorisée par décision rendue dans la même forme que la décision d'institution » aux groupements économiques des Chambres de commerce.

La région doit, au contraire, par ses études, s'efforcer de découvrir les améliorations utiles et d'apporter leurs solutions aux problèmes régionaux ou aux répercussions régionales de problèmes d'intérêt général ; or seul un groupement permanent, bien organisé, à programme non limité, peut atteindre ce but et un syndicat de Chambres de commerce analogue au syndicat de communes ne le peut pas.

D'autre part, laisser aux Chambres de commerce la faculté de se retirer quand bon leur semblera, ou pour telle question délicate, vouloir n'accorder la personnalité civile que comme une faveur dans quelques cas exceptionnels, c'est refuser au groupement toute stabilité, partant toute vie active, le programme des régions, d'ailleurs, s'oriente de plus en plus vers les œuvres de longue haleine, à la fois trop importantes pour une Chambre isolée et trop régionales pour être affaire du gouvernement ; à cet égard on peut regretter que le projet de loi de 1922 n'ait pas été adopté tel quel : il ne faisait que

consolider l'état de choses existant sans régler le statut intérieur de la région ; celle-ci n'agit que si les Chambres de commerce sont unanimes, sinon la décision ne vaut pas pour les circonscriptions des Chambres opposantes ; jamais il n'a été question de lier la minorité par un vote acquis à la majorité, fût-elle des trois quarts, au sein du comité régional, sur une question de dépense extraordinaire ou autre ; dans le texte proposé, M. Clémentel ne fait que reprendre l'idée directrice de son arrêté ministériel du 12 avril 1919 qui donne tous apaisements à cet égard. Ce texte est soutenu par M. Mario Roustan dans un rapport supplémentaire où, après avoir fait l'historique de l'amendement Poulle et de ses modifications, il expose les raisons qui militent en faveur de l'adoption du texte de la commission et rend hommage à l'œuvre accomplie par M. Clémentel.

IV. — CONCLUSION. — Le problème consiste à assurer d'une part à la région la stabilité et la capacité nécessaire à son œuvre et d'autre part à laisser aux Chambres de commerce le maximum de liberté compatible avec le développement de la région. Le meilleur régime semble devoir graviter autour des principes suivants :

1) *La région recevra la personnalité civile.* — Cette mesure est nécessaire à la consécration de l'état de fait et, rassurant les plus scrupuleux, permettra à la région de prendre partout son plein essort.

2) *Toute Chambre de commerce doit faire partie d'une région.* — La Chambre de commerce de Paris, étant donné son importance, forme une région à part avec le département de la Seine.

Puisque la France est aujourd'hui répartie en vingt régions et que seules quatre Chambres sur cent cinquante-cinq sont restées hors du mouvement, on peut dire que cette proposition ne fait que constater un fait ; on est en droit d'espérer que, devant les résultats obtenus par le régionalisme économique, ces quatre Chambres de commerce demanderont à adhérer aux régions déjà formées, une fois que le temps ou la bonne volonté de leurs dirigeants auront aplani les difficultés locales ; d'ailleurs les pouvoirs publics tendent de plus en plus à considérer les régions comme les représentants normaux des milieux économiques régionaux et, de ce chef, à consulter ces porte-parole qualifiés sur les questions économiques régionales ou sur les répercussions régionales de telle mesure générale, de sorte que les quatre Chambres auront de moins en moins

intérêt à rester en dehors des régions ; enfin l'impérieuse nécessité de préparer la mobilisation économique pourra faire fléchir les opposants les plus décidés et leur faire oublier leurs préférences locales devant l'intérêt national mis en jeu.

3) *Chaque Chambre de commerce choisit sa région et n'en peut changer qu'après avis conforme de la région à laquelle elle veut adhérer, homologué par le ministre du Commerce.* — Les circonstances économiques peuvent changer, une nouvelle invention peut transformer la circonscription d'une Chambre, comme la houille blanche en Savoie où le traitement des minerais de fer phosphorés en Lorraine ; il semble donc exagéré d'imposer une composition immuable aux groupements régionaux et chaque Chambre est meilleur juge de ses intérêts que le pouvoir central ; d'autre part, réclamer l'avis conforme de la région quittée serait pratiquement interdire toute modification aux régions ; l'homologation du ministre du Commerce est une garantie suffisante que le changement est motivé par la prise en considération d'intérêts majeurs.

4) *Une région peut comporter des sous-régions.* — Cette faculté est utile quand plusieurs Chambres de commerce sont seules intéressées

à certaines questions, notamment lorsque la région est très étendue ou que sa configuration géographique l'impose.

La VII^e région, Limoges, a la sous-région du Poitou : Poitiers (siège) et Niort.

La XI^e région, Marseille, a la sous-région de la Corse : Bastia (siège) et Ajaccio.

La XVI^e région, parisienne, a la sous-région du bassin de la Loire : Orléans (siège) et Blois.

5) *Une Chambre de commerce peut adhérer en seconde ligne à une deuxième région.* — Il arrive souvent qu'une Chambre, tout en ayant son activité principalement dirigée vers une région, ait des intérêts communs avec les Chambres d'une autre région ; il est alors légitime de lui permettre d'adhérer aussi à cette deuxième région pour ce qui concerne ces intérêts communs (Voir *Documents annexes*).

Deux exemples typiques, déjà mentionnés, sont celui d'Orléans et Blois qui, membres de la XVI^e région, parisienne, font partie de la V^e région, Nantes, pour toutes les questions concernant la Loire, notamment le problème de la Loire navigable, et celui de Clermont-Ferrand qui, siège de la XVII^e région, adhère néanmoins en seconde ligne à la VIII^e région, Bordeaux.

A cet égard, le régime actuel semble le meilleur :

c'est la région qui, reconnaissant les intérêts de telle Chambre, prend acte de son adhésion en seconde ligne à une autre région et lui rétrocède une partie de sa contribution pour qu'elle la verse à cette deuxième région.

On peut dire que les trois derniers principes permettent un très grand assouplissement du système des régions et qu'ils semblent de nature à donner tous apaisements à ceux qui craindraient de voir le régionalisme économique enfermé dans un cadre rigide et immuable ; par contre, il faut souhaiter que ni les changements de région, ni les sous-régions, ni les affiliations en seconde ligne ne se multiplient au point de compromettre la stabilité et la base même de l'organisation des régions ; la vigilance du ministère du Commerce, qui doit homologuer toute modification, est la sûre garantie que la structure du régionalisme économique est à l'abri de pareils dangers.

En résumé, sans vouloir méconnaître les heureux résultats du régime actuel des arrêtés ministériels pris par M. Clémentel, on peut penser qu'une loi est nécessaire. M. Clémentel lui-même ne propose-t-il pas un texte de loi ? Chaque région peut faire figure de cas particulier et il est préférable dans un texte législatif de se

borner à poser des règles générales, le statut intérieur et l'administration financière restant régis par les arrêtés de 1919 dont l'application ne soulève aucune difficulté ; en ce qui concerne les principes de base, la proposition de loi de M. Clémentel donne entière satisfaction, elle concilie tous les intérêts et dissipe toutes les méfiances ; il faut souhaiter vivement que le Parlement l'adopte dans les plus brefs délais sans accepter d'amendement susceptible d'en amoindrir la portée, ou de remettre en question l'œuvre magnifique de M. Clémentel.

CONCLUSION

RÉGIONALISME ÉCONOMIQUE ET DÉCENTRALISATION

Il reste une dernière question à examiner : celle des rapports du régionalisme économique avec les autres manifestations du régionalisme.

I. — RÉGIONALISME ÉCONOMIQUE ET RÉGIONALISME AGRICOLE. — Le monde agricole n'ignore pas l'effort des Chambres de commerce pour développer l'activité des groupements régionaux et plusieurs voix autorisées ont déjà invité les agriculteurs à se grouper eux aussi dans le cadre régional.

Le ministère de l'Agriculture s'est borné à diviser la France suivant les quatre points cardinaux et leurs subdivisions ; quant aux syndicats agricoles, ils ne groupent que des intérêts purement locaux qui s'arrêtent au canton ou à l'arrondissement. Cependant, les associations agricoles tendent à former des unions qui en-

globent plusieurs départements ; on peut citer l'Union des laiteries coopératives des Charentes et du Poitou, la Confédération régionale des vignerons qui s'étendait d'abord sur quatre départements du Languedoc, la Caisse régionale de crédit agricole de Bourgogne et de Franche-Comté ; d'autre part l'Union centrale des syndicats agricoles a fédéré ses syndicats sur le plan régional, ce sont les unions du Sud-Est, des Alpes et de Provence, de Lorraine, de Bourgogne et de Franche-Comté, du Centre, de la Gironde, du Périgord et du Limousin, des Pyrénées et des Landes, du Midi (autour de Toulouse), de l'Ile-de-France, etc... ; cependant, à part une première proposition rapportée par M. Théveny, aucun projet d'ensemble n'a été établi ou soumis aux intéressés ; un tel projet ne pourrait évidemment ignorer les bases mêmes de la division de la France en régions économiques, puisque celles-ci sont au premier chef les données géographiques (géographie, hydrographie, géologie) et la configuration agricole des territoires envisagés (nature du sol et des cultures, existence de matières premières nécessaires à l'industrie). Mais l'idée directrice de ce projet ne saurait être la même : à la préoccupation de l'économique seul devrait être substituée celle des possi-

bilités culturelles du sol qui conduit à grouper dans une même région toutes les contrées limitrophes où l'on pratique les mêmes cultures ; de sorte qu'il y aurait sans doute plus de vingt régions agricoles, moins que de départements, et il arriverait souvent qu'une ou plusieurs régions agricoles loin de coïncider avec une région économique, offrirait un périmètre très différent.

Bref, si le travail accompli pour diviser la France en régions économiques peut servir de point de départ à une division en régions agricoles, il y a peu de chances que coïncident les deux cartes de la France ainsi établies, malgré la liaison que l'on peut souhaiter toujours plus complète entre le monde agricole et le monde industriel et commercial. Il faut toutefois signaler que les présidents des Chambres d'agriculture viennent de se réunir en une assemblée qui vise à être pour le monde agricole ce qu'est l'assemblée des présidents de Chambres de commerce pour le monde industriel et commercial.

II. — RÉGIONALISME ÉCONOMIQUE ET RÉGIONALISME UNIVERSITAIRE. — La loi de 1896 a créé d'un coup des universités peut-être trop nombreuses pour être fortes et a composé leurs ressorts de ceux des académies qui datent du

second Empire, de sorte qu'un étudiant de Nevers doit théoriquement suivre les cours de l'enseignement supérieur à Dijon alors qu'il faut moins de temps pour aller à Paris où s'orientent les intérêts du Nivernais ; inversement Chalon-sur-Saône qui vit en liaison économique et intellectuelle avec Dijon appartient à l'académie de Lyon.

Cependant, le développement du régionalisme économique a infusé une vie nouvelle aux universités de province en imposant la création d'instituts et d'écoles techniques ou commerciales en rapports étroits avec l'industrie régionale (institut électrotechnique de Grenoble, etc...) qui compte y trouver les techniciens nécessaires à son développement.

Ainsi s'est élargi le cadre universitaire, resté malgré tout départemental au point que la municipalité de la ville et le conseil général du département où se trouve l'université étaient à peu près les seuls à la soutenir de leurs subventions ; aujourd'hui, elle peut trouver les ressources dont elle a besoin pour perfectionner ses enseignements, ainsi que l'Université de Strasbourg a su en recueillir, dans les milieux industriels et commerciaux de la région.

III. — RÉGIONALISME ÉCONOMIQUE ET RÉGIONALISME ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE. — Le régionalisme esthétique qui s'efforce de maintenir les costumes, les réjouissances populaires, l'architecture, la vieille cuisine traditionnels contre la laideur, l'uniformité et le faux luxe envahissants, est à la fois inoffensif et bienfaisant puisqu'il conserve des éléments de pittoresque qui attirent les touristes français et étrangers et qu'il leur montre comment l'amalgame de ces races et de ces civilisations, dont les coutumes locales sont le vestige, a formé le génie français et lui a donné les qualités propres de sa supériorité.

Les régions économiques encouragent ce mouvement comme l'ont montré les pavillons des régions à l'Exposition des Arts Décoratifs de 1925.

IV. — RÉGIONALISME ÉCONOMIQUE ET RÉGIONALISME TOURISTIQUE. — Les groupements touristiques et au premier rang le Touring Club de France ont toujours conçu l'organisation du tourisme sur le plan régional. L'Office national du tourisme et le Touring Club ont réussi à fédérer les syndicats d'initiative locaux pour perfectionner la mise en valeur des sites : fédé-

ration des Alpes françaises, de la Provence, des Vosges, de Bretagne, d'Anjou et de Touraine... ; certes leurs rayons d'action ne coïncident pas avec ceux des régions économiques : le Morvan, unité touristique, ne présente pas d'unité économique et les Vosges dépendent économiquement de la Lorraine. Mais de nombreuses questions rapprochent ces fédérations et les régions : transports, routes, chemins de fer, hydrologie, etc..., les commerçants ont tout intérêt à voir affluer les touristes qui, s'ils n'achètent pas les produits de l'industrie locale, rentrent chez eux en connaissant mieux ses produits et en deviendront les clients alors qu'auparavant ils ignoraient même son existence.

Les groupements économiques ont très bien compris leur rôle dans l'organisation du tourisme en France, ainsi qu'en témoigne leur programme (Voir ci-dessus).

V. — RÉGIONALISME ÉCONOMIQUE ET RÉGIONALISME MILITAIRE. — Il y a en quelque sorte entr'aide entre eux : c'est sur la base des régions militaires qu'ont été créés en 1915 les Comités consultatifs d'action économique, premiers groupements économiques régionaux qui ont ouvert la voie aux régions économiques.

Aujourd'hui c'est par le canal du groupement régional des Chambres de commerce que le ministère de la Guerre recueille les renseignements économiques qu'il doit posséder.

VI. — RÉGIONALISME ÉCONOMIQUE ET AUTRES FORMES DE RÉGIONALISME. — A) *Justice*. — Les ressorts des cours d'appel pourront peut-être être modifiés pour répondre aux transformations de la vie économique, comme les tribunaux de première instance ont été ramenés au cadre du département, mais il n'y a pas lieu d'espérer qu'une telle réforme soit accomplie d'ici longtemps.

B) *Travaux publics*. — Ici la liaison est complète entre les organes départementaux du ministère des Travaux publics et les régions qui se chargent d'effectuer les travaux d'intérêt régional que l'Etat ne peut effectuer.

C) *Colonies*. — L'effort des groupements économiques, notamment de ceux de Bordeaux et de Marseille, pour la mise en valeur des colonies a été souligné (Voir ci-dessus).

D) *Travail*. — Les circonscriptions de l'inspection du travail sont nécessairement plus

étroites là où l'industrie est plus concentrée, mais dans leur répartition le ministère pourrait tenir compte avec profit de l'existence des régions économiques.

E) *Hygiène*. — Le cadre départemental est apparu trop petit et nombre de départements ont dû, faute de sanatoriums, assurer à leurs tuberculeux des lits dans les établissements des départements voisins. On pourrait ici encore tenir compte du régionalisme économique. Les fédérations des syndicats de médecins ou de pharmaciens sont constituées sur la base régionale.

F) *Sports*. — Chaque région excelle plus particulièrement dans un sport déterminé, football association et natation dans le Nord-Est, football rugby dans le Sud-Ouest, jeu de boules dans le Sud-Est, etc... ; les différents sports sont régis par des fédérations régionales qui assurent le respect des règlements.

Toute manifestation sportive importante provoque un afflux de touristes et donne lieu à de nombreux comptes rendus de la presse qui ne manquent pas de souligner les particularités de la région où elle a lieu ; de sorte qu'une entente entre les dirigeants régionaux du sport et les

groupements régionaux pour faire coïncider tel événement sportif et telle manifestation commerciale ne pourrait être que favorable au monde sportif comme aux milieux commerciaux et industriels régionaux.

VII. — RÉGIONALISME ÉCONOMIQUE ET RÉFORME ADMINISTRATIVE. — La réforme administrative est conçue suivant les auteurs sur des plans très différents qui peuvent se ramener à trois principaux : l'autonomie et le provincialisme, la décentralisation, le régionalisme administratif.

A) *L'autonomie et le provincialisme.* — L'autonomie consiste à donner des pouvoirs étendus aux assemblées locales ou régionales élues par des collèges électoraux locaux ou régionaux.

Le régionalisme économique n'a nul besoin d'avoir à ses côtés ou en face de lui des corps élus pourvus d'une large autonomie ; les commerçants sont satisfaits de leurs privilèges d'élire leurs propres juges et les membres des Chambres de commerce ; on ne saurait soutenir que le régionalisme économique conduit à l'autonomie ou que l'autonomie peut s'appuyer sur lui.

Quant au provincialisme, forme extrême de l'autonomie qui prétend reconstituer les anciennes

provinces avec des pouvoirs de self-gouvernement plus étendus qu'elles n'en eurent jamais sous l'ancien régime, nul ne peut prétendre de bonne foi qu'il ait le moindre rapport avec le régionalisme économique, et ses dernières manifestations dites d'autonomisme breton ou alsacien, montrent nettement que son but est purement politique : désagréger la France et détruire l'œuvre de l'ancien régime et de la Révolution.

B) *La décentralisation.* — La décentralisation consiste à augmenter les pouvoirs des agents locaux de l'administration centrale, afin que dans la plupart des affaires exclusivement locales qui leur sont soumises, ils puissent prendre une décision sans en référer à Paris.

Le régionalisme économique s'accommoderait d'une décentralisation plus marquée, par exemple que le préfet du département situé au centre de la région ait des pouvoirs plus larges ; seulement ce serait rompre l'égalité presque mathématique des fonctions préfectorales et l'unité de la division en départements, imposée par l'Assemblée constituante à la suite de Sieyès et Thouret ; d'autre part il serait sans objet et même dangereux d'étendre également les pouvoirs des préfets des petits et des grands départements, car la région,

au lieu d'avoir en face d'elle le ministre et la direction des affaires industrielles et commerciales plus lointains mais uniques, aurait affaire à plusieurs préfets ayant des pouvoirs égaux et des opinions peut-être divergentes.

La seule solution est dans la substitution de la division en régions administratives à la division de la France en départements.

C) *Le régionalisme administratif.* — L'organisation administrative sur la base régionale s'accorde parfaitement bien avec le régionalisme économique ; le projet le plus étudié et qui donne pleine satisfaction aux intérêts les plus divers est celui proposé en 1922 par M. de Saint-Yves, géographe, lauréat de l'Institut, à la suite des travaux d'un comité de rédaction composé de MM. de Monicault, Bazire, Marcellot, Mermod, A. Rendu, J. Prevet, E. de Warren, R. Sérot, députés, et dont il était le secrétaire.

Après avoir montré que l'Assemblée constituante, en créant les départements, n'a pas tenu compte des vœux de la nation qu'exprimaient les cahiers rédigés en vue des Etats généraux et qui tendaient à une véritable organisation régionale, M. de Saint-Yves propose une nouvelle répartition en régions par un regroupement des

arrondissements qui ont pour la plupart « un caractère historique ou géographique indiscutable » ; le nouvel arrondissement formé par exemple par la réunion de plusieurs anciens arrondissements aurait à sa tête un sous-préfet devenu « de par ses pouvoirs, un préfet à zone restreinte, tandis que le préfet de région est un fondé de pouvoir des divers ministères qui peut trancher sur place les questions qui, à l'heure actuelle, doivent passer par les bureaux ministériels qu'elles concernent ».

Ce régionalisme s'accompagne de la décentralisation nécessaire. Les régions administratives proposées ne coïncident pas avec les régions économiques : « ... Nous avons cherché, écrit M. de Saint-Yves, à délimiter des unités administratives viables ; rien n'empêcherait de grouper plusieurs de ces régions administratives en des régions commerciales différentes qui formeraient le groupement régional des Chambres de commerce, et en des régions de Chambres d'agriculture différentes.

Il n'est nullement nécessaire que région administrative, groupement régional de Chambres de commerce, secteur de Chambres d'agriculture, aient la même superficie et le même périmètre. La région administrative doit tenir compte de

certaines considérations qui n'influent en rien sur la région économique ou sur le secteur agricole. En fait, la région commerciale doit être plus vaste. »

Dans l'introduction, M. de Monicault propose « l'exclusion des hommes politiques de toute assemblée régionale »... où ils seraient admis aux séances publiques « à une place spéciale sans droit de vote ».

Ainsi cette vaste réforme administrative pourrait être l'amorce d'une réforme parlementaire.

*
* * *

Le présent travail s'est efforcé de montrer à la suite de quels précédents historiques et de quels mouvements d'opinions M. Clémentel a conçu et réalisé le régionalisme économique. Il a exposé le projet primitif et ses modifications qui ont conduit à l'actuelle division de la France en régions économiques. Il a cherché à mettre en lumière le programme proposé aux régions et les réalisations qu'elles ont déjà accomplies.

Enfin il a voulu situer le régionalisme économique au milieu des diverses manifestations du régionalisme et démontrer que si le régionalisme

économique n'est indifférent à aucune d'elles, notamment dans les domaines agricole et administratif, il doit conserver sa physionomie propre et ne pas servir à d'autres fins que celles pour lesquelles il est institué ; c'est à cette condition qu'il pourra atteindre le but qui est sa raison d'être : intensifier et perfectionner la vie économique de la France, développer sa richesse.

Vu :

Le Président de la thèse,
E. TRUCHY

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY

BIBLIOGRAPHIE

La présente liste indique seulement les principaux ouvrages cités au cours du présent travail ou qui contiennent des développements sur des points traités.

Il a été en outre consulté de très nombreux livres, brochures, documents, etc... que, vu leur nombre, il est impossible d'indiquer même succinctement.

I. — LIVRES

Léon Homo, *L'empire romain*, Payot.

Frantz Funck-Brentano, *L'ancien régime*, A. Fayard.

Albert Babeau, *La Province sous l'Ancien Régime*.

Kovalewsky, *La France économique et sociale à la veille de la Révolution*.

Henri Hauser, *Les Régions économiques* (préface de M. Clémentel), Grasset, 1918.

Henri Hauser, *Le Problème du Régionalisme* (Presses Universitaires, 1924).

Albert Chéron, *De l'actionnariat des collectivités publiques* (Mémoire couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques), Sirey, 1928.

Pierre Jolly, *Des conditions dans lesquelles l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics peuvent jouer le rôle d'actionnaires, de fondateurs, d'administrateurs dans les sociétés anonymes* (Mémoire couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques), Sirey, 1928.

Armand Megglé, directeur du Comité national des conseillers du commerce extérieur de la France, *Collection d'atlas, guides économiques et touristiques des régions de France et d'Algérie*.

II. — BROCHURES, CONFÉRENCES, ARTICLES

Alexis Charmeil, conseiller d'Etat, directeur au ministère du Commerce, *Les Services français d'expansion commerciale* (conférence à l'Institut des Sciences sociales de Lille).

Saint-Yves, *Les Méthodes d'application du régionalisme* (rapport de la Commission Monicault).

Lhoste, *La Normalisation* (*Revue politique et parlementaire*, 10 novembre 1928).

JOURNAUX ET REVUES DIVERSES, *bulletins syndicaux* : *Information Financière*, *Journée Industrielle*, *Bulletin des Halles*, *L'Auto*, *Revue du Touring Club de France*, etc.

III. — ARCHIVES DES CHAMBRES DE COMMERCE

Je remercie MM. les Bibliothécaires de la Chambre de commerce de Paris de m'avoir aidé à consulter les documents conservés à la bibliothèque de la Chambre de commerce de Paris, si complètement pourvue en livres et publications sur les questions économiques et juridiques.

Archives de l'Assemblée des présidents des Chambres de commerce.

Archives et bulletins des divers Offices de transports.

Archives et bulletins périodiques des Chambres de commerce des vingt régions économiques.

L'Union économique de l'Est, numéro du 1^{er} août 1928.

Monographies régionales.

IV. — DOCUMENTS OFFICIELS

Je remercie tout spécialement M. Fighiéra, directeur des Affaires commerciales et industrielles, M. le commandant Lhoste et M. Thévenet d'avoir bien voulu m'ouvrir les archives du ministère du Commerce et de m'avoir permis de faire état des documents les plus récents.

Projet de division de la France en régions économiques, 1918.

Rapports, enquêtes, circulaires de diverses années réunis par le service des régions économiques et l'inspection spéciale des régions économiques.

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Projet de loi du 22 novembre 1922.

Rapport de M. Mario Roustan (séance du 15 mars 1923).

Texte adopté par le Sénat.

Travaux de la Commission du commerce du Sénat et texte proposé par M. Clémentel.

Rapport supplémentaire de M. Mario Roustan (séance du 14 mars 1928).

DOCUMENTS ANNEXES

Les documents publiés sous ce titre sont :

1) Les articles 18 et 24 de la loi du 9 avril 1898, relative aux Chambres de commerce.

2) La lettre circulaire adressée aux présidents des Chambres de commerce par M. Clémentel, ministre du Commerce et de l'Industrie, le 25 août 1917.

3) L'arrêté du 5 avril 1919 constituant 17 régions ; l'arrêté du 15 octobre 1920 constituant la XVIII^e région (à titre d'exemple) ; l'arrêté du 10 novembre 1920 autorisant les Chambres de commerce de Brive, Brioude et Le Tréport à adhérer aux régions économiques (à titre d'exemple).

4) L'arrêté du 12 avril 1919 relatif à l'organisation et au fonctionnement des groupements économiques régionaux et l'instruction ministérielle de la même date ; l'instruction ministérielle du 21 juin 1920 modifiant la précédente.

5) Le décret du 25 octobre 1915 relatif à la création et au fonctionnement des comités consultatifs d'action économique ; le décret du 28 février 1919 rattachant ces comités au ministère du commerce ; l'arrêté ministériel du 6 avril 1919 les rattachant aux régions économiques.

6) Le tableau de la composition des régions au 1^{er} janvier 1929 et le tableau alphabétique des Chambres de commerce indiquant les régions auxquelles elles adhèrent.

7) Le procès-verbal de constitution de la XVI^e région

parisienne et les procès-verbaux de ses deux premières séances (à titre d'exemple).

8) Le texte de la proposition de loi adoptée par la Commission du commerce du Sénat et relatif au statut juridique des régions.

9) Nomenclature des textes officiels relatifs à l'assemblée des présidents des Chambres de commerce.

ORGANISATION DES RÉGIONS ÉCONOMIQUES

I. — GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES RÉGIONAUX

LOI DU 9 AVRIL 1898 *relative aux Chambres de commerce*
(art. 18 et 24).

.
ARTICLE 18. — Les Chambres de commerce peuvent correspondre directement entre elles, avec les Chambres consultatives des arts et manufactures et les administrations publiques de leur circonscription, pour toutes les questions relatives aux intérêts commerciaux et industriels du pays. Elles peuvent provoquer, par l'entremise de leurs présidents, une entente sur les objets rentrant dans leurs attributions et intéressant à la fois leurs circonscriptions respectives.
.

ARTICLE 24. — Les Chambres de commerce peuvent, sous réserve de l'autorisation ministérielle, se concerter en vue de créer, de subventionner ou d'entretenir des établissements, services ou travaux d'intérêt commun.

Elles peuvent être autorisées à contracter, à cet effet,

des emprunts collectifs, dont la charge sera répartie suivant les dispositions déterminées par les actes d'autorisation et dont le service sera assuré par l'excédent des recettes, et, au besoin, par des centimes additionnels ou par des péages et des droits établis en vertu de lois ou décrets.

Ces questions d'intérêt commun sont débattues dans les conférences où chaque Chambre sera représentée par une commission spéciale nommée à cet effet. Le préfet du département où la conférence a lieu pourra toujours assister à ces conférences. Les décisions qui y seront prises ne seront exécutoires qu'après avoir été ratifiées par toutes les Chambres intéressées et par le ministre du Commerce.

Si des questions autres que celles qui sont prévues ci-dessus étaient mises en discussion, le préfet déclarerait la réunion dissoute.

Toute délibération prise après cette déclaration donnerait lieu à l'application des dispositions et pénalités énoncées à l'article 34 de la loi du 10 août 1871.

.

*LETTRE-CIRCULAIRE adressée par le ministre du Commerce
et de l'Industrie aux présidents des Chambres de commerce
le 25 août 1917.*

Paris, le 25 août 1917.

Le ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes
et des Télégraphes,

à M. le Président de la Chambre de commerce d...

En vue de préparer les mesures susceptibles de développer l'activité économique du pays, j'ai recherché comment il serait possible de faire concourir au développement de la production l'ensemble des ressources dont nous disposons.

J'estime que, pour y parvenir, il convient, tout d'abord,

de grouper les forces éparses sur le territoire, de les associer dans une action commune et de leur donner une représentation qui leur permette de devenir d'utiles auxiliaires du pouvoir central dans l'œuvre qu'il poursuit.

Pour réaliser ce plan, j'ai résolu de faire appel, en premier lieu, au concours des Chambres de commerce. Le statut de ces groupements, largement étendu par la loi du 9 avril 1898, leur a donné, avec un budget propre, la personnalité civile et des attributions qui en font les conseils du gouvernement pour tout ce qui a trait au développement de l'industrie et du commerce local.

Mais, quelque étendues que soient ces attributions, elles ne dépassent pas les limites souvent assez étroites de la circonscription des Chambres de commerce. Or, comment demander aux Chambres de commerce d'aider les pouvoirs publics dans le domaine des intérêts nationaux, alors que leur action ne s'étend souvent pas au delà d'un arrondissement ?

Ce point de vue n'a pas échappé aux auteurs de la loi du 9 avril 1898.

Pour permettre aux Chambres de commerce de prendre une part plus large au développement de l'outillage et de la production nationale, la loi a autorisé les Chambres de commerce à se grouper en vue d'objets d'un intérêt collectif.

L'article 18 décide que :

« Les Chambres de commerce peuvent... provoquer, par l'entremise de leurs présidents, une entente sur les objets rentrant dans leurs attributions et intéressant à la fois leurs circonscriptions respectives. »

D'autre part, l'article 24 permet aux Chambres de commerce, sous réserve de l'autorisation ministérielle, « de se concerter en vue de créer, de subventionner ou d'entretenir des établissements, services ou travaux d'in-

térêt commun. Elles peuvent être autorisées à contracter, à cet effet, des emprunts collectifs. »

Les Chambres de commerce tenant de la loi elle-même le droit de constituer des unions en vue de l'étude des questions d'intérêt commun, le groupement des Chambres de commerce par régions ne constitue, par suite, que la mise en pratique d'une disposition légale restée, jusqu'ici, presque sans application.

Il est incontestable qu'il existe sur notre sol, en raison des conditions géographiques naturelles, des régions qui, par elles-mêmes, forment un ensemble à peu près complet.

Un courant très net s'est manifesté depuis quelque temps en France en faveur de la création de régions économiques. Ainsi qu'en font foi les communications adressées de toutes parts à mon département, nombreux sont ceux qui attendent de l'impulsion donnée à la vie régionale un accroissement d'activité pour notre production et nos échanges.

La division de la France en régions économiques a fait déjà l'objet d'études qui ont été utilisées par mes services. Le plan de cette division est indiqué dans la note ci-annexée (1), qui expose d'une manière très complète les considérations d'ordre économique ou autres sur lesquelles s'est basée mon administration pour établir son projet.

Ce projet ne doit pas être considéré, pour l'instant, comme absolument définitif.

Bien que le département du commerce ait tenu compte, dans l'étude à laquelle il a procédé, de toutes les considérations économiques qui étaient susceptibles de retenir son attention, il est possible que, dans le détail, la division envisagée appelle quelques retouches.

(1) La note annexée à la lettre circulaire du ministre contenait un projet de divisions régionales qui a été sensiblement modifié par la suite.

Dans le cas où il en serait ainsi, je vous serais obligé de m'en aviser et, également, de me faire connaître, sous le timbre de la présente dépêche (cabinet du ministre, conférence économique des gouvernements alliés), dans un délai de quinzaine :

1^o Si votre Chambre de commerce ne voit pas d'inconvénient à se rallier au principe du groupement des Chambres de commerce par régions et à faire usage, en ce qui la concerne, des dispositions ci-dessus rappelées des articles 18 et 24 de la loi du 9 avril 1898 sur les Chambres de commerce, lesquels prévoient le groupement de ces Compagnies en vue d'objets d'un intérêt collectif ;

2^o Si le projet de groupement par régions des Chambres de commerce, tel qu'il a été établi par mes services, vous paraît pouvoir être accepté sans modifications.

Au cas où votre Compagnie aurait des objections à présenter, je vous serais obligé de m'indiquer quelles sont ces objections et de les justifier par des considérations de même ordre que celles qui ont servi de base à l'étude de mes services ;

3^o Si votre Chambre de commerce serait disposée à consacrer une part des recettes de son budget à l'entretien des services qui représenteront la région économique, procéderont aux études des projets et travaux d'intérêt collectif et s'efforceront de provoquer, par tous les moyens en leur pouvoir, le développement de la production et des échanges dans les limites de la région.

Je crois devoir ajouter qu'aussitôt en possession des réponses qui me seront adressées par les Chambres de commerce, j'ai l'intention de me rendre dans chacun des centres qui seront appelés à devenir les chefs-lieux des régions économiques afin d'y exposer moi-même devant les membres des Chambres de commerce de la région,

spécialement convoqués à cet effet, les avantages que j'attends de l'organisation projetée.

Cette organisation est, en effet, à la base d'un aménagement nouveau de l'ensemble de nos forces économiques dont la réalisation s'impose avec une urgente nécessité.

CLÉMENTEL.

CONSTITUTION DES GROUPEMENTS

ARRÊTÉ DU 5 AVRIL 1919 *relatif à la création des groupements économiques régionaux* (1).

Le ministre du Commerce et de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande,

Vu les articles 18 et 24 de la loi du 19 avril 1898 relative aux Chambres de commerce ;

Vu la circulaire ministérielle du 25 août 1917 ;

Vu les procès-verbaux des différentes réunions des Chambres de commerce intéressées, constatant l'adhésion des compagnies ci-dessous mentionnées,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Les cent trente-six Chambres de commerce ci-après désignées sont autorisées à constituer les groupements économiques régionaux suivants :

1^o Groupement économique régional de Lille, comprenant les quatorze Chambres de commerce de Dunkerque, Armentières, Tourcoing, Roubaix, Lille, Douai, Valenciennes, Cambrai, Avesnes, Boulogne-sur-Mer, Calais, Saint-Omer, Béthune, Arras, avec Lille pour centre ;

(1) Texte modifié par les arrêtés des 10 février, 27 mars et 21 mai 1920 (*Journal officiel* des 12 février, 28 mars et 23 mai 1920).

2^o Groupement économique régional d'Amiens, comprenant les six Chambres de commerce d'Abbeville, Amiens, Péronne, Le Tréport, Saint-Quentin, Beauvais, avec Amiens pour centre ;

3^o Groupement économique régional de Rouen, comprenant les huit Chambres de commerce de Bolbec, Dieppe, Elbeuf, Fécamp, Le Havre, Rouen, Evreux, Pont-Audemer, avec Rouen pour centre ;

4^o Groupement économique régional de Caen, comprenant les six Chambres de commerce de Caen, Honfleur, Cherbourg, Granville, Alençon, Flers, avec Caen pour centre ;

5^o Groupement économique de Nantes, comprenant les dix Chambres de commerce de Laval, Le Mans, Nantes, Saint-Nazaire, Angers, Cholet, Saumur, Tours, Lorient, La Roche-sur-Yon, avec Nantes pour centre.

En outre, la Chambre de commerce de Lorient est autorisée à adhérer également en tant que besoin sera pour la sauvegarde de ses intérêts particuliers, au groupement économique mentionné au paragraphe 6 et qui a pour centre Rennes ;

6^o Groupement économique régional de Rennes, comprenant les sept Chambres de commerce de Brest, Morlaix, Quimper, Saint-Brieuc, Fougères, Rennes, Saint-Malo et, dans les conditions prévues au paragraphe 5, la Chambre de commerce de Lorient, avec Rennes pour centre ;

7^o (1) Groupement économique régional de Limoges, comprenant les dix Chambres de commerce de Niort, Poitiers, La Rochelle, Rochefort, Angoulême, Cognac, Limoges, Guéret, Tulle, Périgueux, avec Limoges pour centre.

En outre, les Chambres de commerce de Tulle, Angou-

(1) Ainsi modifié par l'arrêté du 10 février 1920.

lême, Périgueux et Rochefort sont autorisées à adhérer également, en tant que besoin sera pour la sauvegarde de leurs intérêts particuliers, au groupement économique mentionné au paragraphe 8 et qui a pour centre Bordeaux ;

8° (1) Groupement économique régional de Bordeaux, comprenant les sept Chambres de commerce de Bordeaux, Libourne, Mont-de-Marsan, Bayonne, Bergerac, Agen, Auch, plus, dans les conditions prévues au paragraphe 7, les Chambres de commerce de Tulle, Angoulême, Périgueux et Rochefort ; dans les conditions prévues au paragraphe 9, les Chambres de commerce de Cahors, Castres, Mazamet, Montauban et Tarbes ; et enfin, dans les conditions prévues au paragraphe 17, la Chambre de commerce de Clermont-Ferrand. Le centre du groupement est à Bordeaux.

En outre, les Chambres de commerce d'Auch et d'Agen sont autorisées à adhérer également, en tant que besoin sera pour la sauvegarde de leurs intérêts particuliers, au groupement économique mentionné au paragraphe 9 qui a pour centre Toulouse ;

9° (1) Groupement économique régional de Toulouse, comprenant les dix Chambres de commerce de Cahors, Montauban, Albi, Castres, Mazamet, Tarbes, Toulouse, Foix, Rodez, Perpignan, plus, dans les conditions prévues au paragraphe 8, les Chambres de commerce d'Auch et d'Agen, et, dans les conditions prévues au paragraphe 10, les Chambres de commerce de Cette, Carcassonne et Narbonne, avec Toulouse pour centre.

En outre, les Chambres de commerce de Perpignan, Cahors, Castres, Mazamet, Montauban et Tarbes sont autorisées à adhérer également, en tant que besoin sera pour la sauvegarde de leurs intérêts particuliers, la pre-

(1) Ainsi modifié par l'arrêté du 10 février 1920.

mière au groupement économique mentionné au paragraphe 10 qui a Montpellier pour centre, les autres au groupement économique mentionné au paragraphe 8 qui a Bordeaux pour centre ;

10° (1) Groupement économique régional de Montpellier, comprenant les sept Chambres de commerce de Béziers, Cette, Montpellier, Carcassonne, Narbonne, Millau, Mende, et, dans les conditions prévues au paragraphe 9, la Chambre de commerce de Perpignan, avec Montpellier pour centre.

En outre, les Chambres de commerce de Cette, Carcassonne et Narbonne sont autorisées à adhérer également, en tant que besoin sera pour la sauvegarde de leurs intérêts particuliers, au groupement économique mentionné au paragraphe 9 et qui aura pour centre Toulouse ;

11° Groupement économique régional de Marseille, comprenant les dix Chambres de commerce d'Alais, Nîmes, Avignon, Marseille, Arles, Digne, Gap, Toulon, Ajaccio, Bastia, avec Marseille pour centre.

Les Chambres de commerce d'Ajaccio et de Bastia forment une sous-région, dont le centre sera Bastia. En outre, les Chambres de commerce de Digne et de Gap sont autorisées à adhérer également, en tant que besoin sera pour la défense de leurs intérêts particuliers, au groupement économique mentionné au paragraphe 12 et qui aura pour centre Grenoble.

12° (2) Groupement économique régional de Grenoble comprenant les quatre Chambres de commerce d'Annecy, Chambéry, Grenoble et Nice, plus, dans les conditions prévues au paragraphe 13, la Chambre de commerce de Vienne, avec Grenoble pour centre ;

(1) Ainsi modifié par l'arrêté du 10 février 1920.

(2) Ainsi modifié par l'arrêté du 21 mai 1920.

13° Groupement économique régional de Lyon, comprenant les onze Chambres de commerce de Mâcon, Bourg, Lyon, Tarare, Villefranche, Roanne, Le Puy, Vienne, Annonay, Aubenas, Valence, avec Lyon pour centre.

En outre, la Chambre de commerce du Puy et la Chambre de commerce de Vienne sont également autorisées à adhérer, en tant que besoin sera pour la sauvegarde de leurs intérêts particuliers, la première au groupement économique mentionné au paragraphe 17 et qui a pour centre Clermont-Ferrand, la deuxième au groupement économique mentionné au paragraphe 12 et qui a pour centre Grenoble ;

14° Groupement économique régional de Nancy, comprenant les onze Chambres de commerce de Charleville, Sedan, Châlons-sur-Marne, Reims, Troyes, Bar-le-Duc, Saint-Dizier, Nancy, Epinal, Saint-Dié, Lure, avec Nancy pour centre ;

15° Groupement économique régional de Paris, comprenant uniquement la Chambre de commerce de Paris ;

16° (1) Groupement économique de la région parisienne, comprenant les huit Chambres de commerce de : Auxerre, Blois, Chartres, Corbeil, Meaux, Melun, Orléans et Sens. Le siège de ce groupement sera à Paris. Pour les études techniques et l'exploitation des œuvres d'intérêt public, la région parisienne est divisée en deux sous-régions : la sous-région du bassin de la Seine, comprenant les six Chambres de commerce d'Auxerre, Chartres, Corbeil, Meaux, Melun et Sens, avec Paris pour centre, et la sous-région du bassin de la Loire comprenant les deux Chambres de commerce de Blois et d'Orléans, avec cette dernière ville pour centre.

Les Chambres de commerce d'Orléans et de Blois sont

(1) Ainsi modifié par l'arrêté du 27 mars 1920.

autorisées à adhérer également, en tant que besoin sera pour la sauvegarde de leurs intérêts particuliers, au groupement économique régional mentionné au paragraphe 5 et qui a Nantes pour centre ;

17° (1) Groupement économique régional de Clermont-Ferrand comprenant les sept Chambres de commerce de Montluçon, Moulins, Ambert, Clermont-Ferrand, Riom, Thiers, Aurillac et, dans les conditions prévues au paragraphe 13, la Chambre de commerce du Puy, avec Clermont-Ferrand pour centre.

En outre, la Chambre de commerce de Clermont-Ferrand est autorisée à adhérer également, en tant que besoin sera pour la sauvegarde de ses intérêts particuliers, au groupement économique mentionné au paragraphe 8 et qui a Bordeaux pour centre.

ARTICLE 2. — Un arrêté déterminera ultérieurement les conditions de fonctionnement des groupements économiques régionaux constitués par les Chambres de commerce.

ARTICLE 3. — Des arrêtés ultérieurs fixeront la composition des groupements non mentionnés au présent arrêté.

Paris, le 5 avril 1919.

CLÉMENTEL.

ARRÊTÉ DU 15 OCTOBRE 1920 *constituant le groupement économique régional de Dijon* (2).

Le ministre du Commerce et de l'Industrie,

Vu les articles 18 et 24 de la loi du 9 avril 1898 relative aux Chambres de commerce ;

(1) Ainsi modifié par l'arrêté du 10 février 1920.

(2) *Journal officiel* du 19 octobre 1920.

Vu la circulaire ministérielle du 25 août 1917 ;

Vu le procès-verbal de la réunion des différentes Chambres de commerce intéressées, en date du 27 juillet 1920, constatant l'adhésion de ces compagnies ;

Sur le rapport du Directeur des Affaires commerciales et industrielles,

Arrête :

ARTICLE UNIQUE. — Les cinq Chambres de commerce de Beaune, Chalon-sur-Saône, Dijon, Gray et Lons-le-Saunier sont autorisées à constituer un groupement économique régional avec Dijon pour centre.

Paris, le 15 octobre 1920.

Aug. ISAAC.

ARRÊTÉ DU 10 NOVEMBRE 1920 *autorisant les Chambres de commerce à adhérer à des groupements économiques régionaux* (1).

Le ministre du Commerce et de l'Industrie,

Vu les articles 18 et 24 de la loi du 9 avril 1898 relative aux Chambres de commerce ;

Vu la circulaire ministérielle du 25 août 1917 ;

Vu l'arrêté du ministre du Commerce et de l'Industrie du 5 avril 1919 constituant des groupements économiques régionaux ;

Vu l'arrêté du ministre du Commerce et de l'Industrie du 12 avril 1919, modifié par les arrêtés des 18 août 1919 et 21 juin 1920, relatif à l'organisation et au fonctionnement des groupements économiques régionaux ;

Vu les demandes des Chambres de commerce de Brive, de Brioude et du Tréport ;

(1) *Journal officiel* du 14 novembre 1920.

Sur le rapport du directeur des Affaires commerciales et industrielles,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — La Chambre de commerce de Brive, créée par décret du 21 novembre 1919, est autorisée à adhérer au groupement économique régional de Bordeaux.

En outre, cette compagnie est autorisée à adhérer également, en tant que besoin sera pour la sauvegarde de ses intérêts particuliers, au groupement économique régional de Limoges.

ARTICLE 2. — La Chambre de commerce de Brioude, créée par décret du 25 février 1920, est autorisée à adhérer au groupement économique régional de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 3. — La Chambre de commerce du Tréport, comprise dans le groupement économique régional d'Amiens est autorisée à adhérer également, en tant que besoin sera pour la sauvegarde de ses intérêts particuliers, au groupement économique régional de Rouen.

Paris, 10 le novembre 1920.

Aug. ISAAC.

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES GROUPEMENTS

ARRÊTÉ DU 12 AVRIL 1919 *relatif à l'organisation et au fonctionnement des groupements économiques régionaux* (1).

Le ministre du Commerce et de l'Industrie, des Postes

(1) Texte modifié par les arrêtés des 18 août 1919 et 21 juin 1920 (Cf. *Journal officiel* des 18 avril, 23 août 1919 et 23 juin 1920).

et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande,

Vu la loi du 9 avril 1898 relative aux Chambres de commerce ;

Vu la circulaire ministérielle du 25 août 1917 ;

Vu l'arrêté du ministre du Commerce et de l'Industrie en date du 5 avril 1919, constituant des groupements économiques régionaux de Chambres de commerce ;

Vu l'arrêté du ministre du Commerce et de l'Industrie en date du 6 avril 1919, transférant aux groupements régionaux de Chambres de commerce les comités consultatifs d'action économique précédemment institués dans chaque région de corps d'armée ;

Arrête :

TITRE I^{er}. — ORGANISATION DU GROUPEMENT RÉGIONAL.

ARTICLE PREMIER. — Le groupement régional constitué par application des dispositions de l'article 18 de la loi du 9 avril 1898 sur les Chambres de commerce est composé des Chambres de commerce désignées par l'arrêté de constitution. Il a pour centre la Chambre de commerce déterminée par ledit arrêté.

Les réunions du groupement régional peuvent se tenir occasionnellement, si le comité régional prévu à l'article 2 le décide, dans une Chambre autre que celle désignée comme centre de groupement.

ARTICLE 2. — Le groupement régional est administré par un Comité régional composé comme suit :

1^o Chacune des Chambres de commerce adhérentes est représentée par son président et par un membre de la Chambre de commerce, désigné en séance régulière ;

2^o Toute Chambre de commerce dont la circonscrip-

tion comprend plus de 10.000 contribuables inscrits à la cédula de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux déléguera, en dehors de son président et du membre désigné par elle, autant de mandataires qu'elle compte de fois 10.000 contribuables dans sa circonscription. Toute fraction en plus d'une dizaine de mille donnera droit à un mandataire si elle dépasse le chiffre de 5.000. Les mandataires seront choisis parmi les membres élus des Chambres de commerce.

Les membres du comité sont élus pour six ans, le renouvellement ayant lieu par tiers tous les deux ans.

Pour la première période de six ans, les membres à réélire au bout de deux ans et quatre ans seront désignés par le sort et leur mandat durera six ans. Les membres sortants sont rééligibles.

Des nominations partielles auront lieu en cas de décès, de démission, ou lorsqu'un membre du Comité régional n'aura pas été réélu membre de sa compagnie. Les nouveaux membres du Comité régional, ainsi désignés, prendront la suite de leurs prédécesseurs.

ARTICLE 3. — Le Comité régional nomme parmi ses membres un président, un ou deux vice-présidents, un secrétaire-trésorier ou un secrétaire et un trésorier. Les nominations sont faites à la majorité absolue.

Les membres du bureau sont élus pour un an et rééligibles. En cas de vacances, le bureau doit se compléter.

Les préfets ou leurs représentants et les sous-préfets des départements compris dans la région constituant le groupement ont entrée au Comité régional et ils y ont voix consultative.

Le Comité régional nomme un secrétaire général de la région économique. Cette nomination est soumise à l'homologation du ministre du Commerce, qui remet à ce

secrétaire général une lettre de service l'accréditant auprès des diverses administrations publiques.

Un inspecteur spécial des régions économiques, désigné par le ministre, aura pour mission d'assurer la coordination des efforts et la liaison permanente entre l'administration centrale et les groupements régionaux.

Il aura entrée avec voix consultative aux séances des Comités régionaux.

ARTICLE 4. — La compétence du Comité régional ne s'étend qu'aux questions intéressant au moins les circonscriptions de deux des Chambres de commerce agrégées au groupement.

Les décisions du Comité et du bureau sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, le président a voix prépondérante.

Cependant une Chambre de commerce peut toujours, en ce qui la concerne, refuser de s'associer à une décision du Comité. Ce refus ne peut, d'ailleurs, faire échec à la décision de la majorité que dans les limites de la circonscription de la Chambre de commerce intéressée, ladite décision restant exécutoire pour le reste du territoire de la région.

ARTICLE 5. — Le Comité régional se réunit au moins tous les trois mois et, en outre, chaque fois qu'il sera convoqué par le ministre ou par son président. Celui-ci devra réunir le Comité toutes les fois qu'il sera saisi d'une demande émanant du tiers de ses membres.

Dans l'intervalle des sessions ordinaires, le Comité régional sera représenté par une commission permanente composée du bureau et, si le Comité le juge nécessaire, d'un certain nombre de membres adjoints au bureau.

ARTICLE 6. — Toute Chambre de commerce adhérente

à un groupement régional peut, en tant qu'elle le juge utile à la sauvegarde de ses intérêts économiques, adhérer également à un autre groupement régional limitrophe ou voisin.

Il peut être constitué autour des ports maritimes, outre la région proprement dite du port dont il est le centre, une zone plus étendue, dit « zone d'influence du port ». Une même Chambre de commerce peut adhérer à la fois à une région économique particulière et à la « zone d'influence » d'un port intéressant sa circonscription au point de vue des importations ou des exportations.

TITRE II. — ATTRIBUTIONS DU GROUPEMENT RÉGIONAL.

ARTICLE 7. — Les groupements régionaux peuvent être autorisés à fonder et à administrer, outre les établissements visés dans l'énumération énonciative de l'article 14 de la loi du 9 avril 1898, tous établissements, organismes ou institutions qui, par leur objet, sont susceptibles de faciliter ou de développer le commerce ou l'industrie de la région économique.

Les capitaux nécessaires à la création et au fonctionnement des services susvisés peuvent provenir, soit de fonds publics, soit de ressources privées, soit d'emprunts contractés dans les conditions fixées par l'article 22 de la loi du 9 avril 1898 sur les Chambres de commerce.

Les établissements créés par les groupements régionaux sont la propriété de ces groupements s'ils ont été fondés avec des capitaux disponibles appartenant en propre aux dits groupements ou s'ils proviennent de fonds d'emprunts. Mais ils demeurent la propriété de l'Etat, du département ou de la commune, s'ils ont été créés par une de ces personnes morales. Néanmoins, l'administration de ces établissements peut toujours être déléguée au Comité régional.

Les groupements régionaux sont habiles à recevoir la pleine propriété des établissements créés avec des ressources privées. L'acceptation a lieu dans les formes prévues en matière de dons et legs aux établissements publics.

ARTICLE 8. — Les groupements régionaux peuvent, dans les formes prescrites par la loi du 27 juillet 1870, être déclarés concessionnaires de travaux publics ou chargés de tous services ayant un caractère d'intérêt public.

La concession peut se rapporter, non seulement à des travaux entrepris par l'Etat, mais aussi à ceux qui sont à la charge des départements, des communes ou des associations syndicales.

TITRE III. — ADMINISTRATION FINANCIÈRE.

ARTICLE 9. — Les Chambres de commerce adhérentes à un groupement régional sont autorisées, par voie d'approbation budgétaire ou par décision du ministre du Commerce, à prévoir à leur budget annuel un crédit spécial représentant leur part contributive aux dépenses d'ordre matériel nécessitées par l'organisation et le fonctionnement du Comité régional. Cette part contributive est couverte, soit au moyen des disponibilités du budget ou du fonds de réserve, soit à l'aide de l'imposition.

ARTICLE 10 (ainsi modifié : arrêté du 18 août 1919). — Dans les trois premiers mois de chaque année, le Comité régional fixe, par voie budgétaire, la somme nécessaire au fonctionnement du groupement pour l'année suivante.

Dans le même délai, il présente directement au ministre du Commerce le compte des recettes et des dépenses de l'exercice précédent ainsi que le projet de budget de l'année suivante.

Le projet de budget présenté détermine la contribution à demander par le groupement à chaque Chambre de commerce adhérente. Les parts contributives de ces compagnies sont fixées au prorata du montant total des patentes, comprenant le principal fictif et les centimes additionnels pour frais de Chambre de commerce de leurs circonscriptions respectives, après avoir déduit de la somme totale nécessaire au fonctionnement du groupement les ressources propres de celui-ci (intérêt des fonds placés, arrérages de dons ou legs, reliquat de l'exercice précédent, prélèvement sur le fonds de réserve, etc.) et le montant des subventions qui peuvent lui être accordées.

Toutefois, lorsqu'une Chambre de commerce a décidé, conformément à l'article 6, d'adhérer à deux groupements régionaux, ou à un groupement régional et à la zone d'influence d'un port, elle ne contribue au budget de chacun des deux groupements qu'au prorata d'une partie seulement du montant total de ses patentes.

Elle détermine alors et fait connaître aux deux groupements auxquels elle a adhéré la partie du montant total de ses patentes qu'elle affecte à chacun d'eux pour servir de base à la fixation de chacune de ses parts contributives.

Un état certifié par le président du groupement régional et indiquant par Chambre de commerce adhérente le montant de ses patentes (principal fictif et centimes additionnels) et la répartition effectuée entre les diverses Chambres de la somme nécessaire pour faire face aux frais généraux du Comité est produit à l'appui du budget présenté.

Pour les Chambres rattachées à deux groupements, l'Etat ne fera figurer le montant total de leurs patentes qu'à titre d'indication. Dans le tableau de répartition des contributions, ces Chambres ne seront portées que pour la part du montant total des patentes qu'elles ont affectée au groupement qui fournit l'état.

Dès réception du budget approuvé par le ministre, le président du Comité régional notifie aux Chambres de commerce adhérentes le montant de leur contribution qui figurera sur leur projet de budget respectif.

ARTICLE 11. — Toutes les règles générales concernant l'administration financière des Chambres de commerce, règles exposées dans les différentes circulaires ou instructions adressées à ces Compagnies, en exécution de la loi du 9 avril 1898, et notamment dans la circulaire ministérielle du 30 juin 1904, sont applicables au Comité régional, sous réserve, toutefois, des modifications résultant des dispositions du présent arrêté (présentation des comptes et budgets dans les trois premiers mois de l'année ; transmission directe de ces pièces comptables et des pièces justificatives au ministre).

ARTICLE 12. — Le Comité régional nommera dans son sein une commission spéciale des finances ou des comptes. La composition, le rôle et les attributions de cette commission sont déterminés par la circulaire du 30 juin 1904.

ARTICLE 13. — Le Comité régional présente des comptes et projets de budgets spéciaux pour les divers services qu'il est autorisé à créer et à administrer.

Ces services ne devant pas, en principe, être alimentés par les Chambres de commerce adhérentes, leurs comptes et projets de budgets sont présentés à l'approbation du ministre dans les six premiers mois de chaque année.

Les règles générales visées à l'article 12 du présent arrêté et celles posées par la circulaire du 20 août 1912, en ce qui concerne les services des ports administrés par les Chambres de commerce, sont applicables au Comité régional.

Paris, le 12 avril 1919.

CLÉMENTEL.

INSTRUCTION pour l'application de l'arrêté du 12 avril 1919, relatif à l'organisation et au fonctionnement des groupements régionaux des Chambres de commerce (1).

I. — ORGANISATION DU GROUPEMENT RÉGIONAL

Le groupement régional constitué par application de l'article 18 de la loi du 9 avril 1898 est composé des Chambres de commerce désignées par l'arrêté de constitution. Il a pour centre la Chambre de commerce qui est déterminée par cet arrêté. Il peut tenir ses réunions soit dans cette Chambre, soit, si le Comité régional prévu à l'article 2 en décide ainsi, dans une autre Chambre du groupement.

Le groupement est administré par un comité régional composé comme suit :

1^o Chacune des Chambres adhérentes est représentée par son président. Le président peut être remplacé par un membre de la Chambre de commerce désigné en séance régulière.

2^o Toute Chambre dont la circonscription comprend plus de 10.000 contribuables inscrits à la cédula des bénéfices industriels et commerciaux déléguera, en dehors de son président ou du représentant ci-dessus visé, autant de mandataires qu'elle compte de fois 10.000 contribuables. Toute fraction en plus d'une dizaine de mille sera comptée également si elle dépasse 5.000.

Les mandataires seront choisis parmi les membres élus des Chambres de commerce.

Les membres du Comité régional sont élus pour six ans, le renouvellement ayant lieu par tiers tous les deux ans.

Pour la première période de six ans, les membres à réélire au bout de deux ans et quatre ans seront désignés

(1) Cf. *Journal officiel* du 18 avril 1919.

par le sort et leur mandat durera six ans. Les membres sortants sont rééligibles.

Des nominations partielles auront lieu en cas de décès, de démission ou lorsqu'un membre du Comité régional n'aura pas été réélu membre de sa Compagnie.

Les nouveaux membres du Comité régional ainsi désignés prendront la suite de leurs prédécesseurs.

Le Comité régional nomme parmi ses membres un président, un ou deux vice-présidents, un secrétaire-trésorier ou un secrétaire et un trésorier.

Les préfets ou leur représentant et sous-préfets des départements et arrondissements intéressés auront entrée au Comité régional et ils auront « voix consultative » dans les conditions prévues, pour les Chambres de commerce, par l'article 8 de la loi du 9 avril 1898.

Le Comité régional nomme un secrétaire général de la région économique ; cette nomination est soumise à l'homologation du ministre du Commerce, qui remet à ce secrétaire général une lettre de service l'accréditant auprès des diverses administrations publiques.

Un inspecteur spécial des régions économiques, désigné par le ministre, aura pour mission d'assurer la coordination des efforts et la liaison permanente entre l'administration centrale et les groupements régionaux.

La compétence du Comité régional ne s'étend qu'aux questions intéressant au moins les circonscriptions de deux des Chambres de commerce agrégées au groupement.

Les décisions du Comité sont prises à la majorité des voix. Cependant une Chambre de commerce peut toujours, en ce qui la concerne, refuser de s'associer à une décision du Comité. Ce refus ne peut, d'ailleurs, faire échec à la décision de la majorité que dans les limites de la circonscription de la Chambre intéressée. Ladite décision reste exécutoire pour le reste du territoire de la région.

Le Comité régional se réunit au moins tous les trois mois et, en outre, chaque fois qu'il sera convoqué par le ministre ou par son président. Celui-ci devra convoquer le Comité chaque fois qu'il sera saisi d'une demande émanant du tiers des membres.

Dans l'intervalle des sessions ordinaires, le Comité régional sera représenté par une commission permanente composée du bureau et, si le Comité le juge nécessaire, d'un certain nombre de membres adjoints au bureau.

Toute Chambre de commerce adhérente à un groupement régional peut, en tant qu'elle le juge utile pour la sauvegarde de ses intérêts économiques, adhérer également à un groupement régional limitrophe ou voisin.

De même, autour des ports maritimes, il peut être constitué, outre la région proprement dite dont le port est le centre, une zone plus étendue dite « zone d'influence » du port. En ce cas, une même Chambre peut adhérer à la fois à une région économique particulière et à la zone d'influence du port qui intéresse sa circonscription au point de vue des importations ou des exportations.

« Dans les deux cas susvisés, la Chambre détermine « quelle doit être, dans le total des crédits affectés par « elle à l'organisation régionale, la part à allouer à cha- « cun des groupements auxquels elle se rattache » (1).

II. — ATTRIBUTIONS DU GROUPEMENT RÉGIONAL.

En conformité de l'article 14 de la loi du 9 avril 1898, le groupement régional, de même que les Chambres de commerce qui en font partie, peut être autorisé à fonder

(1) Cet alinéa se rapporte au paragraphe 3 de l'article 6 de l'arrêté du 12 avril 1919 qui a été supprimé par l'arrêté du 18 août 1919.

et à administrer des établissements à l'usage du commerce.

L'énumération de ces établissements donnée par l'article 14 susvisé doit être considérée comme énonciative et non limitative.

Par suite, indépendamment des établissements énumérés par la loi de 1898 (magasins généraux, salles de ventes publiques, entrepôts, bancs d'épreuve pour les armes, bureaux de conditionnement et de titrage, expositions permanentes et musées commerciaux, écoles de commerce, écoles professionnelles, cours pour la propagation des connaissances commerciales et industrielles), le groupement régional peut être autorisé à fonder des offices de renseignements en matière de transports par eau et par voie ferrée, des offices régionaux de l'énergie, des offices de renseignements commerciaux, de statistique, d'expansion économique, des agences commerciales à l'étranger, des bibliothèques ou revues régionales, ainsi que tous organismes ou institutions qui, par leur objet, sont susceptibles de faciliter ou de développer le commerce ou l'industrie de la région économique.

Il appartient aux groupements régionaux de provoquer, en tant que de besoin, la création de ces services ou établissements. Les initiatives à prendre à cet égard sont différentes suivant les régions et leur intérêt peut — dans nombre de cas — ne se révéler qu'au fur et à mesure de l'évolution économique de la région.

Les sommes indispensables aux travaux à entreprendre ou au fonctionnement des services ou établissements qui viendront à être créés seront nécessairement d'origines diverses ; elles pourront provenir soit de fonds publics, soit de ressources privées, soit surtout d'emprunts contractés dans les conditions usitées, notamment par les Chambres de commerce des ports maritimes.

Il n'y a d'ailleurs pas lieu, en l'espèce, de se référer

à une règle qui ne laisserait place à l'action du groupement qu'en cas d'abstention de l'initiative privée. Même au cas où cette initiative privée est en mesure de se produire, celle du groupement des Chambres de commerce ne doit pas être écartée. Elle doit, au contraire, être encouragée comme étant plus avantageuse pour le public, puisque, en définitive, la gestion des Chambres de commerce ou du groupement qui est leur organe officiel peut être considérée comme étant de nature à procurer, non seulement l'avantage du bon marché, mais encore toutes les garanties qui s'attachent au fonctionnement de services qui n'ont d'autre but que de défendre au mieux l'intérêt général.

Les établissements créés par les groupements régionaux sont la propriété de ces groupements s'ils ont été fondés avec des capitaux disponibles appartenant en propre auxdits groupements ou aux Chambres de commerce qui les constituent ou provenant du produit d'un emprunt. Mais ils demeurent la propriété de l'Etat, du département ou de la commune, s'ils ont été créés par une de ces personnes morales. Néanmoins, conformément aux dispositions de l'article 14, l'administration de ces établissements peut toujours être déléguée au Comité régional.

Bien que la loi de 1898 ne parle que de la « remise » faite aux Chambres de commerce de l'administration des établissements fondés par l'initiative privée, cette expression ne fait évidemment pas obstacle à un dessaisissement absolu de la part des fondateurs en faveur des Chambres de commerce et, par conséquent, du groupement qui représente un certain nombre d'entre elles. Ce groupement a capacité pour recevoir la pleine propriété des établissements créés avec des ressources privées. L'acceptation a lieu dans les formes suivies en matière de dons et legs aux établissements publics.

D'après l'article 15 de la loi du 9 avril 1898, les Chambres

de commerce peuvent devenir concessionnaires de travaux publics ou être chargées de services publics. On peut donc admettre qu'un groupement de ces compagnies peut le devenir aussi. Ici encore la loi n'est nullement limitative et englobe l'exécution de tout service ayant un caractère d'intérêt public.

Elle confond dans une même formule deux régimes fort différents, celui des concessions et celui des autorisations.

La concession implique l'idée de monopole, d'occupation privative du domaine public.

L'autorisation, elle, ne présente aucun caractère exclusif, ne confère aucun droit susceptible d'être transmis, ni aucune espèce de monopole.

La loi du 27 juillet 1870, à laquelle se réfère l'article 15 de la loi de 1898, prévoit deux catégories de travaux publics : ceux qu'elle qualifie de « grands travaux », dont l'utilité publique ne peut être déclarée que par une loi, et « tous autres travaux de moindre importance » dont la déclaration d'utilité publique résulte d'un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique.

La concession peut se rapporter, non seulement à des travaux entrepris par l'Etat, mais aussi à ceux qui sont à la charge des départements et des communes. Elle pourrait enfin, semble-t-il, concerner des travaux entrepris par des associations syndicales.

C'est ainsi qu'un groupement régional des Chambres de commerce pourrait recevoir la concession de terrains domaniaux (situés, par exemple, près des quais d'un port) à charge d'en tirer parti au mieux des intérêts du commerce.

L'intervention des Chambres de commerce, en matière de travaux publics, ne s'est pas jusqu'ici présentée sous la forme d'une exécution directe. Mais rien ne s'oppose, en l'état actuel de la législation, à ce qu'une Chambre

de commerce soit chargée de l'exécution de l'entreprise de l'espèce, étant données les dispositions très nettes établies à cet égard par l'article 15 de la loi du 9 avril 1898.

Les concessions de services publics dont la gestion peut être confiée aux groupements régionaux des Chambres de commerce peuvent s'entendre de tous les services créés dans l'intérêt du commerce et de l'industrie. Ici encore, on ne saurait en faire une énumération limitative. On peut citer, dans cet ordre d'idées, les services d'outillage des ports, les services de sauvetage, de remorquage, d'incendie, de police des ports, les formes de radoub et les slipways, les services de traction électrique ou autre sur les canaux, les poids publics, les courriers automobiles. On pourrait admettre aussi pour un groupement la concession de forces hydrauliques sur une rivière en vue de la création d'offices d'énergie, chargés de distribuer la force et la lumière.

III. — ADMINISTRATION FINANCIÈRE.

En vertu de l'article 24 de la loi du 9 avril 1898, le ministre du Commerce peut autoriser les Chambres de commerce adhérentes au groupement régional à prélever sur les contribuables désignés par la loi pour subvenir à leurs frais de fonctionnement les centimes additionnels nécessaires pour couvrir leur part contributive aux dépenses d'ordre matériel que nécessitera l'organisation de la région, telles que : traitements du personnel, location de locaux, achat d'immeubles, de matériel, achat de livres, abonnements aux publications périodiques, etc...

Les fonds provenant de cette imposition devront toujours être obligatoirement affectés aux dépenses du Comité.

La part contributive des Chambres de commerce aux

frais de fonctionnement du Comité peut aussi être couverte au moyen des dispositions de leur budget ou de leur fonds de réserve. L'autorisation est donnée par décision du ministre.

Dans les trois premiers mois de chaque année, le Comité régional fixera, par voie budgétaire, la somme nécessaire au fonctionnement du groupement pour l'année suivante.

Dans le même délai, c'est-à-dire dans les trois premiers mois de l'année, il présentera directement à l'approbation du ministre du Commerce le compte des recettes et des dépenses de l'exercice précédent, ainsi que le projet de budget de l'année suivante.

« Ce projet de budget déterminera la contribution à demander par le groupement à chaque Chambre de commerce adhérente. Les parts contributives de ces compagnies sont fixées au prorata du nombre de contribuables de leurs circonscriptions respectives assujettis à l'imposition pour frais de Chambre de commerce, après avoir déduit de la somme totale nécessaire au fonctionnement du groupement les ressources propres de celui-ci (intérêts des fonds placés, arrérages de dons ou legs, reliquat de l'exercice précédent, prélèvement sur le fonds de réserve, etc...) et le montant des subventions qui peuvent lui être accordées.

Pour établir le projet de répartition de ses frais entre les Chambres de commerce adhérentes, le Comité devra donc demander aux directeurs des Contributions directes des départements dont relèvent les Chambres le nombre des contribuables assujettis à l'imposition pour frais de Chambre de commerce.

Ces renseignements seront réunis dans un état certifié par le président du Comité et qui sera obligatoirement produit à l'appui du projet du budget présenté.

Cet état indiquera la répartition effectuée entre les

diverses Chambres du groupement de la somme proposée pour faire face aux frais généraux du Comité » (1).

Dès réception du budget approuvé par le ministre, le président du Comité régional notifiera aux Chambres de commerce adhérentes le montant de leur contribution, qui figurera sur leurs projets de budgets respectifs.

Il est absolument indispensable que les comptes et budgets du Comité régional soient présentés au contrôle et à l'approbation ministérielle dans le délai ci-dessus imparti, de façon que le président du Comité puisse notifier aux Chambres de commerce du groupement, au plus tard avant l'expiration du quatrième mois, le montant de la part contributive mise à leur charge, puisqu'en effet ces compagnies doivent, aux termes de l'article 26 de la loi de 1898, présenter, dans les six premiers mois de l'année, à l'approbation du ministre, le compte de l'exercice précédent ainsi que le projet de budget relatif à l'année suivante.

L'attention des comités est appelée d'une façon toute spéciale sur la nécessité de se conformer strictement à cette prescription. Son inobservation aurait en effet pour conséquence inévitable de retarder l'émission des décrets ayant pour objet d'autoriser la mise en recouvrement des impositions demandées par les Chambres de commerce.

Toutes les règles générales concernant l'administration financière des Chambres de commerce, règles qui sont exposées dans les différentes circulaires ministérielles prises en exécution de la loi du 9 avril 1898 et, notamment, dans la circulaire du 30 juin 1904 qui rappelle, en les complétant et en les modifiant sur certains points, les princi-

(1) Le texte entre guillemets se rapporte à l'article 10 de l'arrêté du 12 avril 1919, qui a été modifié par l'arrêté du 18 août 1919.

pales dispositions des diverses circulaires antérieures, sont applicables au comité régional, sous réserve, toutefois, des modifications qui résultent des dispositions de l'arrêté du 12 avril 1919.

Les comptes et budgets des Comités régionaux doivent être présentés dans les trois premiers mois de chaque année, alors que les comptes et budgets des Chambres de commerce le sont dans les six premiers mois.

Ils sont transmis directement au ministre, alors que les comptes et budgets des Chambres de commerce lui sont adressées par l'intermédiaire des préfets.

Cette transmission directe entraîne, par voie de conséquence, la transmission au ministre de toutes les pièces justificatives des dépenses, qui doivent lui être adressées sous bordereau établi dans la forme du modèle annexé à la circulaire du 30 juin 1904.

Les comptes et budgets seront établis dans la forme du modèle en usage pour le service ordinaire des Chambres de commerce.

Le premier article des recettes mentionnera le reliquat de l'exercice précédent ; les recettes et dépenses annuelles seront divisées, comme pour les comptes et budgets de ces compagnies, en trois chapitres (ordinaires, extraordinaires, fonds de réserve).

Ils comporteront un tableau de récapitulation. Les recettes et les dépenses totales prévues au budget et inscrites à ce tableau devront se balancer exactement. En effet, les parts contributives à demander aux Chambres de commerce du groupement étant, en principe, couvertes au moyen de l'imposition, doivent être calculées de façon à couvrir exactement les frais de fonctionnement du Comité régional, déduction faite des ressources provenant de subventions autres que celles qui lui sont attribuées par les Chambres de commerce (subventions départementales,

municipales, de groupements commerciaux et industriels, etc...) et du reliquat de l'exercice précédent.

Le Comité régional devra nommer une commission spéciale des finances ou des comptes dans les conditions fixées pour les Chambres de commerce par la circulaire du 30 juin 1904. La composition, le rôle et les attributions de cette commission sont déterminés par ladite circulaire.

Les comptes et budgets seront accompagnés de toutes pièces justificatives et documents prévus par la circulaire susvisée et, notamment, d'un extrait certifié conforme du procès-verbal de la séance du comité dans laquelle les comptes et budgets auront été arrêtés.

Le Comité régional présentera des comptes et budgets spéciaux pour les divers services qu'il serait autorisé à créer et à administrer. Ces services ne devant pas, en principe, être alimentés par les Chambres de commerce adhérentes, leurs comptes et projets de budgets pourront être présentés dans les six premiers mois de chaque année.

Ici encore, toutes les règles posées par la circulaire du 30 juin 1904, modifiée par la circulaire plus récente du 20 août 1912, en ce qui concerne les services des ports, sont applicables au Comité régional.

Paris, le 12 avril 1919.

Le ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande,

CLÉMENTEL.

INSTRUCTION *modifiant l'instruction ministérielle du 12 avril 1919, relative à l'application de l'arrêté de même date concernant l'organisation et le fonctionnement des groupements économiques régionaux de Chambres de commerce* (1).

L'article 2 de l'arrêté ministériel du 12 avril 1919 relatif à l'organisation et au fonctionnement des groupements économiques régionaux, ainsi que l'instruction de même date concernant l'application dudit arrêté, disposent que « le Groupement régional est administré par un Comité régional composé comme suit :

« 1^o Chacune des Chambres de commerce adhérentes est représentée par son président. Le président peut être remplacé par un membre de la Chambre de commerce désigné en séance régulière.

« 2^o Toute Chambre de commerce dont la circonscription comprend plus de 10.000 contribuables inscrits à la cédule de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux déléguera, en dehors de son président, autant de mandataires qu'elle compte de fois 10.000 contribuables dans sa circonscription. Toute fraction en plus d'une dizaine de mille donnera droit à un mandataire si elle dépasse le chiffre de 5.000. Les mandataires seront choisis parmi les membres élus des Chambres de commerce ».

L'expérience a démontré que cette disposition ne donne droit, dans la grande majorité des Chambres de commerce, qu'à un seul et unique représentant, le président, et qu'il résulte de ce fait que le nombre total des membres des Comités régionaux est tout à fait insuffisant pour leur assurer un fonctionnement normal et leur donner toute l'autorité nécessaire.

(1) Cf. *Journal officiel* du 23 juin 1920.

Pour remédier à ces inconvénients, j'ai décidé que chaque Chambre de commerce serait représentée au Comité régional par son président et par un de ses membres, les Compagnies dont la circonscription comprend plus de 10.000 contribuables devant déléguer, en plus de ces deux représentants, autant de mandataires qu'elles comprennent de fois 10.000 contribuables.

Cette mesure a été réalisée par arrêté en date du 21 juin 1920.

L'instruction du 12 avril 1919 (chapitre I^{er}, Organisation du groupement régional) est donc modifiée en ce qui concerne ce point.

Paris, le 21 juin 1920.

*Le ministre du Commerce
et de l'Industrie,
Aug. ISAAC.*

II. — COMITÉS CONSULTATIFS D'ACTION ÉCONOMIQUE

DÉCRET DU 25 OCTOBRE 1915 *relatif à la création et au fonctionnement des Comités consultatifs d'action économique* (1).

Le Président de la République française,
Sur le rapport du président du Conseil des ministres
et du ministre de la Guerre,
Décrète :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué pour la durée de la guerre, dans chaque région de corps d'armée de la zone de l'intérieur, un Comité consultatif d'action économique.
Le siège du Comité est fixé au chef-lieu de la région.

(1) Cf. *Journal officiel* du 31 octobre 1915.

Il peut exceptionnellement être transféré dans une autre ville par arrêté ministériel.

ARTICLE 2. — Le Comité a pour mission de rechercher les mesures propres à maintenir et à développer l'activité agricole, industrielle et commerciale de la région, notamment par l'emploi rationnel de la main-d'œuvre civile et militaire, et par l'utilisation des ressources locales, il provoque l'exécution de ces mesures. A cet effet, il soumet, le cas échéant, au ministre de la Guerre (sous-secrétariat d'Etat du ravitaillement et de l'intendance) toutes propositions qui lui paraissent justifiées.

Toutes dispositions générales relatives à l'emploi de la main-d'œuvre des militaires mobilisés sont obligatoirement présentées à l'approbation du ministre.

ARTICLE 3. — Le Comité est composé ainsi qu'il suit (1) :

1° Le préfet du département où siège le Comité, président ;

2° L'intendant militaire, directeur du service de l'intendance de la région ;

3° Un officier de l'état-major de la région, désigné par le général commandant la région ;

4° Un inspecteur départemental du travail ;

5° Le directeur des services agricoles du département où siège le Comité ;

6° Un président de commission de ravitaillement ;

(1) Le président peut, exceptionnellement, appeler à siéger au Comité régional les fonctionnaires ou toutes autres personnalités de la région dont la présence lui paraîtrait nécessaire à raison de leur compétence pour l'examen de questions déterminées (Instruction du 3 décembre 1915 portant organisation et fonctionnement des Comités consultatifs d'action économique, chap. II, art. 2).

7° Le trésorier-payeur général du département où siège le Comité ;

8° Deux représentants du commerce, de l'industrie et de l'agriculture par département compris dans la région et choisis parmi les membres des Chambres de commerce, des Chambres consultatives des Arts et Manufactures, des sociétés et associations d'agriculture et des syndicats professionnels ou agricoles ;

9° Un officier ou fonctionnaire désigné par le ministre de la Guerre.

Les membres du Comité sont nommés par le ministre de la Guerre sur proposition du sous-secrétaire d'Etat du ravitaillement et de l'intendance militaire.

ARTICLE 4. — L'officier ou fonctionnaire désigné par le ministre assure la liaison entre le Comité et l'administration centrale de la guerre, ainsi qu'avec les diverses autorités intéressées ; il rend compte au ministre (sous-secrétariat d'Etat du ravitaillement et de l'intendance) de l'exécution des mesures prescrites à la suite des délibérations du Comité.

ARTICLE 5. — Le Comité fonctionne sous l'autorité directe du ministre (sous-secrétariat d'Etat du ravitaillement et de l'intendance).

ARTICLE 6. — Une instruction du ministre de la Guerre réglera les détails d'application du présent décret et déterminera les conditions dans lesquelles pourront être éventuellement créés des sous-comités départementaux.

ARTICLE 7. — Le ministre de la Guerre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des Lois*.

Fait à Paris, le 25 octobre 1915.

Par le Président de la République :

R. POINCARÉ.

Le président du Conseil des ministres :

René VIVIANI.

Le ministre de la Guerre,

A. MILLERAND.

DÉCRET DU 28 FÉVRIER 1919 *rattachant les Comités consultatifs d'action économique au ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes* (1).

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du Conseil, ministre de la Guerre, et du ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande,

Vu le décret du 25 octobre 1915, créant des Comités consultatifs d'action économique,

Décète :

ARTICLE PREMIER. — Les Comités consultatifs d'action économique créés par le décret du 25 octobre 1915 sont rattachés au ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande et placés sous l'autorité directe du ministre.

ARTICLE 2. — Un arrêté du ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande règlera les conditions dans lesquelles ce rattachement aura lieu.

ARTICLE 3. — Le président du Conseil, ministre de la

(1) Cf. *Journal officiel* du 2 mars 1919.

Guerre, et le ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des Lois*.

Fait à Paris, le 28 février 1919.

Par le Président de la République :

R. POINCARÉ.

Le président du Conseil, ministre de la Guerre,

Georges CLÉMENTEAU.

Le ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande,

CLÉMENTEL.

ARRÊTÉ DU 6 AVRIL 1919 *rattachant les Comités consultatifs d'action économique aux groupements régionaux de Chambres de commerce* (1).

Le ministre du Commerce et de l'Industrie,

Vu le décret du 25 octobre 1915,

Vu l'instruction du ministre de la Guerre en date du 3 décembre 1915 ;

Vu la circulaire interministérielle du 4 décembre 1915 ;

Vu la circulaire du ministre de la guerre du 25 décembre 1915 ;

Vu l'instruction du ministre de la Guerre en date du 23 février 1917 ;

(1) Cf. *Journal officiel* du 7 avril 1919.

Vu le décret du 28 février 1910 ;

Vu l'arrêté du ministre du Commerce et de l'Industrie en date du 5 avril 1919 ;

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Les Comités consultatifs d'action économique institués dans chaque région de corps d'armée deviennent les Comités consultatifs des régions économiques constitués par les groupements des Chambres de commerce.

Ils ont leur siège auprès du Comité régional, à la Chambre de commerce du chef-lieu de la région.

ARTICLE 2. — Ils continuent à fonctionner sous la présidence du préfet du chef-lieu de la région dans les conditions prévues par les décrets, arrêtés, circulaires et instructions susvisées, sous réserve des modifications suivantes :

1^o Les membres des Comités régionaux des groupements des Chambres de commerce font de droit partie du Comité consultatif de la région ;

2^o L'attaché d'intendance, délégué du ministre de la Guerre, est remplacé par le secrétaire général du Comité régional ;

3^o Les membres militaires dont la mission cesserait par suite du rétablissement de la paix pourront n'être pas remplacés.

ARTICLE 3. — Les Comités consultatifs d'action économique actuellement existants dans des chefs-lieux de région militaire qui ne sont pas chefs-lieux de région économique pourront continuer à fonctionner comme sous-comités consultatifs.

ARTICLE 4. — Les groupements régionaux de Chambres de commerce institués dans les chefs-lieux de région écono-

mique qui ne sont pas chefs-lieux de région militaire, provoqueront la création d'un Comité consultatif constitué d'après les mêmes règles.

Fait à Paris, le 6 avril 1919.

CLÉMENTEL.

III. — TABLEAUX

COMPOSITION DES GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES RÉGIONAUX (1)

Nos	Groupelements	Départements	Chambres de commerce adhérentes à ces groupements	Chambres de commerce qui s'y sont rattachées en seconde ligne	Groupelements auxquels appartiennent les Chambres rattachées en seconde ligne
I	Lille	Nord	Dunkerque Armentières Tourcoing Roubaix Lille Douai Valenciennes Cambrai Avesnes Boulogne Calais Saint-Omer Béthune Arras		
		Pas-de-Calais			

(1) Au 1er janvier 1929.

II	Amiens	Somme	(Abbeville { Amiens { Péronne + Le Tréport (cantons d'Eu, Blangy, Aumale) Aisne Oise	Saint-Quentin Beauvais	Le Tréport	Amiens
III	Rouen	Seine-Inférieure .. (le reste du département)	Bolbec Dieppe Elbeuf Fécamp Le Havre Rouen			
		Eure	Evreux Pont-Audemer			
IV	Caen	Calvados	Caen Honfleur Cherbourg Granville Alençon Flers			
V	Nantes	Mayenne	Laval			
		Sarthe	Le Mans			
		Loire-Inférieure ..	Nantes Saint-Nazaire	Orléans		Région parisienne

Nos	Groupements	Départements	Chambres de commerce adhérentes à ces groupements	Chambres de commerce qui s'y sont rattachées en seconde ligne	Groupements auxquels appartiennent les Chambres rattachées en seconde ligne
V (suite)	Nantes (suite).....	Maine-et-Loire ...	(Angers {Cholet (Saumur	Blois	Région parisienne
		Indre-et-Loire	Tours	Niort	Limoges
VI	Rennes	Morbihan	Lorient		
		Vendée	La Roche-sur-Yon		
		Finistère	Quimper		
		(arrondissements de Quimper et Quim- perlé			
		Finistère	Brest		
		(arrondissements de Brest, Morlaix, Châteaulin)	Morlaix		
		Côtes-du-Nord	Saint-Brieuc		
		Ille-et-Vilaine	Fougères		
			Rennes	Quimper	Nantes
			Saint-Malo		

VII	Limoges	Vienne	Poitiers (1) (sous-région) Niort La Rochelle Rochefort Angoulême Cognac Limoges Guéret Tulle (arrondissements de Tulle et Ussel) (arrondissements de Périgueux, Nontron, Ribérac et Sarlat)	Brive	Bordeaux
VIII	Bordeaux	Gironde	Bordeaux Libourne Mont-de-Marsan	Tulle Angoulême Périgueux Rochefort Cahors Castres Mazamet Montauban Tarbes Albi Clermont-Ferrand	Limoges Toulouse Clermont-Ferrand
		Landes			
		Basses-Pyrénées ..	Bayonne		
		Dordogne	Bergerac		
		(arrondissement de Bergerac)			
		Lot-et-Garonne ...	Agen		
		Gers	Auch		
		Corrèze	Brive		
		(arr. de Brive forme un flot au milieu de la VII ^e région)			

(1) Poitiers est le centre de la sous-région du Poitou.

Nos	Groupements	Départements	Chambres de commerce adhérentes à ces groupements	Chambres de commerce qui s'y sont rattachées en seconde ligne	Groupements auxquels appartiennent les Chambres rattachées en seconde ligne
IX	Toulouse	Lot.....	Cahors	Auch Agen	Bordeaux
		Tarn-et-Garonne ..	Montauban		
		Tarn	Albi		
		Hautes-Pyrénées ..	Castres	Sète Carcassonne Narbonne	Montpellier
		Haute-Garonne ...	Mazamet		
		Ariège	Tarbes		
		Aveyron	Toulouse		
		(arr. Rodez, Espalion, Villefranche)	Foix		
		Pyrénées-Orientales	Rodez		
			Perpignan		
X	Montpellier	Hérault	Béziers	Perpignan	Toulouse
		Aude	Sète		
		Aveyron	Montpellier	Alès	Marseille
		(arrondissements de Millau et Saint-Affrique)	Carcassonne		
		Lozère	Narbonne		
			Millau		
			Mende		

XI	Marseille	Gard	Alès Nîmes Avignon Marseille Arles Digne Gap Toulon Nice Ajaccio (sous - ré - gion) Bastia (1)		
		Vaucluse			
XII	Grenoble	Bouches-du-Rhône			
		Basses-Alpes			
XIII	Lyon	Hautes-Alpes			
		Var			
		Alpes-Maritimes...			
		Corse			
		Haute-Savoie	Annecy Chambéry Grenoble	Vienne Digne Gap	Lyon Marseille
		Savoie			
		Isère			
		(arrondissements de Grenoble et de St-Marcellin)			
		Saône-et-Loire	Mâcon		
		(arrondissements de Mâcon et de Cha- rolles)			
		Ain	Bourg Lyon Tarare Villefranche Roanne		
		Rhône			
		Loire			
		(arrondissement de Roanne)			

(1) Bastia est le centre de la sous-région de Corse.

Nos	Groupements	Départements	Chambres de commerce adhérentes à ces groupements	Chambres de commerce qui s'y sont rattachées en seconde ligne	Groupements auxquels appartiennent les Chambres rattachées en seconde ligne
XIII (suite)		Haute-Loire	Le Puy		
		(arrondissements du Puy et d'Yssingeaux)			
		Isère	Vienne		
		(arrondissements de Vienne et de la Tour du Pin)			
		Ardèche	Annonay		
XIV		Drôme	Aubenas		
			Valence		
		Ardennes	Charleville		
			Sedan		
		Marne	Châlons-sur-Marne	Troyes	Région parisienne
	Nancy	(arrondissements de Châlons, Saint-Menehould et Virey-le-François)			
		Meuse	Bar-le-Duc		
		Haute-Marne	Saint-Dizier		

XIV (suite)	Nancy (suite) . . .	Meurthe-et-Moselle. Vosges	Nancy Epinal Saint-Dié Lure		
		Haute-Saône (arrondissement de Lure)			
XV	Paris	Seine	Paris		
			(sous-région du bas- sin de la Seine(1) Chartres Corbeil		
XVI	Région parisienne .	Eure-et-Loir Seine-et-Oise (arrondissements de Corbeil et d'E- tampes) Seine-et-Marne . . . Yonne Marne (arrondissements de Reims et d'Eper- nay)	Meaux Melun Auxerre Sens Reims		
		Aube Nièvre	Troyes Nevers		

(1) Le siège du groupement et le centre de la sous-région du bassin de la Seine sont à Paris (48, rue des Petites Ecuries).

Nos	Groupelements	Départements	Chambres de commerce adhérentes à ces groupements	Chambres de commerce qui s'y sont rattachées en seconde ligne	Groupelements auxquels appartiennent les Chambres rattachées en seconde ligne
XVI	Région parisienne (suite)	Loiret Loir-et-Cher	(sous-région du bassin de la Loire)(2) Orléans Blois		
		Allier	Montluçon Moulins		
XVII	Clermont-Ferrand .	Puy-de-Dôme Cantal Haute-Loire (arrondissement de Brioude)	Clermont-Ferrand Riom Thiers Aurillac Brioude	Le Puy Tulle Brive	Lyon Limoges Bordeaux

(1) Le centre de la sous-région de la Loire est à Orléans.

XVIII	Dijon	Saône-et-Loire (arrondissements de Autun, Chalon et Louhans)	Chalon-sur-Saône	Mâcon	Lyon
		Côte-d'Or	Beaune Dijon Gray		
		Haute-Saône	(arrondissements de Gray et de Ve- soul)		
XIX	Bourges	Jura	Lons-le-Saunier	Nevers Monluçon	Région parisienne Clermont-Ferrand
		Cher	Bourges		
		Indre	Châteauroux		
XX	Besançon.....	Doubs	Besançon	Lure	Nancy
		Territoire de Bel- fort	Belfort		
		Haut-Rhin	Colmar Mulhouse		

CHAMBRES DE COMMERCE

n'ayant jusqu'ici adhéré à aucun groupement :

Département

Metz	Moselle
St-Etienne	Loire (arrondissements de Saint-Etienne et de Montbrison).
Strasbourg	Bas-Rhin.
Versailles	Seine-et-Oise (arrondissements de Versailles, Rambouillet, Mantes et Pontoise).

TABLEAU

*indiquant les groupements auxquels sont rattachées les
Chambres de commerce de France.*

Chambres de commerce	Groupements dont elles font partie	Groupements auxquels elles sont rattachées en seconde ligne
Abbeville.....	Amiens	Toulouse
Agen.....	Bordeaux	
Ajaccio.....	Marseille	
Alès.....	Marseille	
Albi.....	Toulouse	Montpellier
Alençon.....	Caen	Bordeaux
Ambert.....	Clermont-Ferrand	Bordeaux
*Amiens (1).....	Amiens	
Angers.....	Nantes	
Angoulême.....	Limoges	
Annecy.....	Grenoble	
Annonay.....	Lyon	
Arles.....	Marseille	
Armentières.....	Lille	Toulouse
Arras.....	Lille	
Aubenas.....	Lyon	
Auch.....	Bordeaux	
Aurillac.....	Clermont-Ferrand	
Auxerre.....	Région parisienne	
Avesnes.....	Lille	
Avignon.....	Marseille	
Bar-le-Duc.....	Nancy	
Bastia.....	Marseille	
Bayonne.....	Bordeaux	Nantes
Beaune.....	Dijon	
Beauvais.....	Amiens	
Belfort.....	Besançon	
Bergerac.....	Bordeaux	
*Besançon.....	Besançon	
Béthune.....	Lille	
Béziers.....	Montpellier	
Blois.....	Région parisienne	

(1) Les villes précédées d'un astérisque (*) sont sièges d'un groupement.

Chambres de commerce	Groupements dont elles font partie	Groupements auxquels elles sont rattachées en seconde ligne
Bolbec	Rouen	
*Bordeaux	Bordeaux	
Boulogne	Lille	
Bourg (Ain)	Lyon	
*Bourges	Bourges	
Brest	Rennes	
Brioude	Clermont-Ferrand	
Brive	Bordeaux	Limoges et Clermont-Ferrand
*Caen	Caen	
Cahors	Toulouse	Bordeaux
Calais	Lille	
Cambrai	Lille	
Carcassonne	Montpellier	Toulouse
Castres	Toulouse	Bordeaux
Chalon-sur-Saône ..	Dijon	
Châlons-sur-Marne ..	Nancy	
Chambéry	Grenoble	
Charleville	Nancy	
Chartres	Région parisienne	
Châteauroux	Bourges	
Cherbourg	Caen	
Cholet	Nantes	
*Clermont-Ferrand ..	Clermont-Ferrand	Bordeaux
Cognac	Limoges	
Colmar	Besançon	
Corbeil	Région parisiennes	
Dieppe	Rouen	
Digne	Marseille	Grenoble
*Dijon	Dijon	
Douai	Lille	
Dunkerque	Lille	
Elbeuf	Rouen	
Epinal	Nancy	
Evreux	Rouen	
Fécamp	Rouen	
Flers	Caen	
Foix	Toulouse	
Fougères	Rennes	
Gap	Marseille	Grenoble
Granville	Caen	
Gray	Dijon	

Chambres de commerce	Groupements dont elles font partie	Groupements auxquels elles sont rattachées en seconde ligne
*Grenoble	Grenoble	
Guéret	Limoges	
Havre (Le)	Rouen	
Honfleur	Caen	
Laval	Nantes	
Libourne	Bordeaux	
*Lille	Lille	
*Limoges	Limoges	
Lons-le-Saunier ...	Dijon	
Lorient	Nantes	
Lure	Nancy	Besançon
*Lyon	Lyon	
Mâcon	Lyon	Dijon
Mans (Le)	Nantes	
*Marseille	Marseille	
Mazamet	Toulouse	Bordeaux
Meaux	Région parisienne	
Melun	Région parisienne	
Mende	Montpellier	
Metz		
Millau	Montpellier	
Montauban	Toulouse	Bordeaux
Mont-de-Marsan...	Bordeaux	
Montluçon	Clermont-Ferrand	Bourges
*Montpellier	Montpellier	
Morlaix	Rennes	
Moulins	Clermont-Ferrand	
Mulhouse	Besançon	
*Nancy	Nancy	
*Nantes	Nantes	
Narbonne	Montpellier	Toulouse
Nevers	Région parisienne	Bourges
Nice	Marseille	
Nîmes	Marseille	
Niort	Limoges	Nantes
Orléans	Région parisienne	Nantes
*Paris	Paris	
Périgueux	Limoges	Bordeaux
Péronne	Amiens	
Perpignan	Toulouse	Montpellier
Poitiers	Limoges	
Pont-Audemer	Rouen	

Chambres de commerce	Groupements dont elles font partie	Groupements auxquels elles sont rattachées en seconde ligne
Puy (Le)	Lyon	Clermont-Ferrand
Quimper	Nantes	Rennes
Reims.	Région parisienne	
* Rennes	Rennes	
Riom	Clermont-Ferrand	
Roanne	Lyon	
Rochefort	Limoges	Bordeaux
Rochelle (La)	Limoges	
Roche-sur-Yon (La)	Nantes	
Rodez	Toulouse	
Roubaix	Lille	
* Rouen	Rouen	
Saint-Brieuc	Rennes	
Saint-Dié	Nancy	
Saint-Dizier	Nancy	
Saint-Etienne		
Saint-Malo	Rennes	
Saint-Nazaire	Nantes	
Saint-Omer	Lille	
Saint-Quentin	Amiens	
Saumur	Nantes	
Sedan	Nancy	
Sens	Région parisienne	
Sète	Montpellier	Toulouse
Strasbourg		
Tarare	Lyon	
Tarbes	Toulouse	Bordeaux
Thiers	Clermont-Ferrand	
Toulon	Marseille	
* Toulouse	Toulouse	
Tourcoing	Lille	
Tours	Nantes	
Tréport (Le)	Amiens	Rouen
Troyes	Région parisienne	Nancy
Tulle	Limoges	Bordeaux et Clermont
Valence	Lyon	
Valenciennes	Lille	
Versailles		
Vienne	Lyon	Grenoble
Villefranche (Rhône)	Lyon	

CONSTITUTION DE LA RÉGION ÉCONOMIQUE PARISIENNE

Sous la présidence de M. CLÉMENTEL, ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes, les présidents et bureaux des Chambres de commerce de Chartres, Corbeil, Versailles, Meaux, Melun, Auxerre et Sens se sont réunis ce jeudi 5 juin 1919 au ministère du Commerce, à Paris.

Après avoir entendu M. le ministre, les Chambres de commerce susvisées ont donné leur adhésion à la constitution de la région économique parisienne.

Cette région sera constituée comme suit :

Départ. d'Eure-et-Loir, Chambre de com. de Chartres.

— de Seine-et-Oise,	— de Corbeil.
	Versailles.
— de Seine-et-Marne,	— de Meaux.
	Melun.
— de l'Yonne,	— de Sens.
	Auxerre.

Le siège de la région sera à Paris.

Ont signé :

Chambre de commerce de Chartres : M. CHARPENTIER.

sous réserve

— de Corbeil :	André SIMON.
— de Versailles :	A. LABRIÈRE.
— de Meaux :	Jules PREVET.
— de Melun :	M. JAUDIN.
— de Sens :	DUPECHEZ.
— d'Auxerre :	Honoré BARBIÈR.

RÉGION PARISIENNE

Séance du 25 juin 1919.

Le 25 juin 1919, à 9 heures 30, les représentants des Chambres de commerce du groupement de la région parisienne se sont réunis au ministère du Commerce sous la présidence de M. PREVET, président de la Chambre de commerce de Meaux, président provisoire du groupement économique régional.

Etaient présents :

MM.

LABRIÈRE, président, COVILLE, vice-président, COLLET, membre trésorier, représentant la Chambre de commerce de Versailles.

BARBIER, président, LECHICHE, membre secrétaire, représentant la Chambre de commerce d'Auxerre.

JAUDIN, président, représentant la Chambre de commerce de Melun.

CHARPENTIER, président, VOVELLE, membre secrétaire, représentant la Chambre de commerce de Chartres.

SIMON, président, représentant la Chambre de commerce de Corbeil.

MM. ALLEGRET et MARGUERY, attachés au ministère du Commerce, assistaient à la séance.

MM. FOUREY, vice-président de la Chambre de commerce de Melun, SIMONETON, membre de la Chambre de commerce de Versailles, s'étaient fait excuser.

M. PREVET (président) déclare la séance ouverte ; il annonce à l'assemblée que la Chambre de commerce de Chartres, abandonnant les réserves faites à la séance précédente, accepte de faire définitivement partie du groupement de la région parisienne. M. PREVET adresse à ce sujet ses vifs remerciements à M. CHARPENTIER, prési-

dent de la Chambre de commerce de Chartres, présent à la séance.

Les membres de l'assemblée félicitent également M. CHARPENTIER de la décision prise par sa Compagnie.

M. *Prevet* revenant sur la question des Comités consultatifs qui a été examinée à la précédente séance, estime qu'un choix doit être fait parmi les membres des anciens Comités consultatifs de la guerre qui sont trop nombreux pour qu'on puisse les appeler tous à siéger dans le nouveau Comité.

M. *Charpentier* (Chartres) estime que l'assemblée est liée par l'arrêté ministériel aux termes duquel les anciens membres des Comités d'action économique feront tous partie du Comité consultatif.

Une discussion s'engage, au cours de laquelle M. *Allégret* indique que c'est en réalité le préfet président qui désigne les membres du Comité consultatif. Rien n'empêchera d'ailleurs le Comité régional de faire un choix ; le préfet acceptera certainement les propositions qu'on lui fera.

M. *Prevet*. — « Le mieux serait que chaque Chambre examine dans sa circonscription quelles sont les personnes qui, par leur compétence, sont susceptibles de rendre des services au sein du Comité consultatif. Le secrétaire général que nous allons nommer pourra être chargé de collationner toutes les propositions présentées par chacune des Compagnies. J'estime toutefois que le nombre des membres proposés ne doit pas être proportionnel à l'importance de chaque Chambre. Il faut simplement rechercher les compétences. »

M. *Allégret* indique qu'on doit cependant fixer le nombre des représentants qui seront désignés par les corps élus et les syndicats.

M. *Prevet* propose que chaque Conseil général délègue deux membres.

M. Labrière (Versailles) fait ressortir l'importance des conseils généraux. De nombreux conseillers généraux sont des industriels ou des commerçants. En outre, le concours des assemblées départementales est indispensable dès qu'on veut entreprendre des travaux d'une certaine envergure. Il demande que le nombre des représentants soit au moins de trois. L'assemblée décide que chaque conseil général délèguera trois membres. Les représentants des syndicats patronaux, les représentants des syndicats agricoles et les représentants des syndicats ouvriers seront également au nombre de trois pour chaque association. Au sujet des syndicats ouvriers, *M. Labrière* fait ressortir l'importance qu'il peut y avoir à appeler des ouvriers à participer aux travaux du Comité. Cela permettra d'aplanir bien des conflits sociaux ; les ouvriers seront mieux à même de comprendre les difficultés auxquelles se heurtent les industriels. Il est excellent de rapprocher les distances et de créer des relations qui font disparaître les malentendus.

M. Charpentier (Chartres), ayant contesté l'utilité de la participation des syndicats agricoles, *M. Prevet* et plusieurs membres de l'assemblée font remarquer l'importance des liens qui unissent l'agriculture au commerce et à l'industrie. Il ne s'agit d'ailleurs que d'une représentation très limitée et d'ordre purement consultatif.

M. Prevet consulte l'assemblée sur l'importance du budget régional.

M. Marguery indique que le total des patentes des Chambres de commerce de la région s'élève à près de trois millions. Le centime additionnel sera donc de près de 30.000 francs.

M. Prevet propose une imposition supplémentaire de deux centimes, ce qui constituera pour la région un budget d'environ 60.000 francs. Cette imposition ne pouvant être

applicable qu'au budget de 1920, pour permettre au groupement de fonctionner dans les derniers mois de 1919, le président estime qu'on pourrait demander à chaque Chambre, sauf Sens dont la participation pourrait être moindre, une contribution forfaitaire de 1.000 francs pour 1919.

Ces propositions sont acceptées à l'unanimité.

On procède ensuite à l'élection du bureau définitif.
Sont nommés :

M. PREVET (Meaux), président.

MM. LABRIÈRE (Versailles), et BARBIER (Auxerre), vice-présidents.

M. SIMON (Corbeil), secrétaire-trésorier.

L'ordre du jour appelle ensuite la nomination du secrétaire général de la région.

M. Prevet propose la nomination de M. LEPÈRE, diplômé de l'Ecole supérieure de commerce, ancien fondé de pouvoir d'une importante maison d'alimentation. M. LEPÈRE, déclare le président, par ses connaissances économiques et techniques, serait pour nous un précieux auxiliaire.

L'assemblée accepte en principe la nomination de M. LEPÈRE et charge le président d'examiner avec lui les questions relatives à son entrée en fonctions.

La prochaine réunion est fixée au 22 septembre 1919.

La séance est levée à 11 heures 30.

PROJET DE PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU 20 DÉCEMBRE 1919.

Le 20 décembre 1919, à 15 heures, les membres composant le groupement économique des Chambres de commerce de la région parisienne se sont réunis au ministère

du Commerce et de l'Industrie sous la présidence de M. FIGHIÉRA, directeur des Affaires commerciales et industrielles.

Etaient présents :

M. PREVET, président du groupe et président de la Chambre de commerce de Meaux.

M. A. SIMON, secrétaire-trésorier du groupe et président de la Chambre de commerce de Corbeil.

M. LECHICHE, membre secrétaire de la Chambre de commerce d'Auxerre.

MM. PÉTRÉ, membre secrétaire-trésorier, BASTAT et H. PETIT, membres de la Chambre de commerce de Blois.

M. VOVELLE, membre secrétaire de la Chambre de commerce de Chartres.

M. CHEHET, membre de la Chambre de commerce de Corbeil.

MM. JAUDIN, président, P. FOUREY, vice-président de la Chambre de commerce de Melun.

MM. BONNICHON, président intérimaire, PERRIN, CHENESSEAU, BORDRY, membres de la Chambre de commerce d'Orléans.

M. DUPÉCHEZ, membre secrétaire de la Chambre de commerce de Sens.

La Chambre de commerce de Versailles n'était pas représentée bien que, dans l'accusé de réception de la convocation ministérielle, elle eût annoncé son intention de venir.

M. Marguery, attaché au ministère du Commerce, assiste à la séance.

M. Fighiéra expose les motifs de cette réunion, qui a principalement pour but l'extension du groupe de la région parisienne par l'adjonction des départements du Loiret et du Loir-et-Cher, comprenant les Chambres de commerce d'Orléans et de Blois.

M. le Directeur fait valoir les avantages qui en résulteront et fait éloquentement un exposé complet de la situation économique actuelle du pays.

Il rappelle que le ministre du Commerce compte beaucoup sur les avis et le concours des groupes économiques régionaux pour l'aider dans la tâche formidable qui lui incombe en vue de reconstituer les forces industrielles et commerciales de la France.

Après un court échange d'explications les membres de l'assemblée donnent leur adhésion unanime à la constitution définitive du groupement économique des Chambres de commerce des six départements d'Eure-et-Loir, Loiret, Loir-et-Cher, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise et Yonne.

M. le Directeur se retire alors, et M. Prevet, président du groupe, le remplace au fauteuil.

M. le Président prononce une courte allocution et énumère les questions à l'ordre du jour, savoir :

Budget de 1920.

Organisation générale.

Projet de création d'un port fluvial à Juvisy.

M. André Simon, secrétaire-trésorier, donne connaissance du projet de budget, tel qu'il l'a établi avec M. H. Lepère, secrétaire général.

Budget de 1920.

<i>Budget ordinaire</i>	<i>Dépenses</i>
Loyer, impôts, assurances, éclairage, chauffage	8.000 fr.
Frais d'administration, secrétariat général, dactylo, fournitures, timbres, entretien, bulletin trimestriel et divers	31.000 fr.
	39.000 fr.
 <i>Budget extraordinaire</i>	
Achat de mobilier, bibliothèque, installation et divers	7.000 fr.
Total	46.000 fr.

Recettes

Un centime et un quart (0 fr. 0125) additionnel
au principal de la contribution des patentes
environ 46.000 fr.

Une discussion s'engage au point de vue de la division du groupe en deux sections complètement séparées, comme l'avait suggéré le ministère, savoir : d'une part les Chambres d'Auxerre, Corbeil, Meaux, Melun, Sens et Versailles ; et d'autre part celles de Blois, Chartres et Orléans.

La majorité des membres présents préférerait voir une plus grande unité dans le groupe, tout en admettant que les questions particulières à la vallée de la Loire fussent étudiées et suivies par les Chambres intéressées, constituées en section spéciale, et qu'il en fût de même pour la création et l'exploitation des œuvres d'intérêt public auxquelles le groupement économique de la région parisienne concourrait.

M. le Président pense qu'il suffirait pour donner satisfaction aux deux opinions en présence de modifier légèrement le texte du projet d'arrêté ministériel préparé et de mettre :

« 16° Groupement économique de la région parisienne
« comprenant les neuf Chambres de commerce de Cor-
« beil, Versailles, Meaux, Melun, Auxerre, Sens, Chartres,
« Orléans et Blois. Le siège de cette région est Paris ;
« pour les études techniques et l'exploitation des œuvres
« d'intérêt public elle se divisera en deux sous-régions :
« la sous-région du bassin de la Seine comprenant les
« Chambres de commerce de Corbeil, Versailles, Meaux,
« Melun, Auxerre et Sens, dont le siège est à Paris ; la
« sous-région d'Orléans comprenant les Chambres de
« commerce d'Orléans, Blois et Chartres dont le siège est
« à Orléans ».

Les membres présents donnent leur adhésion à cette solution. Toutefois les délégués de la Chambre d'Orléans estiment qu'il leur faut la faire ratifier par leur Compagnie, parce qu'elle modifie un peu ce qui avait été compris par leurs collègues.

Avant de poursuivre l'ordre du jour, M. le Président demande à l'Assemblée si elle est d'avis que le projet de budget dont elle vient d'entendre la lecture soit remis au ministère qui en a demandé communication avant le 31 décembre courant.

Il en est décidé affirmativement.

M. le Président demande à ses collègues s'ils n'estiment pas qu'une place de vice-président doit être réservée par principe à la Chambre de commerce d'Orléans. Devant l'assentiment unanime, M. le Président propose de nommer tout de suite M. Bonnichon, ce qui est adopté à l'unanimité.

M. André Simon, président de la Chambre de Corbeil, résume ensuite la question du port de Juvisy.

Le secrétaire général est invité à donner lecture de l'étude préparatoire qu'il a faite à ce sujet.

Ce rapport est approuvé et l'assemblée consultée autorise le secrétaire général à poursuivre son étude de manière à présenter un avant-projet ferme à une prochaine réunion.

M. Jaudin, président de la Chambre de Melun, informe l'assemblée que sa Compagnie étudie en ce moment un projet de gare d'eau au confluent de la Seine et du Loing ; les capitaux nécessaires seraient faits par tous les industriels de la région intéressés à la question.

M. Dupêchez, membre secrétaire de la Chambre de Sens, indique également que sa Compagnie se préoccupe d'améliorer l'installation des quais de débarquement de sa ville.

M. le Président assure ses deux collègues que le groupe ne manquera pas de suivre avec eux ces questions et de leur donner son appui.

M. Lechiche, membre secrétaire de la Chambre d'Auxerre, communique un vœu émis par sa Compagnie au sujet du règlement des créances sur l'Allemagne. Il demande à l'assemblée son concours pour obtenir que ce vœu soit pris en considération par les pouvoirs publics.

Ce vœu est ainsi conçu :

Vœu concernant le règlement des créances françaises privées sur l'Allemagne.

La Chambre de commerce d'Auxerre,

Considérant que l'article 296 du traité de paix dispose que les créances des particuliers seront recouvrées, pour chaque puissance, au moyen d'offices de vérification et de compensation des dettes globales des ressortissants alliés et des ressortissants allemands ;

Considérant que ce mode de recouvrement est le seul qui garantisse les intérêts des créanciers français, qui, s'ils étaient obligés de procéder par leurs propres moyens à la rentrée de leurs créances au taux du change d'avant-guerre prévu par le texte du traité de paix, rencontreraient d'insurmontables obstacles ;

Emet le vœu que les créances françaises en Allemagne soient recouvrées, ainsi que le prévoit l'article 296 du traité, au moyen d'offices de vérification et de compensation entre les dettes globales des ressortissants français et des ressortissants allemands ;

Que les droits des créanciers français soient sauvegardés, notamment au point de vue du remboursement de leurs créances au taux du change d'avant-guerre.

M. Lechiche ajoute que ce vœu est justifié par le fait que le gouvernement français, à l'encontre des gouvernements anglais, belge et italien, se contenterait, d'après les

derniers renseignements, d'instituer un office qui n'interviendrait pas comme représentant de la puissance publique française, mais seulement en qualité de mandataire, à titre facultatif et sur la demande du créancier français, ce qui constituerait un véritable abandon de la cause des industriels et commerçants français.

L'assemblée décide d'appuyer ce vœu et charge le bureau de le recommander à la bienveillante attention du ministre.

La prochaine séance du groupe est fixée au lendemain du jour de la réunion des présidents de Chambres de commerce, soit un mardi à 10 heures du matin.

La séance est levée à 18 heures.

PROPOSITION DE LOI DÉFENDUE PAR M. CLÉ-
MENTEL ET ADOPTÉE PAR LA COMMISSION
DU COMMERCE DU SÉNAT

ARTICLE PREMIER. — Des groupements régionaux et permanents de Chambres de commerce peuvent être constitués par décret sur la demande des Chambres de commerce ou sur l'initiative du ministre du Commerce après avis conforme des Chambres intéressées.

Ces groupements se nomment régions économiques. Ils ont le caractère d' « établissements publics ».

ARTICLE 2. — La loi du 9 avril 1898 relative aux Chambres de commerce et aux Chambres consultatives des arts et manufactures leur est applicable.

ARTICLE 3. — Les régions économiques déjà autorisées par arrêté du ministre du Commerce conformément aux articles 18 et 24 de la loi du 9 avril 1898 bénéficient de plein droit de la présente loi sans avoir besoin de recourir à la procédure prévue à l'article premier.

ARTICLE 4. — Les Chambres de commerce sont tenues de participer aux dépenses ordinaires prévues au budget de la région économique, présenté par le Comité directeur et homologué par le ministre du Commerce.

Mais une Chambre peut toujours en ce qui la concerne refuser de s'associer à des dépenses extraordinaires proposées à l'occasion d'opérations qui n'intéressent pas ses ressortissants.

ARTICLE 5. — Un décret d'administration publique

déterminera les conditions d'application de la présente loi.

ARTICLE 6. — Dans le mois qui suivra la promulgation de la loi, les Chambres de commerce pourront faire connaître au ministre du Commerce qu'elles cessent de faire partie du groupement régional auquel elles avaient adhéré. Passé ce délai, et en cas de silence de leur part, elles seront considérées comme définitivement adhérentes à ce groupement.

ASSEMBLÉE DES PRÉSIDENTS DES CHAMBRES DE COMMERCE DE FRANCE ET D'ALGÉRIE

Je dois à l'obligeance de M. Lacroix, directeur du secrétariat de la Chambre de commerce de Paris et de l'assemblée des présidents, de pouvoir donner les principaux textes officiels qui font mention explicite de l'assemblée des présidents.

I. — C'est dans la loi du 1^{er} juillet 1916 (contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre), que l'assemblée des présidents des Chambres de commerce est expressément désignée pour choisir des représentants à la Commission supérieure des bénéfices de guerre.

Cette désignation de l'assemblée se retrouve dans les lois suivantes (en dehors des lois modificatives de celles du 1^{er} juillet 1916 ci-dessus rappelées) :

25 août 1919 (*Office National du Commerce extérieur*).

25 juin 1920 (*Commission de classement des Etablissements de luxe*).

7 août 1926 (*Caisse d'amortissement de la Dette publique*).

II. — C'est surtout en application de *décrets* que l'assemblée est appelée à faire des désignations (ci-dessous indication des décrets dans lesquels son intervention est expressément prévue) :

DÉCRET DU 29 MARS 1918 (Commission supérieure de classement des établissements de luxe).

DÉCRET DU 26 DÉCEMBRE 1919 (Commission de recrutement des attachés et agents commerciaux).

DÉCRET DU 9 JUILLET 1920 (Conseil supérieur de l'Enseignement technique).

DÉCRET DU 6 MARS 1921 (Commission d'examen des candidats aux fonctions de conseiller du commerce extérieur).

DÉCRETS DU 11 FÉVRIER 1922 ET DU 14 NOVEMBRE 1924 (Conseil supérieur des chemins de fer).

DÉCRET DU 8 SEPTEMBRE 1923 (Conseil supérieur des P. T. T.).

DÉCRETS DES 9 ET 26 JUILLET 1924 (Comité consultatif supérieur du commerce).

DÉCRET DU 24 MARS 1925 (Conseil supérieur de l'Enseignement technique).

DÉCRET DU 18 JUIN 1927 (Section commerciale du Comité consultatif des chemins de fer).

III. — Enfin, pour certaines autres Commissions officielles, c'est à la demande du ministre intéressé que l'assemblée des présidents se trouve appelée à désigner des représentants dont la nomination est prévue dans les textes législatifs ou réglementaires sous la forme : « N... représentant des Chambres de commerce », sans l'indication de modalités.

C'est le cas pour :

— Conseil d'administration de l'Office national de l'Azote.

— Commission consultative d'études du Chemin de fer transsaharien.

— Commission supérieure des maladies professionnelles.

— Office national des Mutilés et Réformés de la guerre.

— Commission centrale de taxation à la production.

— Conseil supérieur des Travaux publics.

IV. — Le président de l'assemblée des présidents des Chambres de commerce fait partie, ès qualité :

— du Comité consultatif des accords commerciaux.

— de la Commission des assurances sociales.

CARTES GÉOGRAPHIQUES

CARTE DES ANCIENNES PROVINCES

CARTE DES RÉGIONS MILITAIRES EN 1914.

CARTE DES VINGT RÉGIONS ÉCONOMIQUES.

CARTE DES TRAITES

Cette carte est celle des provinces de la France vers 1700. Elle indique les barrières douanières intérieures et extérieures.

A cette époque, la France était, quant aux douanes, divisée en trois parties :

- Au Centre, les cinq grosses fermes.
 - Au Sud de la Loire, les provinces réputées étrangères et la Bretagne, l'Artois, les Pays-Bas français et la Franche-Comté.
 - A l'Est, les provinces à l'instar de l'étranger effectif qui n'avaient de barrière douanière que vers l'intérieur du royaume et non vers l'étranger.
-

CARTE

DES

TRAITES

(Douanes Intérieures)





Les Régions Militaires en 1914 (Alsace et Lorraine non comprises)

DOUZE DÉPARTEMENTS SONT PARTAGÉS :

Seine-Inférieure. — Cantons d'Eu, Blangy et Aumale et le reste du département.

Marne. — Arrondissements de Reims et Epernay ; de Châlons, Sainte-Menehould et Vitry-le-François.

Seine-et-Oise. — Arrondissements de Corbeil et Etampes ; de Versailles, Rambouillet, Mantes et Pontoise.

Finistère. — Arrondissements de Quimper et Quimperlé ; de Brest, Morlaix et Chateaulin.

Dordogne. — Arrondissement de Bergerac ; arrondissements de Périgueux, Nontron, Ribérac et Sarlat.

Corrèze. — Arrondissement de Brive (forme un îlot, Brive faisant partie de la VIII^e région économique).

Aveyron. — Arrondissements de Rodez, Espalion, et Villefranche ; de Millau et Saint-Affrique.

Haute-Loire. — Arrondissement de Brioude ; arrondissements du Puy et Yssingeaux.

Loire. — Arrondissements de Saint-Etienne et Montbrison ; arrondissement de Roanne.

Isère. — Arrondissements de Grenoble et Saint-Marcellin ; de Vienne et La Tour du Pin.

Saône-et-Loire. — Arrondissements de Mâcon et Charolles ; d'Autun, Chalon et Louhans.

Haute-Saône. — Arrondissement de Lure ; arrondissements de Gray et Vesoul.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

NÉCESSITÉ D'UN CADRE PROPRE A LA VIE ÉCONOMIQUE.	1
--	---

PREMIÈRE PARTIE

LES PRÉCÉDENTS HISTORIQUES	9
I. — <i>Le passé</i>	9
II. — <i>Le mouvement d'opinion avant 1914</i>	18
III. — <i>Les efforts des Chambres de commerce avant 1914</i>	24
IV. — <i>Le mouvement de 1914 à 1917</i>	37

DEUXIÈME PARTIE

LA FORMATION DES RÉGIONS ÉCONOMIQUES	45
I. — <i>Les projets de M. Clémentel</i>	45
II. — <i>La constitution des régions</i>	59
III. — <i>Organisation et fonctionnement des régions</i> . . .	69

TROISIÈME PARTIE

LE PROGRAMME DES RÉGIONS ET SA RÉALISATION . . .	83
<i>Remarque liminaire</i>	83
I. — <i>La production</i>	85
II. — <i>Transports</i>	125
III. — <i>Débouchés</i>	145
IV. — <i>Questions touristiques</i>	176
V. — <i>La mobilisation économique</i>	177

QUATRIÈME PARTIE

NÉCESSITÉ D'UN STATUT DÉFINITIF DES RÉGIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU RÉGIONALISME ÉCO- NOMIQUE	189
--	-----

I. — <i>Nécessité d'un statut</i>	189
II. — <i>Les textes proposés</i>	192
III. — <i>Réponse aux objections</i>	197
IV. — <i>Conclusion</i>	200

CONCLUSION

RÉGIONALISME ÉCONOMIQUE ET DÉCENTRALISATION .	207
I. — <i>Régionalisme économique et régionalisme agricole</i>	207
II. — <i>Régionalisme économique et régionalisme uni- versitaire</i>	209
III. — <i>Régionalisme économique et régionalisme ar- tistique et littéraire</i>	211
IV. — <i>Régionalisme économique et régionalisme tou- ristique</i>	211
V. — <i>Régionalisme économique et régionalisme mi- litaire</i>	212
VI. — <i>Régionalisme économique et autres formes de régionalisme</i>	213
VII. — <i>Régionalisme économique et réforme admi- nistrative</i>	215
BIBLIOGRAPHIE.	221
DOCUMENTS ANNEXES	225
CARTES GÉOGRAPHIQUES.	297

